



Les Possibles - No. 12 Hiver 2017

Voir Venise et mourir ?

mardi 21 février 2017, par [Jean Tosti](#), [Jean-Marie Harribey](#)

Le 22 janvier, un jeune réfugié gambien âgé de 22 ans s'est noyé à Venise, dans les eaux du Grand Canal où il avait visiblement choisi de se suicider. Il pourrait s'agir là d'un fait divers certes dramatique, hélas trop banal. Mais ce qui rend cette noyade particulièrement insupportable, c'est qu'elle s'est produite sous les yeux d'une centaine de spectateurs qui n'ont rien fait pour sauver le jeune homme : certains riaient, d'autres lui lançaient des insultes racistes, d'autres encore filmaient la scène sur leur téléphone portable. Personne n'a eu la volonté ou le courage de se jeter à l'eau. « Est-ce ainsi que les hommes vivent ? », pourrait-on dire en paraphrasant le vers d'Aragon. Est-il acceptable qu'en ce début de XXI^e siècle les notions d'entraide et de solidarité fassent place à un individualisme, un égoïsme et une indécence aussi débridés ? Un tel événement nous semble étroitement lié au thème évoqué dans le dossier de ce numéro des *Possibles*, la droitisation des politiques et des esprits – on aurait pu même parler d'extrême droitisation.

Un peu partout, aux États-Unis comme en Europe occidentale et de l'Est, se développent des groupes ou des partis ouvertement xénophobes ou racistes, entraînant les partis dits de gouvernement à durcir leur attitude envers les musulmans et les réfugiés d'où qu'ils viennent, à remettre souvent en cause leurs positions sur le droit du sol et le droit d'asile. Cette dérive est hélas partagée par de nombreux citoyens, ceux-là même qui, entre autres, ont permis à Donald Trump d'accéder à la présidence des États-Unis, et qui, en France, placent Marine Le Pen en tête des sondages. Mais qu'on ne s'y trompe pas, elle ne met nullement en cause le libéralisme économique, qui s'en accommode d'ailleurs très bien.

Le dossier sur la droitisation des politiques commence par un large tour d'horizon nous montrant l'état des lieux dans plusieurs pays. Et d'abord le Royaume-Uni, où le Brexit a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Nick Dearden montre que ce vote a été l'occasion d'une montée des thèmes racistes et xénophobes. Ensuite, trois articles reviennent sur l'élection de Trump aux États-Unis. Janette Habel se penche sur les résultats électoraux qui confirment les divisions majeures au sein de la société.

L'économiste états-unienne Paddy Quick analyse les conséquences économiques sociales et politiques de l'élection de Trump, notamment en ce qui concerne la politique envers les migrants et celle du commerce extérieur. Et Claude Calame passe en revue les

membres du gouvernement mis en place par Trump : tous rivalisent de conservatisme et de liens avec les milieux d'affaires. Il s'agit d'« une belle brochette issue de l'oligarchie ploutocrate, blanche et chrétienne, qui, de fait, dirige le pays depuis trois décennies ».

Le dossier se poursuit avec la présentation de trois cas de figure emblématiques de l'évolution inquiétante de nombreux pays anciennement dans le giron de l'URSS. D'abord, Jean-Marie Chauvier met en relation l'histoire des droites russes avec la situation actuelle : un mélange de nationalisme, de xénophobie et d'autoritarisme, sans que l'on puisse sans doute parler de fascisme, qui entoure la libéralisation de l'économie. Dans un entretien, Gáspár Tamás explique que la Hongrie connaît une grave crise de la démocratie. Michal Kozłowski, quant à lui, parle carrément de révolution de droite « la plus extrême » en cours en Pologne. Mais les pays d'Europe occidentale ne sont pas épargnés par ce mouvement de droitisation. Peter Wahl explique pourquoi la droitisation de l'Allemagne va au-delà de la montée de l'AfD (*Alternative für Deutschland*).

Repartons de l'autre côté de l'Atlantique : Claude Vaillancourt montre que, malgré les dires et la bonne image du Premier ministre, Justin Trudeau, les libéraux à l'œuvre au Canada s'inscrivent dans un programme conservateur, libre-échangiste et bien

peu écologiste.

Suivent trois articles théoriques pour trouver un sens au mouvement de droitisation idéologique. Le premier est de Philippe Corcuff, qui dresse un portrait à la serpe de quelques leaders politiques et intellectuels, selon lui plus ou moins « trumpisés ». De leur côté, Roger Martelli et Samy Johsua discutent de la notion approximative de populisme et de sa version de gauche. Enfin, Pierre Khalfa se saisit de la même question après avoir rappelé ce que sont les racines de la démocratie. La conclusion est que le populisme de gauche est une « réponse en trompe-l'œil » à la crise sociale et politique.

La partie « Débats » de ce numéro des *Possibles* s'ouvre par trois comptes rendus de lecture. Le premier, de Claude Calame, porte sur l'ouvrage d'Emmanuel Terray, *Penser à droite*, qui analyse comment le conservatisme libéral trouve son prolongement dans la mondialisation capitaliste. Le deuxième est de Christiane Marty, qui présente un ouvrage paru au Québec mais distribué aussi en France, *Contre l'allocation universelle*, de Mateo Alaluf et Daniel Zamora (dir.), Jean-Marie Harribey et Seth Ackerman. L'ouvrage rassemble les principales critiques de gauche de cette proposition qui, selon les auteurs, s'inscrit dans une problématique néolibérale.

L'ouvrage de Raphaël Liogier, *Sans emploi*, pousse cette logique néolibérale jusqu'à son point ultime : le revenu d'existence sera la rémunération de « l'homme postindustriel ». Jean-Marie Harribey, qui rend compte de ce livre, en dresse une critique implacable.

Catherine Samary profite de la parution du dernier ouvrage porté par Attac, *Par ici la sortie, Cette crise qui n'en finit pas*, pour proposer une interprétation des transformations du capitalisme à la charnière des années 1960-70.

La pantomime actuelle de François Fillon, qui avait

ouvert sa campagne électorale par une promesse d'étranglement de la Sécurité sociale, donne tout son relief à la proposition d'André Grimaldi de faire prendre en charge 100 % des dépenses de santé par la Sécurité sociale et de fondre les mutuelles en son sein.

Pierre Salama revient sur l'évolution inquiétante de la situation économique et sociale de l'Argentine. Une fois de plus, la potion néolibérale de contenir la demande se révèle désastreuse pour le pays et surtout, en son sein, pour les plus pauvres.

Fidèle à son habitude, *Les Possibles* donne la voix à Jacques Cossart pour proposer un panorama des publications dans les revues internationales. Les thèmes abordés sont hélas récurrents et le mot de l'auteur les résume bien : « il n'est jamais trop tôt pour mal faire ». Sont passés au crible : le chômage (indestructible), la malédiction du pétrole (trop et non pas en manque), le réchauffement climatique (pas responsables, pas coupables), l'agriculture (menacée par le climat), les inégalités (ça commence à bien faire).

Les thèmes abordés dans ce numéro doivent être encore approfondis. Mais, d'ores et déjà, on peut suivre Peter Wahl pour qui « la droitisation a ses racines dans cette conglomération de crises multiples qu'ont produites le capitalisme financier et la mondialisation néolibérale. Elles entraînent une crise de représentation et l'érosion de la démocratie. Elles apportent une telle accélération des changements sociaux et culturels qu'ils donnent le vertige. Beaucoup de gens, avant tout dans les couches populaires, se sentent laissés derrière et exclus. » Faudra-t-il attendre qu'une poignée d'oligarques ou de gavés de gadgets aussi monstrueux qu'imbéciles regardent se noyer en ricanant la majorité du monde pour redresser la barre ? La réponse est peut-être du côté des mobilisations qui se construisent déjà aux États-Unis et dans certains pays européens.

Dossier : La droitisation des politiques

L'UKIP et le racisme post-Brexit

mardi 21 février 2017, par [Nick Dearden](#)

Quelles que soient les raisons qui ont poussé les gens à voter pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne en juin 2016, le résultat a été un changement brutal dans le débat national vers une droite autoritaire et anti-immigrants.

Le débat lui-même était sous-tendu par une division profonde et ancienne au sein du parti conservateur. Ce parti est fondamentalement en désaccord sur le point de savoir si le Royaume-Uni doit être tourné vers l'Europe, ou vers l'ancien empire (Commonwealth) et les États-Unis. Ce dernier groupe, dont certains ont rejoint l'UK Independence Party (UKIP), à la droite du parti conservateur – rassemble un mélange d'ultra-libéraux et de passésistes autoritaires avec des convictions anti-immigrants.

Traduit de l'anglais par Dominique Plihon

Le débat public n'a rien eu à voir avec la question de l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE. L'immigration a été la question centrale pendant la campagne. Le slogan des « brexiters » était « reprenons le contrôle », mais a porté sur la reprise de contrôle sur les étrangers en général, plus que sur les pouvoirs de la Commission de Bruxelles. Au moment critique de la campagne, lorsque Nigel Farage, leader de l'UKIP, dévoila sa communication montrant des longues queues de Syriens supposés se diriger vers la Grande-Bretagne, une députée travailliste fut assassinée par un membre du parti fasciste Britain First.

Il n'est pas surprenant que la gauche, dans sa grande majorité, ait mené campagne pour rester dans l'UE – environ les deux tiers des électeurs du Parti travailliste ont voté dans ce sens –, tandis que les deux tiers des électeurs conservateurs ont voté pour le Brexit. Il y a eu des gens de gauche des deux côtés du débat, mais, malheureusement, leurs voix ont eu peu de poids dans ce débat insupportable.

Ce ne fut pas non plus une surprise de constater que le vote en faveur du Brexit a servi à mobiliser les racistes à travers le pays. Les crimes racistes enregistrés ont augmenté de 58 % pendant la semaine précédant le vote. Des enfants de migrants interpellés par des « go home » à l'école par les autres enfants, des autocollants néo-nazis faisant leur apparition au centre de Londres, des travailleurs

polonais attaqués et même tués, tous ces comportements ont constitué une régression digne des années 1970.

Avec la démission de David Cameron, l'aile droite du parti conservateur a pris le pouvoir. Les postes dominants du gouvernement sont occupés par des personnes qui rêvent de gouverner le pays en revenant au temps du Commonwealth du XIX^e siècle (cette référence est faite dans tous les discours des ministres des affaires étrangères et du commerce), pendant que le Premier ministre insiste sur le contrôle des frontières et la docilité du Parlement. Les arguments en faveur du maintien de relations institutionnelles étroites avec l'UE, et même l'évocation du contrôle du Parlement, sont accusés de violer la volonté populaire.

Les décennies de néolibéralisme, les politiques d'austérité et la désindustrialisation de parties entières du Royaume-Uni ont été au second plan du débat. Mais la gauche a du mal à mettre en avant ce bilan négatif, en partie du fait de l'affaiblissement de la social-démocratie par suite de son ralliement au néolibéralisme, en partie à la suite de la guerre intestine qui mine le Labour Party lui-même, et en partie à cause des divisions au sein de la gauche sur la manière de répondre au Brexit. Même si les sondages doivent être traités avec le plus grand scepticisme, tous montrent une profonde désaffection à l'égard du parti travailliste, même

avec un dirigeant anti-austérité comme Jeremy Corbyn.

Rien de tout cela ne dépeint une image heureuse. Mais nous devons être honnêtes sur le point où nous en sommes arrivés, si nous voulons garder l'espoir d'en sortir. Les illusions selon lesquelles un soulèvement des travailleurs serait proche, ou la croyance que les forces de gauche seraient aux portes du pouvoir ne sont d'aucune utilité. Nous sommes maintenant dans une bataille pour des valeurs fondamentales – vers quel type de société voulons-nous aller ? – qui peut être comparée à la bataille de la génération précédente contre le fascisme.

Au Royaume-Uni, cela nécessite une alliance progressiste avec, d'une part, des organisations de la société civile et, d'autre part, des partis de gauche et du centre. Il n'y a pas d'autre moyen de construire un pouvoir politique, et ce pouvoir est nécessaire si nous voulons mener des batailles qui ne soient pas uniquement défensives. Il existe une attente importante pour ce type de stratégie, mais cela requiert un changement de mentalité de la part des militants, des ONG, des partis, des syndicats. Actuellement, trop d'élus au Parlement soutiennent,

et réclament même, des mesures de contrôle des migrations. Ces comportements égarent les jeunes, les gens de couleur, les habitants des villes et d'autres qui se sentent désemparés et sont désillusionnés.

Mais combattre la droite implique de définir clairement les alternatives au néolibéralisme. Il existe de nombreuses initiatives locales – dans les domaines de l'alimentation, de l'énergie, des coopératives, du revenu universel – dont certaines sont déjà très avancées. Le rôle de la gauche est d'intégrer l'ensemble de ces initiatives dans un programme politique tourné vers l'avenir, et de commencer à gagner la guerre des « narratifs » qui est en train d'être perdue.

Nous devons apprendre à partir de l'Histoire. Lorsque le fascisme se développa en Europe dans les années 1930, la gauche s'est fracturée, avec des sociaux-démocrates incapables de rompre avec les politiques de consensus et la conception économique dominante, et des communistes qui considéraient que leur temps viendrait en attendant la fin du fascisme. Ces deux stratégies se sont révélées désastreusement erronées. Nous ne pouvons pas nous tromper à nouveau.

Trump : les raisons d'une défaite

mardi 21 février 2017, par [Janette Habel](#)

Il est surprenant de voir que la victoire de Donald Trump suscite plus de contributions et de polémiques statistiques que d'analyses et de conclusions politiques examinant les causes et les conséquences de l'onde de choc américaine. Comme chacun sait qu'on peut faire dire aux chiffres et aux statistiques beaucoup de choses, notamment lorsqu'il s'agit, comme c'est le cas jusqu'alors, de statistiques fondées sur des enquêtes à la sortie des urnes ou par téléphone (cf. par exemple l'enquête publiée dans le *New York Times* - 14 novembre 2016 - basée sur des questionnaires complétés par 24537 votants dans 350 centres électoraux répartis dans tout le pays, incluant également 4398 interviews téléphoniques, y compris auprès de certains abstentionnistes). Ces données sont certes intéressantes et utiles, mais la répartition démographique, qu'elle soit urbaine ou rurale, par âge, par sexe, par niveau culturel, par « ethnie », est une grille d'analyse insuffisante pour rendre compte des évolutions politiques et sociales que connaît le pays.

En ce sens, la contribution de Jacques Lévy dans *Le Monde* (16 novembre 2016) est limitée. Ce que les élections américaines ont confirmé, ce sont les divisions politiques majeures que la campagne de Bernie Sanders avait déjà mises en évidence. La crise qui se développe au sein du Parti démocrate est la conséquence d'une donnée politique nouvelle : la base sociale du Parti démocrate a changé, son électorat aussi : 58 % des salariés blancs ont voté pour Trump (*New York Times*, 14 novembre 2016) et non pour Hillary Clinton, une tendance confirmée par les interviews de plusieurs dirigeants syndicaux. Ajoutons à cela l'abstention d'une partie de l'électorat noir qui vote traditionnellement démocrate, déçu par la présidence d'Obama : « il n'a rien changé pour nous » entendait-on dans leurs interventions. Une partie de la jeunesse (blanche, noire, métissée, latino, très féminisée) qui avait voté pour Obama, puis suivi Bernie Sanders, n'a pas voté non plus pour Hillary Clinton, elle s'est également abstenue. C'est elle qui proteste aujourd'hui dans les villes ou les universités. À New York, où j'ai assisté à la manifestation, ils étaient plus de 10 000 sur la Broadway Av., répondant à un appel à manifester lancé sur Facebook - et sur les campus - sur le thème « He is not my président », « Love, not hate », « Black lives matters » mais aussi « Dump Trump ou Fuck Trump » ! J'ajoute que ces mobilisations ne ressemblent en rien aux traditionnels « piquets » américains tournant en rond avec des pancartes : les

manifestants voulaient se rendre devant la Trump Tower, ils ont contourné la police qui, au début, a été complètement débordée. Le Parti démocrate a non seulement perdu des électeurs, il a perdu des adhérents et son influence dans la jeunesse s'est affaiblie. C'est ce qui explique la promotion de [Bernie Sanders](#) et d'[Elizabeth Warren](#) à des postes de direction pour le Parti démocrate au Sénat. Il reste à voir quelles seront leurs marges de manœuvre. Mais une nouvelle génération émerge, et tout cela annonce des recompositions politiques. Il est permis de penser que si Bernie Sanders avait gagné la primaire démocrate, il aurait battu Donald Trump. Dire cela ne signifie pas qu'il faille minimiser les conséquences sociales et politiques de la victoire de Trump : les premières nominations confirment les discours sécuritaires et racistes du candidat qui a réaffirmé sa volonté de remettre en cause la loi autorisant l'avortement, notamment grâce aux nominations à la Cour suprême. Sans oublier les conséquences sur le plan international de ses orientations, si toutefois il les applique dans leur intégralité.

Pourquoi la défaite de Clinton ? Personne ne l'avait prévue. Mais il est erroné de vouloir la relativiser au motif qu'elle aurait bénéficié d'une majorité des suffrages exprimés. Cette défaite est d'autant plus significative que Clinton a bénéficié d'un appui exceptionnel de la part de Barack Obama et de Michelle Obama, très active dans la campagne et très

populaire, notamment après les insultes de Trump contre les femmes traitées de « grosse cochonnes », auxquelles elle a su répondre beaucoup mieux que Clinton, des femmes qu'elle a contribué à mobiliser. Clinton a également bénéficié du soutien financier et politique d'artistes extrêmement populaires (Beyoncé et Jay Z, Madonna, Bruce Springsteen, Lady Gaga, Katy Perry, M. Moore, De Niro...). Le fait que la campagne de la candidate démocrate ait été perçue comme la variante d'un troisième mandat d'Obama renforce encore le sens politique de cet échec.

Autre élément : la campagne d'Hillary a coûté presque le double de celle de D. Trump : elle a reçu des centaines de milliers de dollars de Wall Street pour ses conférences, renforçant ainsi toutes les attaques des Républicains sur son appartenance à l'« establishment », affaiblissant son propre discours contre l'outsider Trump et « le pouvoir de l'argent » (ce qui nous rappelle quelque chose...). Ce d'autant plus que c'est sous la présidence de Barack Obama que la Cour suprême des États-Unis a dit clairement que les dépenses engagées dans une campagne électorale ne pouvaient pas être soumises à une quelconque limitation, puisqu'elles relèvent d'un droit individuel dont la démocratie doit s'accommoder. Ajoutons enfin que Clinton a peu tiré les leçons de la campagne de Bernie Sanders ; elle a souvent mis en avant les questions sociétales,

évoquant peu les inégalités sociales et la souffrance des travailleurs blancs et noirs dans des villes ravagées par le chômage (Detroit), ou l'expulsion de leurs maisons de ceux qui n'ont plus les moyens de rembourser leurs prêts. Bernie Sanders a remarqué à juste titre que Donald Trump avait su capter la colère des travailleurs déclassés, appauvris, de ceux qui se sentent menacés par la mondialisation, pour la retourner contre les émigrés, les latinos, les noirs, les musulmans, les homosexuels et contre les droits des femmes. À la différence de Sanders, Hillary Clinton n'a pas proposé l'annulation de la dette des étudiants, une véritable assurance santé pour tous et la fin du financement des campagnes politiques par des grosses donations. Elle a perdu deux États en faveur du candidat démocrate depuis 1992, le [Michigan et le Wisconsin](#), deux États des grands lacs victimes de la désindustrialisation. Deux États où elle avait été battue lors des primaires par Bernie Sanders. Sans oublier l'Ohio gagné par Obama et qu'elle a également perdu. Reste que la victoire de Trump est un symptôme du déclin relatif de l'hégémonie américaine, que sa politique a toute chance d'accentuer si elle ne provoque pas une aggravation du chaos mondial. En l'absence d'alternative, les catégories sociales menacées par la mondialisation se rallient à des leaders d'extrême droite corrompus. Comme chacun sait, l'histoire ne se répète pas, elle bégaie.

L'élection de Donald Trump

mardi 21 février 2017, par [Paddy Quick](#)

L'élection de Trump en tant que 45^e président des États-Unis a été perçue avec horreur par ceux qui l'ont combattue, et qui continuent à la combattre sur différents fronts. Ceci inclut ceux qui agissent afin de défendre les droits des travailleurs (migrants inclus), de mettre un terme à l'incarcération de masse des Afro-Américains et autres minorités, d'arrêter les discriminations basées sur la race, le sexe ou le statut LGBTQ (Lesbienne, Gay, Bisexuel, Transgendered and Queer), de défendre le droit à l'avortement et autres méthodes de contrôle des naissances, de promouvoir une couverture santé universelle ou encore de relever le défi du changement climatique. Ceci inclut aussi ceux et celles qui s'opposent aux interventions politiques et militaires à travers le monde et le soutien des États-Unis aux régimes totalitaires.

Traduit de l'anglais par Tom Roberts

Les membres de *l'Union pour une économie politique radicale* (URPE) partagent avec d'autres leur préoccupation profonde sur ce qui est déjà arrivé et sur ce que nous pouvons anticiper pour l'avenir. Par contre, nous avons beaucoup de points de vue différents et c'est pourquoi je ne prétends pas parler au nom de tous les membres de l'organisation. Il n'est pas encore clair jusqu'où Trump peut aller en défiant les normes et procédures démocratiques traditionnelles, voire carrément en violant la Constitution. Est-ce que cette inauguration de l'administration Trump constitue le début d'un nouveau fascisme, ou est-ce que c'est simplement un mouvement significatif vers la droite ? Il n'y a pas de consensus sur ce point.

Beaucoup de personnes conservaient l'espoir que Trump pourrait modérer ses positions une fois élu. Au lieu de cela, l'extrémisme de sa campagne s'est poursuivi, même avant son inauguration. Dès les premières semaines de son accession au pouvoir, on a vu la nomination à des postes clés de son administration différentes personnes issues de l'extrême droite du spectre politique, ceux qui se sont donné pour mission de démanteler les agences qu'ils étaient supposés administrer et notamment ceux qui sont responsables de l'éducation publique, de la protection de l'environnement ou du droit des travailleurs. Ses positions par rapport à la politique étrangère l'ont amené à s'associer à l'extrême droite

d'autres pays comme Israël ou de l'Union européenne. Il a menacé de mener une guerre économique par rapport aux échanges avec le Mexique ou la Chine. Il considère, comme il l'a écrit le 10 février 2017, les Frères musulmans comme une « organisation terroriste ». Une de ses mesures les plus extrêmes est d'interdire l'immigration musulmane, ce qui est aujourd'hui repoussé par la justice... mais ceci indique néanmoins son intention de renverser un maximum de règles fédérales (son but, dit-il, est « d'éliminer 75 % de toutes ces réglementations »). Un de ses principaux conseillers est Steve Bannon, issu de l'extrême droite, suprématiste blanc qui croit dans la théorie du complot, longtemps considéré en dehors des rangs des journalistes responsables.

Dans tout ceci, Trump surfe sur les forces antimusulmanes, xénophobes et racistes des États-Unis qu'il a mobilisées durant sa campagne présidentielle. La lutte aux États-Unis aujourd'hui est nécessairement défensive et se concentre sur le besoin de respecter les droits démocratiques, y compris l'adhésion aux lois nationales et internationales, tout en conservant notre conviction qu'un meilleur monde est possible.

Pour comprendre Trump, nous devons commencer par reconnaître que les forces qui ont mené à son accession au pouvoir sont mondiales et correspondent à l'avancée des extrêmes droites et forces fascistes non seulement en Europe, mais aussi

aux Philippines, en Inde et dans d'autres pays à travers le monde. Ceci nécessite une analyse des forces globales, puis de ce que cela implique spécifiquement aux États Unis.

Nous assistons, d'une façon générale, à l'interaction de deux phénomènes. Le premier est le processus de globalisation à long terme, qui autorise les firmes multinationales à monter les travailleurs de différents pays les uns contre les autres. L'autre, ce sont les vagues d'immigrants qui fuient leur pays, suite à des guerres ou à des situations de pauvreté. Les immigrants aux États-Unis, y compris ceux qui cherchent un statut de réfugiés, viennent généralement des pays de l'Amérique centrale, et nous allons voir bientôt une augmentation massive de ces réfugiés à cause du changement climatique.

Aux États-Unis, la stagnation des salaires depuis environ 40-50 années, est généralement attribuée à l'afflux des importations ainsi qu'à l'arrivée des immigrants. Par contre, les traités dits de libre échange donnent principalement comme résultat le mouvement libre des capitaux plutôt qu'une réduction des tarifs douaniers concernant les importations et exportations de biens et services. Ceci a entraîné une stagnation, voire un déclin du pouvoir d'achat des travailleurs autant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, avec une exception notable des travailleurs de Chine où les salaires et conditions de vie se sont plutôt améliorés. Mais tous les pays, y compris la Chine, ont vu une augmentation continue et dramatique des inégalités lorsque l'augmentation de la production s'est accompagnée d'une augmentation de la part des profits dans cette production. Aux États-Unis, le NAFTA (Le Traité nord-américain pour le libre-échange) est pointé du doigt par Trump comme un problème pour les travailleurs états-uniens qui auraient beaucoup perdu face aux travailleurs mexicains. Mais en fait, les travailleurs mexicains ont dû faire face à un plus grand déclin de leurs salaires que les travailleurs états-uniens. L'augmentation de la production, qui en général résulte du mouvement libre du capital, ainsi que des réductions des tarifs douaniers, est ainsi partie vers le capital mais pas vers le travail. Ainsi, une grande part de l'opposition de la classe des travailleurs

envers le NAFTA ainsi que le TTP (Trans Pacific Partnership) a pris la forme d'une opposition xénophobe envers les travailleurs des autres pays, plutôt qu'une tentative de construire une forme d'opposition internationale au capital multinational. Ceci alimente le soutien pour les mesures protectionnistes que Trump approuve. Il faut noter ici que non seulement Hillary Clinton, mais aussi Bernie Sanders, son opposant social-démocratique, ont expliqué leur opposition envers le TPP par rapport aux menaces que cela posait aux travailleurs.

En concentrant la colère sur les immigrants et les importations, une grande partie des travailleurs états-uniens s'est alignée sur le secteur le plus réactionnaire de la classe capitaliste, notamment les capitalistes qui produisent et vendent principalement à l'intérieur de leur propre pays. Ces entreprises sont en fait menacées par les entreprises multinationales qui sont capables de casser la protection dont bénéficient les capitalistes nationaux, des barrières naturelles aux coûts de transport, des préférences culturelles à l'inertie régulationniste. Le terme « réactionnaire » doit être compris comme une description de ceux qui cherchent à renverser le cours de l'Histoire, et de retourner à un monde où l'expansion internationale prenait la forme d'une conquête impérialiste et d'une domination politique de l'époque néocoloniale, laissant intacte dans tous les pays la production principalement dominée par le capital international. À la place, nous voyons l'intégration rapide des productions mondiales sous le contrôle du capital multinational, qui poursuit son expansion qui lui est inhérente. Ceci ne peut, à long terme, être mis en cause que par la classe des travailleurs internationaux. Entre temps, il est important de résister à l'appel aux nationalismes xénophobes.

En termes de classe, Trump est le représentant de cette sphère du capital réactionnaire. En cela, il alimente l'antagonisme des « petits capitalistes » contre leur exclusion du cercle des décideurs ou des élites qu'il caricature comme « les politiciens »... Cette forme de populisme ne vise pas les riches. Au contraire, il admire les « self-made men » (ceux qui se sont « construits » à partir de rien), ainsi que les milliardaires qui, comme lui, ont réussi à bâtir leurs

empire par de vieilles méthodes, très loin du monde de la production internationale et de la finance. Les politiciens qu'il met en cause sont ceux qui font partie de ce monde et agissent à l'intérieur des États en tant que représentants. La popularité de Trump est très liée à ses incantations anti-Hillary Clinton du style « Enfermez-la ! » (« Lock her up »). Ceci peut être compris comme l'expression d'une forme de haine pour la politicienne qui a fait peu dans sa campagne pour se distancier de « l'establishment » dont elle fait partie.

Les capitalistes que Trump représente effectivement sont motivés essentiellement par leur désir d'optimiser les profits de leur entreprises individuelles, sans être capables de comprendre ou de se soucier des implications de leurs actions pour le bien-être d'une classe capitaliste en tant qu'entité. Spécifiquement, cela veut dire qu'il n'est pas simplement favorable à des salaires plus bas, mais qu'il est aussi opposé à toute régulation, loi ou taxation, qui peuvent limiter sa capacité d'optimiser au maximum ses profits après imposition. Alors qu'il n'y a aucun doute que les petites entreprises trouvent les régulations plus onéreuses que les grandes corporations pour lesquelles l'économie d'échelle réduit leur coût par unité produite, ceci constitue un très petit facteur dans le processus à long terme de concentration de la production ou de la monopolisation. La campagne de Trump a alimenté leur vision de l'économie qui se traduirait par des interactions non régulées entre les affaires libres, hors de toute interférence de l'État.

Trump met en avant sa propre expérience dans la construction de son business, son empire, afin de promouvoir « l'art des affaires », le titre d'ailleurs de son livre en 1987. Et, dans sa campagne, il a attribué son succès à son tempérament, c'est-à-dire à son caractère individuel. Son utilisation de la menace dans la négociation, des actions en justice et de la manipulation des données (autrement dit, au travers de mensonges), afin de tirer avantage sur les autres est très connu, et ceci a effectivement joué un rôle dans son succès dans les affaires. Son engagement de faire en sorte que le Mexique « paye pour le mur » est un exemple de sa croyance qu'une telle approche peut être utilisée dans les négociations

internationales, justement comme il l'avait utilisée contre des sous-traitants dans sa propre entreprise. À un niveau international, Trump s'engage à renégocier tout ce qu'il voit comme étant des « mauvaises affaires » (« bad deals ») que les États-Unis ont pu faire avec d'autres pays et ainsi de restaurer (d'une façon totalement réactionnaire) les États-Unis (ou l'Amérique selon les termes utilisés par Trump) à sa grandeur (« Make America Great Again ! »).

Le soutien de Trump aux taxes sur les importations correspond bien à sa conception très étroite de ce qui serait nécessaire pour le profit des entrepreneurs tels que lui, en éliminant la compétition inégale qui bénéficiera alors aux producteurs domestiques. Il semble ignorer que le concept même des chaînes de production et le développement de la production aux États-Unis inclut les produits importés. (Il est dit par exemple que General Motors est le seul plus grand importateur aux États-Unis de produits venant du Mexique, notamment les pièces détachées qui sont incorporées dans les automobiles *made in USA*). Mais il est inutile de penser que lui et ses supporters sont « mal informés » ou tout simplement « stupides ». Il existe une constance dans son approche et ceci est similaire à ce qui motive les réactionnaires d'autres pays. Il est important de reconnaître ceci.

Une partie de l'opposition à l'agenda de Trump peut venir du capital multinational et de ses représentants politiques. Ses politiques sont non consistantes au regard des intérêts à long terme du capital états-unien pour lequel l'État capitaliste est une pièce essentielle, à la fois nationalement et internationalement. Avant les élections, Trump avait moins de soutiens que Clinton. La finance multinationale, basée aux États-Unis, participe (et généralement domine) de telles organisations transnationales et pas simplement le NAFTA, mais aussi l'OMC (Organisation mondiale du commerce). À la place, il soutient un retrait unilatéral d'une façon simpliste « America First » (l'Amérique d'abord). Par contre, le parti républicain au Congrès semble ne pas vouloir le mettre en cause, se souvenant peut-être à quel point ce dernier doit son propre succès électoral à la mobilisation des mêmes racistes, xénophobes que l'on retrouve au « Tea Party ». Il est possible

néanmoins de se demander pourquoi nous devons nous opposer fortement à l'agenda Trump venant du grand capital.

Une des raisons serait qu'une partie de la croissance des profits serait liée à cet agenda. Certains de ces profits viennent de la simple anticipation d'une réduction des taxes sur les entreprises (entraînant un transfert du poids fiscal sur la classe des travailleurs). La réduction des régulations va aussi permettre l'accroissement des profits par la réduction des restrictions environnementales, par exemple en réduisant leur coût direct et en supposant que tout dommage ainsi causé sera supporté par d'autres.

Mais ceci est simplement une des raisons pour l'apparent acquiescement des représentants majeurs du capital multinational au programme de Trump. Plus importante est la reconnaissance du fait que, si ce n'est pas contré, on peut faire confiance à Trump pour mener à bien l'assaut de grande ampleur sur la part du revenu total qui va vers la classe des travailleurs états-uniens et sur une redistribution vers le bas du poids fiscal. Ceci prendra la forme d'attaques contre les syndicats qui sont déjà affaiblis, en particulier les syndicats du secteur public, et sur la mise en pièces d'une bonne partie du filet de sécurité défaillant, par exemple à travers une réduction des moyens déjà insuffisants pour les programmes de santé (*Health Care*). Trump, inévitablement, va continuer sa rhétorique et ses assauts contre les immigrants, les minorités et les musulmans (ainsi que la promesse d'un retour vers les « *Good Old Days* », le « bon vieux temps » où les hommes pouvaient abuser des femmes sans peur d'une condamnation). On peut aussi compter sur lui pour cautionner l'utilisation de la force « quand nécessaire ». Certes, il a admis dans sa discussion avec Poutine que les États-Unis « n'étaient pas innocents » dans leur utilisation de la force mais ceci n'a pas été accompagné de la moindre expression de regret. Au contraire, il a clairement exprimé son acceptation de la torture et soutenu l'idée d'emprisonner les « terroristes » à Guantanamo. Au niveau domestique, on retiendra sa description des « *inner cities* » (les zones urbaines où se retrouvent les minorités) comme étant des lieux infestés par la

drogue et régis par les gangs, et en insistant sur la nécessité d'utiliser la force pour les « décontaminer ».

Si le courant dominant du capital est incapable de « traiter » le cas Trump, quelles seraient alors les chances pour que la classe des travailleurs puisse réussir ? Il y a déjà les manifestations de colère vis-à-vis de Trump. La marche des femmes du 21 janvier a amené deux millions de personnes à travers le pays à s'opposer à ses politiques, non seulement par rapport à ses déclarations misogynes, aux questions liées à la condition féminine ou à l'avortement, mais aussi par rapport à une approche plus globale comme « *Black Lives Matter* » ou encore le changement climatique. Les activistes n'agissaient pas uniquement par rapport aux questions féminines, mais plus largement aux questions globales, et ceci en tant qu'acteurs de la société civile. Les manifestations du LGBTQ ont eu lieu peu de temps après et ont montré les façons dont les gens pouvaient prendre en compte l'interconnexion des problèmes. Tandis que les réseaux sociaux ont joué un rôle majeur dans la mobilisation de ces manifestations, de nombreuses organisations étaient aussi impliquées dans la planification des deux événements. La réponse à l'ordre exécutif de Trump d'interdire les immigrants musulmans de sept pays différents et de fermer la porte aux réfugiés de Syrie était, toutefois, totalement imprévue. Les protestations spontanées qui ont suivi étaient une indication encourageante de la profondeur de la compréhension des dangers que Trump représente pour chacun et de la capacité de l'opposition à agir collectivement.

Malgré tout, il est indéniable que la gauche états-unienne, définie d'une façon générale, manque d'organisation au niveau national. Alors que les Européens progressistes sont au moins capables de profiter des structures politiques traditionnelles, cela n'existe pas aux États-Unis. En supposant que nous soyons capables de contrer les forces réactionnaires ici, tout cela se passerait soit à un niveau local soit au niveau d'un État. Le Parti démocrate a échoué, dans la campagne présidentielle, à comprendre et à répondre en profondeur à la colère et la frustration de la classe des travailleurs états-uniens. La plus

grande priorité aujourd'hui semble être (ce que l'on admet comme étant pervers) la redéfinition des districts électoraux qui ont réduit la part des élus représentatifs. Les membres des syndicats dans le secteur privé sont en dessous de 7 % et le chiffre de 11 à 12 % résulte d'une inclusion des travailleurs du secteur public qui vont certainement perdre leur appartenance, suite à une future décision probable de la Cour suprême.

Au niveau international, la classe des travailleurs américains et les forces progressistes ont très peu d'influence. L'étendue de l'ignorance et de l'anti-intellectualisme au sein de la population née aux États-Unis ne peut pas être ignorée. Cette population n'a pas été indifférente à de telles idées, comme cette croyance (promue par Trump) qu'Obama n'était pas né aux États-Unis, sans parler du déni du changement climatique. Aujourd'hui, ceci s'assimile trop fréquemment à l'identification de l'Islam avec le terrorisme. Un correctif important à ceci vient de la compréhension supérieure des relations internationales par les immigrants de la première et de la deuxième génération, mais qui n'a pas été suffisante pour contrer ceux qui sont susceptibles de suivre le populisme à la Trump.

Pendant que Trump a montré une habileté incroyable (!) à s'aliéner beaucoup de dirigeants mondiaux (à l'exception de Poutine), il est possible qu'il ne sera pas capable d'agir aussi librement au plan international qu'il semble pouvoir le faire au plan national. Il semble s'être rétracté sur ses

déclarations concernant l'Otan, les colonies en Israël ou encore l'Ukraine. Il est clairement à côté de la plaque par rapport à sa compréhension des relations politiques et économiques au niveau international. Son expérience directe consiste plutôt dans les transactions sur les affaires d'entreprises particulières. Tandis qu'il est difficile d'expliquer « Trump » par rapport à son caractère individuel, il est clairement incapable de trouver ou d'écouter les points de vue des autres. Sa croyance, qu'il « connaît mieux que les généraux » la façon « de combattre et éliminer DAESH » est un exemple typique. Il est peu probable que Trump puisse retirer les États-Unis du NAFTA ou encore de l'OMC. Néanmoins, il est en train d'établir une instabilité dans le monde, notamment par son antagonisme non dissimulé envers l'Union européenne. Et il n'est pas encore clair de savoir à quel point il va coopérer avec les partis néofascistes en Europe.

Il est difficile de prédire ce qui va se passer dans les quatre années sous la présidence de Trump, sans parler d'une éventuelle réélection en 2020. Les optimistes s'attendent à ce que l'impuissance de Trump pour répondre aux vrais problèmes des travailleurs américains ramènera ces derniers dans le camp de l'opposition. Les pessimistes s'inquiètent et pensent que cette colère va continuer à cibler les immigrants, les musulmans et les minorités américaines. De toutes ces hypothèses, celles qui auront le plus de chances de prévaloir dépendront de ce que nous ferons aujourd'hui.

L'investiture de Donald Trump : l'accomplissement du néo-libéralisme états-unien

mardi 21 février 2017, par [Claude Calame](#)

On connaît désormais la composition du cabinet de Donald Trump, qui a accédé au pouvoir le 20 janvier. Elle rend aisées les prédictions sur la politique intérieure et extérieure que le Président conduira de concert avec ses ministres. Pour Secrétaire d'État, le nouveau Président a donc choisi le directeur général de la société pétrolière et gazière ExxonMobil, Rex Tillerson ; proche du pouvoir russe, il fut un temps directeur de Neftegaz, une filiale russo-américaine d'ExxonMobil installée dans un paradis fiscal aux Bahamas. Pour l'orientation générale de la politique il pourra compter sur le « haut conseiller » et idéologue, Stephen Bannon, homme d'affaires versé dans les médias et ex-patron du site ultra-conservateur « Breitbart News ». Comme Secrétaire au Trésor et par conséquent comme ministre des finances, on trouve Steve Mnuchin, un investisseur et banquier de Wall Street, un ancien cadre de Goldman Sachs. Pour le Département du commerce, le choix s'est porté sur un autre milliardaire, Wilbur Ross, un ancien de collaborateur de la Banque Rothschild et un investisseur à Wall Street, où il s'est spécialisé dans les faillites et les rachats lucratifs des sociétés liquidées. Un petit club de milliardaires, porteurs de la financiarisation de l'économie : les indices boursiers de Wall Street n'ont pas manqué de réagir très favorablement. Et cela à d'autant plus forte raison que, pour empêcher toute velléité de régulation écologique, c'est Scott Pruitt, connu pour ses liens avec le secteur des énergies fossiles, qui dirigera une Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) dont il s'est montré un ennemi acharné.

Du côté des services traditionnellement garantis par l'État en démocratie parlementaire, c'est la femme d'affaires milliardaire Betsy DeVos qui devient Secrétaire de l'Éducation, en bonne partisane des écoles privées, sinon de l'école à la maison... Le médecin Tom Price, un militant anti-avortement, sévère opposant aux droits des LGBT, et farouche adversaire de l'Obamacare, a été nommé au poste de ministre de la Santé. Quant au ministère du Travail, il est confié au CEO d'un groupe de chaînes de restauration rapide, Andy Pudzer, un opposant déclaré et farouche à l'augmentation du salaire minimum et à toute intervention de l'État sur le marché du travail.

Pour couronner le tout, c'est Jeff Sessions, un tenant de la ligne dure sur l'immigration, qui a été nommé à la Justice ; quant à l'ancien général James Mattis, dit « Mad Dog » (soit « l'Enragé »), il dirigera le département de la Défense ! Et, cerise sur la tourte capitaliste, le gendre du Président et proche de l'extrémiste Steve Bannon, l'investisseur immobilier

Jared Kushner, sera son « senior advisor ».

Une belle brochette issue de l'oligarchie ploutocrate, blanche et chrétienne, qui, de fait, dirige le pays depuis trois décennies.

Rien d'étonnant à cela. Sous une forme brute et « sans tabou », il s'agit de l'expression même de la politique de national-libéralisme conduite depuis l'ère Reagan. Elle est mise au service d'un capitalisme qu'on s'est employé à libérer de toute contrainte morale et sociale par l'intermédiaire de la privatisation et de la marchandisation de tous les services assurés d'une manière ou d'autre par l'État démocratique et d'une économie de marché soumise à la spéculation financière. Le but : en particulier par l'intermédiaire d'une mondialisation purement économiciste et par la soumission du politique à l'économique et aux grandes banques, la maximisation des profits des plus grandes entreprises multinationales, de ceux qui les dirigent et de leurs actionnaires.

Cela correspond exactement à la politique conduite par la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Sous le pouvoir de dirigeants anciens ou futurs collaborateurs de Goldman Sachs, particulièrement versés dans les opérations d'« optimisation fiscale », on impose aux pays dont on a contribué à l'endettement le renflouement des banques privées, assorti de plans d'austérité budgétaire et de privatisations, des plans destructeurs de services publics dans les domaines clés de la formation, de la santé, du travail et du logement. Seules subsistent les tâches sécuritaires : répression des plus pauvres, discriminations à l'égard des réfugiés et de migrants, rejet et expulsion des plus précarisés ; et recours à la force militaire quand on ne parvient pas à imposer ses intérêts économiques, comme ce fut le cas par exemple en Irak.

N'oublions pas qu'en matière de capitalisme débridé, les États-Unis ont toujours montré l'exemple :

Sur le plan politique, on a assisté à la dérégulation de l'économie et de la finance par la politique coordonnée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher ; selon les règles imposées par les économistes néolibéraux de l'École de Chicago : privatisation progressive de tous les biens et services de l'État, soumission des rares services publics subsistant aux règles managériales du « new public management ». Par l'essentialisation et la naturalisation des « lois de marché », le pouvoir politique et ses institutions se sont soumis aux règles économiques et financières du capitalisme le plus brut, soucieux d'accumulation rapide et de maximisation du profit financier. D'une part, les banques ont imposé une forte augmentation du taux de plus-value dans les entreprises pour en redistribuer les bénéfices non pas aux salariés, mais aux CEO (les bonus...) et aux actionnaires. D'autre part, en partie déconnectés de l'économie réelle, les placements sont devenus purement spéculatifs : *subprimes*, options et autres produits dérivés. La conséquence en a été la crise financière mondiale de 2007 : les grandes banques d'affaires américaines, avec la complicité des banques européennes, en sont les uniques responsables. Par ailleurs, le dénigrement systématique de l'impôt a eu pour résultat les exonérations dont ont bénéficié les plus

riches, encouragés de plus à recourir aux paradis fiscaux internes entretenus par la concurrence fiscale entre les États de l'Union. Renflouement des banques par l'État, cadeaux fiscaux et évasion fiscale n'ont fait que creuser le déficit public en augmentant la dette souveraine.

Dans le domaine des transports, dès les années 30 du siècle dernier, les États-Unis procèdent à la suppression des transports en commun (détenus par des compagnies privées) pour leur substituer le trafic individuel privé avec la construction d'un gigantesque réseau routier et autoroutier. Pour les villes, suppression des vastes réseaux de tramways et d'« interurbains », remplacés au mieux par quelques lignes de bus ; pour les déplacements intercités, suppression des trains de voyageurs pour leur substituer des lignes aériennes organisées autour de gigantesques hubs. Dans les deux cas, on a remplacé les transports collectifs par le moyen de transport le plus gourmand en hydrocarbures, par conséquent le plus polluant, et en espaces bétonnés. Avec des conséquences sociales et écologiques désastreuses pour un urbanisme marqué par des centres-villes réservés aux fonctions administratives, par de vastes quartiers de maisons individuelles accentuant l'effet d'« urbain diffus », par de vastes « shopping malls » qui ne sont accessibles qu'en SUV/4X4 dans une atmosphère de climatisation généralisée, et surtout par la création d'une situation d'apartheid spatial de fait dans le dessin de quartiers délabrés, réservés aux minorités ethniques, en particulier aux Noirs.

Dans le domaine de l'économie, les États-Unis sont parvenus à imposer une idéologie de la croissance purement économique fondée sur production et consommation et mesurée à la seule aune de l'augmentation du PIB. D'une part, sous le règne du capitalisme financier, les différentes entreprises de production des biens et services, toutes catégories confondues, ont été conduites à de vastes opérations de fusion dans la perspective de restructurations visant à l'optimisation des profits et aboutissant à des situations de monopole. D'autre part, sur la base des accords de Bretton Woods en 1944, les États-Unis ont joué et jouent encore le rôle du leader dans le processus de la mondialisation : délocalisation industrielle généralisée et production confiée à des

pays aux salaires les plus bas, dans des conditions de travail voisines de l'esclavage ; de là, la désindustrialisation des pays les plus riches et l'augmentation des marges de profit d'entreprises devenues, par rachats, suppressions et capitalisations boursières, de puissantes multinationales, avec des situations de domination mondiale : pour les États-Unis, Walmart, Monsanto, Berkshire Hathaway, Exxon Mobil, General Motors, Apple, Microsoft, AT&T, etc. C'est en particulier le cas dans le domaine des hautes technologies de l'informatique, aussi bien pour le hardware que le software, avec la production des composants notamment en Chine, dans des conditions de travail souvent dénoncées. Les résultats : accentuée par la financiarisation spéculative de l'économie, la domination néocoloniale de la production et de la consommation, fondées sur l'extractivisme et le productivisme ; le contrôle économique, politique et parfois militaire sur les pays les plus défavorisés dont on exploite les « ressources naturelles » et les « ressources humaines » sans le moindre égard pour les conséquences sociales et écologiques, avec pour effet un écart de plus en plus important entre la masse des plus pauvres et l'oligarchie des plus riches, aussi bien dans les pays du Nord que dans ceux du Sud.

Pour l'organisation du travail, on est passé du taylorisme, avec son organisation « scientifique » du travail de production selon un mode « rationnel », aux méthodes de management des services correspondant à la désindustrialisation et à l'emprise du secteur tertiaire : au nom de l'augmentation de la productivité de salariés devenus « ressources humaines », par le relais de bureaux privés de « consulting », exigence de la performance individuelle, salaire au mérite, constante évaluation, exigence de la flexibilité et de la mobilité, mise en concurrence des employés et course à la compétitivité sous prétexte de « bonne gouvernance ». Le mouvement de dérégulation des conditions de travail s'est accentué précisément aux États-Unis avec des entreprises fonctionnant en réseaux informatisés tels Uber ou Airbnb qui sont parvenues, par le biais virtuel et en déclarant leurs employés « auto-entrepreneurs », à échapper à toute réglementation étatique du travail

et par conséquent à toute imposition des prestations offertes. La rupture est dès lors consommée avec toutes les règles contractuelles présidant aux conditions de travail et d'emploi des secteurs économiques concernés

Pour la consommation : disparition progressive des petits commerces au centre des villes ; incorporation des commerces à des chaînes de distribution toutes-puissantes ; regroupement en lointaine banlieue, dans d'énormes *shopping malls* accessibles uniquement en voiture privée et souvent ouverts, sous le règne du « fast food », vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept. Rendue addictive par une publicité mensongère qui a envahi toutes les formes de médias, la consommation est soumise à la constante création de besoins nouveaux ; elle est par ailleurs contrainte par l'obsolescence programmée des objets de consommation, en particulier dans le domaine informatique, au nom de l'idéologie économique-managériale de « l'innovation ».

Du point de vue de la production alimentaire : agriculture intensive avec l'usage généralisé des désherbants, des insecticides et des engrais les plus polluants (quand ce n'est pas d'OGM) pour une alimentation axée sur la consommation rapide et le profit financier avec les problèmes de santé qui en sont la conséquence, notamment par l'indécente obésité des plus jeunes et des plus pauvres. Avec un système de santé qui est d'ailleurs en grande partie aux mains du secteur privé axé sur le profit financier, des pharmas aux soins hospitaliers en passant par les consultations médicales, avec pour conséquence le système de santé le plus onéreux au monde. Et que dire, pour tout type de pratique exigeant la consommation d'énergie, de la véritable addiction du pays aux hydrocarbures (avec les conséquences climatiques que l'on sait) en raison des énormes bénéfices qu'en tirent les compagnies pétrolières ?

Sécurité : du point de vue intérieur, on veut ignorer que les États-Unis ont la population carcérale la plus importante monde (avec 23 % de la population carcérale mondiale...) ; quant à l'extérieur, après les deux uniques bombes atomiques jamais lâchées non pas sur des objectifs militaires, mais sur la

population civile (« armes de destruction massive » s'il en est...), après les inutiles bombes au phosphore lâchées sur les habitants des villes de Dresde et de Würzburg, après la longue guerre « de basse intensité » en Amérique latine ou la guerre destructrice conduite au Vietnam contre toute forme de socialisme, sont intervenues les guerres néocoloniales menées en Afghanistan et en Irak : guerres à distance dont la conduite pratique est laissée à des milices privées, avec la destruction d'objectifs « ciblés » par des drones qui atteignent lourdement la population civile. Quant au contrôle sécuritaire et dominateur de la circulation de l'information, les États-Unis sont non seulement parvenus à imposer un monopole dans les technologies du numérique et un contrôle généralisé sur les réseaux qu'elles ont permis d'établir, mais ils contrôlent la totalité du réseau internet par le biais de la puissante National Security Agency.

Enfin, du côté de l'expression « culturelle », les États-Uniens ont été les initiateurs des formes de représentation de l'action faisant appel aux plus basses dispositions de l'être humain : de la télé-réalité aux films de « stars » mettant en scène la violence la plus brute, favorisée par les profits qu'en tirent les majors d'Hollywood, en passant par les stupides dessins d'animation animaliers ou par des jeux vidéo fondés sur la destruction et l'élimination de « l'ennemi ». Dans l'obsession pour le big-data, la morale qui traverse ces différentes manifestations est non seulement marquée par le binarisme qui a animé les campagnes anticomunistes, l'idéologie du choc des civilisations et désormais la lutte contre les terroristes et par conséquent les musulmans ; mais elle est aussi travaillée par la contradiction entre un puritanisme protestant qui touche à l'intégrisme chrétien du créationnisme et la

fascination exercée par la consommation de stupéfiants, la production et la diffusion de films pornographiques ou sports de la performance individuelle : *free ride, base jumps, super trails*, etc. Une culture de la performance individuelle et de la violence manichéenne impliquant notamment le port d'armes généralisé : elle est adossée à une anthropologie implicite axée sur le développement égocentré du « self » et sur la défense d'une liberté détournée au seul profit (financier) de l'individu. On a développé ailleurs les traits fondamentaux d'un individualisme fondé sur un libéralisme totalement dévoyé.

Aussi schématique et partiel qu'il est pessimiste, ce tableau des conséquences du règne d'un capitalisme détenu par une oligarchie de banquiers, d'investisseurs et de CEO milliardaires et d'un pouvoir politique qui lui est entièrement soumis, ne nous donne, de fait, qu'une image de nous-mêmes ; de ce que nous sommes devenus, en particulier en Europe occidentale, nous qui, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, de gré ou de force, n'avons fait que suivre les exigences idéologiques et pratiques d'un néolibéralisme économique et financier qui a pénétré jusqu'à nos usages langagiers. C'est aussi le modèle que suit désormais la Russie de Poutine, c'est le modèle dont est imbu depuis bientôt trois décennies le pouvoir communiste chinois.

Hamburgers, hot-dogs, donuts, annonçait à son dernier menu le très parisien bistrot « Le chat bossu », sis rue du Faubourg Saint-Antoine. Quant à l'assimilation des valeurs états-uniennes, inspirées qu'elles sont par le plus brut des libéralismes anglo-saxons, la messe est dite. Le programme électoral de (Mac)Donald Trump n'en est que l'expression extrême.

Droites radicales russes : histoire et actualité

mardi 21 février 2017, par [Jean Marie Chauvier](#)

La Russie bascule-t-elle « à droite » comme le reste de l'Europe ; est-elle même une inspiratrice de ce basculement ? La question vaut-elle d'être posée ? L'URSS était-elle « à gauche » et dès lors le basculement « à droite » a-t-il eu lieu dès 1989-91 ? Il y a manifestement plusieurs façons d'être « à droite ». Mais le recours à la terminologie occidentale « droite-gauche » est source de malentendus. Les mots n'ont pas le même sens ni la même histoire. À l'époque soviétique, le régime se réclamait de valeurs « de gauche », mais une partie des dissidents également. Les partisans de Boris Eltsine se disaient « de gauche » en 1989 avant de se regrouper quelques années plus tard dans l' « Union des forces de droite », ce qui semblait plus conforme à leur démarche. Le débat russe s'est davantage polarisé autour des notions de « démocratie-libéralisme » versus « patriotisme-nationalisme », « libération des mœurs » versus « défense des traditions », « occidentalisme » versus « russité » ou « eurasiarité », « globalistes » versus « antiglobalistes ». C'est par mimétisme que les notions « droite-gauche » se sont progressivement imposées, sans que les forces politiques ou les populations s'y reconnaissent pleinement. Nous y avons donc recours « sous toutes réserves ».

Entrée par la « marche russe »...

Chaque 4 novembre depuis une décennie, les nationalistes et les néofascistes de Russie se déploient en « Marches russes » aux slogans explicites : « *La Russie aux Russes !* » et « *À bas l'occupation !* » (des immigrés, de l'Occident et de sa « cinquième colonne » [1]). L'une de leurs revendications est la création d'un « État russe » (*rousskoïe*, au sens ethnique), ce que n'est pas l'actuelle Fédération de Russie (*rossiiskaïa*, au sens de pays multinational). J'étais présent lors de l'édition de 2006 à Moscou : des masses de jeunes hommes en noir étaient refoulées et bloquées par la police autour et dans les stations de métro, et finalement canalisées vers un meeting « religieux » hors du centre-ville. [2] Interdite en 2006, la « Marche » fut autorisée par la suite, puis concurrencée par de grands rassemblements pro-Kremlin, et refoulée dans des quartiers périphériques de la ville « historique ». [3]

Il est entendu que les nationalistes profitent le 4 novembre du « *Jour de l'Unité nationale* », célébré sous les tsars, aboli par la révolution et restauré par Vladimir Poutine en 2005, afin de combler le vide laissé par la suppression des célébrations officielles

de la révolution d'Octobre (7 novembre). [4] Il y a quelques années, les groupes d'ultras déferlaient au centre de Moscou et défrayaient la chronique, abondante, des agressions racistes et politiques. [5] Depuis lors, la répression s'est durcie envers leurs auteurs. [6] La littérature nazie (dont « *Mein Kampf* ») est interdite. Cela, sur fond de restrictions de droits et libertés, d'autoritarisme renforcé, comme l'atteste le dernier [rapport d'Amnesty International](#).

Or, loin d'être « poutinistes », les Marches russes qui ont lieu en marge des réunions officielles ont pris ces dernières années un tour oppositionnel. Selon des sources d'extrême droite, la plupart des Marches de 2016 étaient même « [anti-Poutine](#) ». Ces Marches n'ont en tout cas pas fait recette. Selon Radio Svoboda [7], elles n'auraient rassemblé que huit à dix mille participants dans un quartier périphérique de Moscou (12 à 15 millions d'habitants) et quelques milliers dans le reste de la Fédération (143 millions). Qui plus est, dans une grande cacophonie : ici, « Sang et Sol » néonazi, ailleurs hommage aux « victimes du fascisme », meetings orthodoxes ou « païens », appel à « l'Ordre russe », slogans xénophobes, antisémites, islamophobes, mais aussi refus de la guerre avec l'Ukraine. D'après Radio Svoboda, « *ces jeunes sont perdus, ils se cherchent une auto-identification* ». Ils

ont d'ailleurs perdu (?) leur leader « rassembleur », Alexei Navalny, qui assurait en 2012 les liens entre « marcheurs » ultras, opposants libéraux et gauchistes, ainsi que l'ambassade des États-Unis, très attentive au mouvement contestataire. [8]

Pour certains analystes, le reflux des radicaux s'expliquerait par le fait que le président Poutine, depuis la « récupération de la Crimée », l'offensive en Syrie et les récents succès de la diplomatie russe, aurait fait le plein des ardeurs patriotiques et des sentiments d'hostilité et de « revanche » envers l'Occident.

La Russie « fasciste » ?

« Le fascisme » est-il donc d'actualité en Russie ? Certains en Occident n'en doutent plus, et le *reductio ad hitlerum* de Vladimir Poutine est au goût du jour, le président russe étant volontiers traité de « fasciste » ou de « [post-fasciste](#) », et son pays d'état « [fasciste mutant](#) ». Une grande figure de l'intelligentsia médiatique, Bernard-Henri Lévy nous en a prévenus sans ambages : « [le poutinisme est un fascisme](#) ». D'autant que la Russie est accusée, notamment par le [Parlement européen](#), de soutenir l'extrême droite en Europe, Poutine s'avérant être, selon le *Nouvel Obs*, « [le grand frère des fachos](#) ».

Ce grossier « brunissement » de la Russie suscite une énorme indignation dans ce pays où l'on ressent comme particulièrement humiliantes la minimisation du rôle et du prix payé par les Soviétiques dans l'écrasement du nazisme, les non-invitations aux commémorations de la libération d'Auschwitz (par l'Armée rouge), alors même que l'opération de « changement de régime » en Ukraine s'est faite avec le concours de commandos néofascistes « assumés » par l'Occident. [9] La propagande russe a « renvoyé la balle » en « brunissant » l'offensive « de Maidan » [10] en Ukraine (2014-15).

L'image d'une Russie agressive, impérialiste, expansionniste (Crimée, Donbass, Syrie) s'impose également dans les médias russes d'opposition. Sur le banc des accusés : non seulement le Kremlin, mais les communistes, les divers « patriotes » et

nationalistes, y compris la frange de gauche radicale des « antiglobalistes ». Signe de cette tension extrême : évoquant la mort des choristes de l'Armée rouge dans la catastrophe du Tu-154 le 25 décembre 2016, Konstantin Borovoi, l'un des pionniers du capitalisme russe, déclarait : « *ces gens peuvent être considérés comme des assassins ou des complices de crimes de guerre* ». [11]

Dès la fin de l'URSS, les démocrates libéraux au pouvoir, avec leur président Boris Eltsine, ont traité leurs opposants de « fascistes » ou de « rouges-bruns ». Plus tard, ces mêmes libéraux, passés à l'opposition, ont parfois qualifié le régime du président Vladimir Poutine de « fasciste », voire de comparable à celui de l'Allemagne nazie.

D'autre part, un phénomène spécifiquement russe s'est défini comme « national-bolchevique », dans un essai de syncrétisme entre les idéaux révolutionnaires de 1917 et ceux des « révolutions nationales » en Italie et en Allemagne. S'il n'y a pas de filiation directe avec le collaborationnisme nazi, comme chez les « ultras » ukrainiens, l'idéologie fasciste a ses précédents endogènes en Russie. Dans sa frange contre-révolutionnaire dès 1917, puis dans l'émigration « blanche », mais aussi pendant la deuxième guerre mondiale, la Russie a connu des mouvements proto-fascistes, fascistes, ainsi que des armées collaboratrices.

Leur histoire est à la fois convergente et différente de celle de leurs équivalents de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN). Si les héritiers de l'OUN renouent avec la « gloire » de ses fondateurs, les droites radicales russes sont partagées entre un ethnonationalisme analogue à l'ukrainien et une nouvelle doctrine « eurasiennne », supranationale et néoimpériale. L'approche dominante, dans les médias occidentaux, consiste à voir dans cette vague patriotique, comme on l'appelle en Russie, une sorte de « revanche » sur la défaite de 1989-1991, la désagrégation de l'URSS, doublée d'une volonté expansionniste n'hésitant pas à s'appuyer sur les « populismes » et autres « extrêmes droites » en train de déstabiliser l'Europe. Tel serait « le fascisme russe » en train de « brunir » la Russie, voire de menacer l'Europe d'agressions militaires – déjà,

l'annexion de la Crimée et le soutien au séparatisme du Donbass sont censés rappeler les actions d'Adolf Hitler en Autriche (Anschluss) et en Tchécoslovaquie (Sudètes).

Une autre approche, que nous allons privilégier, consiste à identifier le « fascisme » latent d'abord selon des critères plus classiques – le darwinisme social et éventuellement racial, l'anticommunisme radical, l'anti-égalitarisme et, bien sûr, l'autoritarisme et la xénophobie, attisée en Europe par la « crise des migrants », en Russie, par l'afflux de « *gastarbeiter* » des anciennes républiques soviétiques du Nord-Caucase et d'Asie centrale, peuplées de musulmans, ailleurs par des conflits à composante ethnique.

Cette démarche envisage donc à la fois les racines historiques et les expressions actuelles du nationalisme extrémiste. Dans l'inventaire des droites radicales, elle n'oublie pas l'intégrisme libéral, généralement épargné dans les dénonciations libérales (« de gauche » comprises) de « l'extrême droite » et des « populismes ». L'économiste et idéologue « libertarien » [12]Andréi Illarionov, pionnier des « réformes » des années 1990, ancien conseiller du président Poutine, rallié à l'opposition de l'« Autre Russie » (Garry Kasparov) assimile la Russie actuelle à l'Allemagne nazie avant 1939 – au seuil de la grande catastrophe. Cet ardent « antifasciste » admirait pourtant le « modèle chilien » à la Pinochet.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il importe de souligner les particularités du contexte post-soviétique, qui distingue l'ex-URSS de l'Europe, y compris centrale. J'en retiendrai trois :

- Le séisme du démantèlement de l'ancien système, de la dislocation de l'URSS, de la « thérapie de choc », de l'avènement du « Marché », de l'ouverture au monde, du renversement culturel, le tout en l'espace d'une dizaine d'années. Et comme l'a remarqué l'ancien et très activiste ambassadeur des États-Unis à Moscou, Michael Mac Faul, « la transition » en

Russie était triple : système, régime, formation d'une nation indépendante.

- Le fait que la « fin de la guerre froide » en 1989-91 n'a pas été la « réconciliation Est-Ouest » tant vantée, mais la victoire d'un bloc politico-militaire sur l'autre et le triomphe d'une volonté hégémonique des États-Unis, exposée sans complexe par leurs stratèges. L'expansion à l'Est de l'OTAN et le déploiement d'un « bouclier anti-missiles » sont vécus en Russie comme une humiliation, voire un agenda de dislocation de la Fédération de Russie qu'illustre également son encerclement par des bases militaires américaines et par des régimes encouragés à l'hostilité envers Moscou.
- Des questions nationales et « identitaires » inédites se sont posées après la fin de l'URSS pour les différents peuples qu'elle avait rassemblés, et singulièrement pour les quinze États formés sur la base des quinze anciennes républiques « d'Union », candidates à devenir des « États-nations ». Or, pour la Fédération de Russie, multinationale (20 % de non-Russes, sans compter les nouveaux immigrants) et pluriconfessionnelle, le choix du type d'État à construire reste controversé. Comme l'observait Emil Pain, auteur de « *Liberalnaïa Missia* » [13], dans un remarquable tour de la question, ce pays « *n'est plus un empire, mais pas encore un État-nation* ». [14] Aux adeptes libéraux de la nation « citoyenne » et du fédéralisme s'opposent les doctrines néo-impériales et ethno-nationales, portées notamment par les droites radicales du XX^e siècle.

1. Aux origines des droites radicales

russes

1.1. Les Centuries noires

Une nouvelle radicalité impériale et ethnonationale en Russie s'est formée dans la crise du système tsariste, à l'aube du XX^e siècle, en réaction aux soulèvements paysans des années 1902-1907, à la révolution de 1905 et aux idées populistes (*narodniki*), anarchistes et marxistes. L'« Union du peuple russe », ses Cents (Centuries) Noir(e)s ont détourné les colères populaires, notamment en Ukraine et en Bessarabie, vers des pogroms anti-juifs, à l'instigation du pouvoir, en particulier du ministre de l'Intérieur Piotr Stolypine, célèbre par ailleurs pour ses réformes agraires libérales. La figure de Stolypine est devenue l'un des emblèmes de l'anticommunisme russe à la fin de l'ère soviétique : tant l'écrivain conservateur Alexandre Soljenitsyne que des idéologues libéraux et Vladimir Poutine ont vanté les mérites de ce « pionnier de la modernisation ». Ce qu'il fut assurément. L'opinion « nostalgique de l'ancienne Russie », de nos jours, pense que la Russie des années 1906-1913 était en plein essor et serait devenue l'une des premières puissances de la modernité s'il n'y avait eu la guerre et le bolchevisme, non sans le concours des « complots » allemand et judéo-maçonnique. [15] L'anti-révolution est l'un des traits de l'actuelle « droitisation » en Russie, et les « théories des complots » redeviennent à la mode. Le rôle des juifs dans les « destructions », tant de la révolution et du soviétisme que de la Perestroïka, est lourdement souligné par les actuels « antisionistes » et « anticosmopolites ». Cet antisémitisme est certes refoulé par le pouvoir poutinien, soucieux de bonnes relations avec l'*establishment* juif russe et avec Israël, devenu l'un des principaux pays étrangers russophones.

1.2. Un proto-fascisme : la première tentative de contre-révolution en août 1917

La révolution de 1917, entraînant l'irruption sur la scène politique des masses populaires, a radicalisé à la fois la poussée socialiste, ou anarchiste, et la réaction conservatrice. La contre-révolution qui

s'esquissa au cours de l'été 1917, à l'instigation de cercles industriels et financiers, concocta un projet de régime de type corporatiste et la restauration de l'ordre agraire et industriel. C'est un aspect peu connu de l'épisode habituellement désigné sous l'appellation de « putsch Kornilov » et considéré comme un simple moment de la lutte d'influences entre le gouvernement provisoire libéral-travailliste (Kerenski), les militaires réactionnaires (Kornilov et autres) et la vague montante des soviets sous influence bolchevique.

L'historien Marc Ferro voit *'quelques similitudes avec les traits du modèle fasciste qui se constitue en Italie et bientôt en Allemagne à la même époque : réaction de défense contre la révolution sociale, rôle initiateur du grand capital, action des militaires et de l'Église, mise en cause de la lutte des classes, appel à la solidarité virile des combattants, recours à des groupes d'action spéciaux, dénonciation de la faiblesse du gouvernement, apparition d'hommes nouveaux, souvent anciens révolutionnaires ralliés à la défense nationale, culte du chef, noyautage de l'État, antisémitisme, utilisation de la violence contre les organisations démocratiques, sympathie et intervention active des gouvernements alliés'*. (La révolution de 1917, p. 519) Les ambassades du Royaume-Uni et de France manifestent, en effet, leur intérêt pour l'opération de 'retour à l'ordre' (et au front de guerre) qui se dessine.

Trois candidats dictateurs étaient en lice : l'amiral Koltchak, le commandant en chef des armées Alexeïeff, et le général cosaque Kornilov. Celui-ci fut choisi, en vertu de ses états de service sur le front et dans la répression : dispersion par les armes des meetings aux armées, exécution des déserteurs et des pillards, il avait la cote parmi les officiers. La stratégie putschiste consistait à provoquer des troubles à Petrograd et à les attribuer aux Bolcheviks, afin d'y intervenir et d'écraser les soviets. C'est la résistance de ceux-ci, menés par les partisans de Lénine et Trotski qui tint en échec les putschistes, ouvrant la voie aux victoires électorales bolcheviques [16] et à l'insurrection d'Octobre.

1.3. La guerre civile

La guerre civile qui suivit, entre les « Rouges » sous direction bolchevique et leurs adversaires, donna lieu, au sein de la contre-révolution à la convergence des réactionnaires de tout bord. Il y avait par ailleurs des courants socialiste-révolutionnaire et social-démocrate (mencheviks), des rébellions paysannes « pour les soviets sans dictature du parti » et le mouvement anarchiste de Makhno en Ukraine, sans compter les interventions extérieures aux côtés de la contre-révolution. [17] La dictature anticommuniste de Koltchak, en Sibérie, fut une autre variante de proto-fascisme russe.

L'Armée des Volontaires – ses généraux Dénikine et Wrangel – voulait restaurer l'ancien régime, écraser les révolutionnaires identifiés aux juifs – d'où son rôle prépondérant, avec les « petliouristes » ukrainiens, dans les pogroms de masse commis dans la guerre civile. [18]

Côté ukrainien, le mouvement inspiré par Simon Petlioura allait adhérer plus tard au « nationalisme intégral » propagé par l'UVO, organisation militaire ukrainienne (1920) puis par l'OUN, Organisation des nationalistes ukrainiens (1929). L'histoire de ce national-fascisme est spécifique, vu qu'il se confond avec une lutte indépendantiste contre la domination polonaise en Galicie-Volhynie et contre l'Ukraine soviétique.

En Ukraine actuelle, Simon Petlioura, Stepan Bandera, Roman Choukhevitch (l'OUN et son armée insurrectionnelle UPA) sont officiellement « héroïsés ». En Russie, les principaux leaders blancs (Denikine, Alexieieff, Wrangel, Koltchak) sont également réhabilités, mais non ceux qui, plus tard, tels le général Vlassov et les généraux cosaques Krasnov, Kononov, Pavlov) collaborèrent avec les nazis. Mais une pression s'exerce pour reconnaître en eux de sincères résistants au communisme (ou stalinisme), désormais condamné par les institutions européennes au même titre que le nazisme, ce qui aide l'argumentaire des réhabilitations, tant en Russie qu'en Ukraine.

L'année du centenaire, 2017, montrera jusqu'où peut

aller la victoire posthume de la contre-révolution ou, du moins, l'idée de la « réconciliation nationale », prospère dans les cercles du pouvoir et, partiellement, au sein de la hiérarchie orthodoxe et de la direction du KPRF de Ziouganov. Ce parti, le seul vraiment enraciné dans une base populaire, accomplit la prouesse de glorifier Octobre 1917 et de prôner l'entente avec l'Église orthodoxe. [19]

1.4. De l'antisoviétisme à la collaboration nazie

Des Russes blancs se réclament dès 1920 du fascisme en plein essor en Italie. Ils adopteront un peu plus tard la croix gammée et les idées d'Adolf Hitler. Mais la conscience de l'anachronisme des nostalgies tsaristes a gagné, dès la guerre civile, des milieux anticommunistes et néanmoins séduits par le bolchevisme : tel est le cas d'Oustrialov, qui voit « renaître la Russie » sous la poigne de Lénine, puis du courant « eurasien ». L'émigration russe, en Extrême-Orient, en Chine et en Europe voit naître plusieurs organisations fascistes et nazies. [20]

Un autre courant, les solidaristes du NTS [21], milite pour un État corporatiste de type mussolinien, excluant toute restauration tsariste et prévoyant même la sauvegarde d'« acquis sociaux » de 1917. Le NTS a fondé le journal « Grani », devenu l'un des principaux sites actuels d'opposition (grani.ru), repris par le magnat Boris Berezovski (mort en 2013) et partiellement financé par NED.

Un troisième courant, dit eurasien ou eurasiste, à l'inverse des précédents, bien qu'anticommuniste, soutient l'URSS en tant que réincarnation de l'Empire russe, dans une perspective réorientée vers l'Orient.

Des fascistes russes combattent dans les rangs franquistes en Espagne, opposés aux Brigades internationales envoyées par le Komintern. [22] L'aventure de Franco, et bientôt celle d'Hitler, éveillent de grands espoirs au sein des milieux d'émigrés ou de « dissidents de l'intérieur » en URSS, en Russie, en Ukraine et dans les régions turco-musulmanes où vont se former des unités locales de la Waffen SS. Lors de l'affrontement entre l'Allemagne et l'URSS, les deux premiers courants, fasciste et solidariste, s'engagent aux côtés des

Allemands et de leurs nombreux alliés européens. Le troisième, eurasiste, ainsi qu'une partie de l'émigration blanche patriotique prend le parti de défendre l'URSS.

Fascistes et solidaristes entendent combattre contre l'URSS sur le front de l'Est, mais dans le but de rétablir la Russie « une et indivisible », tandis que les autres nationalismes alliés à Hitler, tels les Ukrainiens de l'OUN, se battent pour leur propre État indépendant. [23] Les projets fascistes russe et ukrainien étaient incompatibles avec le projet nazi de *Lebensraum*, où les Slaves « rescapés » des massacres et des déportations n'avaient de place que comme esclaves ou auxiliaires. La « hiérarchie raciale » des nazis privilégiait certes des populations « inférieures » mais « germanisables » en pays baltes, en Ukraine et au Caucase. Le projet indépendantiste ukrainien fut encouragé par Alfred Rosenberg, afin d'isoler la Russie, mais ils sera anéanti par la politique des Hitler et Himmler et du « Reichkomissariat » d'Erich Koch, à savoir la colonisation et l'élimination des populations « encombrantes », traitant indistinctement juifs, tsiganes et slaves comme « Untermenschen ». [24] La ROA [25] de Vlassov n'est envoyée au front qu'en fin de guerre, tandis que la Division Waffen SS « Galitchina » [26] pourra œuvrer en Ukraine, en Slovaquie et en Slovénie. L'occupation, la collaboration, le judéocide et la propagande antisémite nazie laisseront des traces profondes au sein des populations.

1.5. La WACL et le « Bloc des nations antibolcheviques »

Lors de la défaite nazie, les armées collaborationnistes refluant vers l'Ouest sont partiellement livrées par les Alliés aux Soviétiques, qui les soumettent à de lourdes mesures répressives. Mais une autre partie des nazis de l'Est, ex-légionnaires et SS, collaborateurs et policiers sont « exfiltrés » vers les Amériques par les États-Unis, le Royaume-Uni et le Vatican. Le réseau nazi Gehlen sera constitutif des nouveaux services secrets de la RFA.

Installés en Allemagne, au Canada et aux États-Unis,

les rescapés de la collaboration serviront les objectifs de la guerre froide antisoviétique. Leurs organisations se reconstituent et se regroupent au sein de l'Assemblée mondiale anti-communiste (WACL) et du Bloc des nations anti-bolcheviques, cette fois au service du « Monde libre ». Cette extrême droite « recyclée » avec le soutien des services spéciaux occidentaux profitera de l'ouverture des frontières soviétiques, puis de la fin de l'URSS, pour exercer à nouveau une influence politique et médiatique au sein des nouveaux États indépendants, dont la Russie. À noter : les derniers congrès de la WACL se sont tenus en grande pompe à Budapest et Moscou en 1992 ! [27]

1.6. L'héritage stalinien

Le stalinisme n'est pas absent des « gènes » de la paranoïa xénophobe. Staline use de méthodes qui rappellent celles du colonialisme, de l'impérialisme et des fascismes : meurtres de masse, déportations de peuples, exploitation « esclavagiste » dans les camps du Goulag. Dans ces conditions, le régime exaspère la culture de violence et de haine dont les premières matrices étaient le tsarisme, la Première Guerre mondiale et la guerre civile. Le type d'homme que génère cette brutalisation est cynique et rompu à l'obéissance aveugle. Une forte dose de chauvinisme s'y ajoute, à mesure que s'affirment à nouveau les volontés expansionnistes et dominatrices de la Russie-URSS, en Europe centrale, certes dans le contexte de la guerre froide et en réaction à l'hégémonisme anglo-américain, non moins expansif et violent. [28]

Les méthodes dites « staliniennes » ne sont donc pas une exclusivité soviétique. Ce qui l'est, en revanche, c'est le fossé creusé entre les idéaux proclamés (et encore crus et pratiqués par des millions de Soviétiques) et la réalité du régime pendant et après Staline. D'où l'espèce de schizoïdie sociale et de dédoublement de la personnalité qu'on a pu observer. (Cf. à ce propos les œuvres d'Alexandre Zinoviev). L'héritage stalinien, la mémoire de cette époque, néanmoins, n'est plus l'objet de dégoût et de rejet qu'il fut au temps de la Perestroïka. Les controverses sont de retour : il y a d'une part ceux (communistes et « patriotes ») qui comparent cette

époque « d'édification, d'idéal » et de « Victoire » à celle d'après 1991, « de dégradation et d'autodénigrement », et d'autre part, ceux (démocrates et libéraux) qui estiment que la Russie restera « profondément malade » tant qu'elle n'aura pas « vidé l'abcès » et exprimé son « repentir » pour les crimes commis.

1.7. Le « parti russe » sous Léonid Brejnev

Des courants passésistes ou (et) néo-impériaux ont émergé dans les sphères dirigeantes et la culture ambiante des années Brejnev, entre 1968 et 1982. Ledit « parti russe » officieux, un courant au sein de la direction du PC soviétique depuis la fin des années 1960, et en contrepartie les courants autonomistes dans les PC de diverses républiques, ont préparé le terrain aux séparatismes qui, en Russie comme ailleurs, ont désagrégé l'Union à la fin des années 1980. C'était, sans doute, le tribut du pluralisme idéologique et de la nouvelle liberté d'expression promus par la *Glasnost* de Mikhaïl Gorbatchev. Mais, contrairement aux idées reçues, ce sont surtout les élites russes qui ont multiplié, dans les années 1989-91, les initiatives menant à l'implosion de l'URSS. Outre ses motivations très « libérales », l'équipe Eltsine-Gaïdar était très « souverainiste » au sens d'égoïsme de l'ancienne-nouvelle classe dirigeante en recomposition, intéressée surtout par les privatisations et la captation de la rente pétrolière dont la Russie détenait les sources principales. [29]

2. Les droites radicales après la fin de l'URSS

2.1. La réactivation des (ethno)nationalismes

Dès la chute de l'URSS en 1991, des mouvements nationalistes et anticommunistes, jusque-là refoulés ou interdits, ont fait surface. « L'amitié des peuples » n'était plus à l'ordre du jour. Il était partout question de « renaissances nationales » et de « quêtes identitaires ». Boris Eltsine en appelait aux peuples de l'Union : « *Prenez autant de souveraineté que vous le pouvez !* » Et de faire dissoudre l'URSS après le putsch manqué des conservateurs d'août 1991.

L'appel d'Eltsine fut entendu. Même la Tchétchénie l'a pris au mot, avant d'être la cible d'une reconquête massacrate fin 1994, recommencée en 1999 sur ordre d' Eltsine, et parachevée par Poutine et son fidèle Kadyrov !

Mais une frange des nationalistes s'est rapprochée des communistes dans la révolte commune face à l'effondrement du pays et à son pillage par les « oligarques ». Des démocrates déçus ont rejoint la résistance. Lors de la crise constitutionnelle en septembre-octobre 1993, ponctuée par la dissolution des soviets et le bombardement du parlement, les milices néonazies d'Alexandre Barkachov ont rejoint les députés démocrates, communistes et nationalistes dressés contre la « dictature » du président Boris Eltsine. [30] Avec le temps, et la terrible dégradation sociale des années 1990 en Russie, une nouvelle génération « fascisante » est apparue : groupes de skinheads se réclamant du nazisme et se livrant plus tard (années 2000) à des crimes racistes à répétition, contre des Caucasiens et des étudiants africains, et s'organisant en mouvements « contre l'immigration illégale ». La masse de manœuvre de ces groupements est formée de jeunes désœuvrés... ou de commerçants en rivalité avec les Asiatiques et les Caucasiens pour le contrôle de certains secteurs du marché de la distribution.

L'un des porte-voix officiels les plus radicaux de l'ethnonationalisme (rencontré à la Marche de 2006) était Dmitri Rogozine, ex-ambassadeur de Russie auprès de l'OTAN, nommé en 2011 vice-président du gouvernement. [31]

2.2. Intégrisme de Marché et « pinochetisme »

Le néolibéralisme, inspirateur des « réformes » du capitalisme de choc, génère un nouveau du darwinisme social et une tendance au « pinochetisme » (modèle libéral chilien) que promeut notamment l'économiste Andreï Illarionov. Une variante excentrique (et passablement folklorique) de ce libéral-fascisme, mais de tendance néo-impériale, est constituée par les libéraux-démocrates ultranationalistes de Vladimir Jirinovski. Mais plus sérieusement, on notera l'expression « Empire libéral » popularisée par Anatoli Tchoubaï, grand

ordonnateur des privatisations favorables à l'oligarchie des années 1990 et figure de proue de l'« Union des forces de droite ». L'intégrisme libéral et son désastre social ont formé un terreau favorable aux réactions de désespoir et à la recherche de boucs émissaires à la situation catastrophique dans laquelle se trouva le pays à la fin des années 1990. C'est d'autant plus vrai dans les régions les plus sinistrées : bassins miniers, Nord-Caucase, où la très grande majorité des jeunes sont à l'abandon. En Asie centrale, dès la fin des années 1980, la dégradation des conditions de vie, les questions de l'eau et de la terre ont été à la base de conflits qualifiés d'« inter-ethniques ». La question sociale est « ethnicisée ». Ce sera le cas avec les nouveaux « *gastarbeiter* » livrés à la surexploitation.

2.3. L'opposition « nationale-communiste » ou patriotique

D'autre part, en réaction au libéralisme et à la colonisation occidentale (« *westernisation* »), les mouvements néo-nationalistes se partagent en courants étatistes (défense des souverainetés d'État) ou « nationaux-patriotes » regroupés d'abord autour du Parti communiste de la Fédération de Russie de Guennadi Ziouganov. Une frange de l'opposition « antiglobaliste » (ou antimondialiste) adhère à cette idée « souverainiste », tandis qu'une autre fraie avec les opposants libéraux à la politique de Vladimir Poutine. On retrouve en Russie des « campismes » analogues à ceux que l'on rencontre dans le reste de l'Europe et au sein des gauches occidentales : « camp » euro-atlantiste, libéral ou « de gauche » rallié à la stratégie occidentale d'ingérence « au profit de la démocratie » versus « camp » souverainiste et donc pro-Poutine, du moins en tant que garant de l'indépendance nationale et champion de la contestation du leadership de Washington.

Une gauche patriotique et internationaliste (qui n'entre pas dans notre propos) s'organise également, autour du mouvement de Sergueï Kourguinian « Sut' Vremeni » (Esprit du Temps), « contre le Kremlin, contre l'orange », [32] adepte (distinct du PC) d'un « deuxième » projet soviétique (URSS.2).

2.4. Les nationaux-bolcheviks

Un autre courant antilibéral se définit comme « national-bolchevik ». Il mélange les thèmes nationalistes et d'extrême gauche, le goût de l'action directe et le style de provocation à la « black blok ». Il a recruté dans le milieu jeune des « rockers *metallist* » (hard) et sous l'influence de son leader charismatique Édouard Limonov, d'abord connu comme écrivain « outsider » de nouvelle génération, porté à un érotisme débridé et posant sur le monde un regard totalement désenchanté.

Les adeptes de Limonov, qui a subi de longues années d'emprisonnement, se sont alternativement alliés à d'autres nationalistes, aux eurasistes, aux libéraux et à l'extrême gauche. Plutôt qu'un mouvement politique cohérent, on peut y voir une culture de la révolte et de la protestation, qui s'incarne également dans un nouveau courant littéraire, peu connu en Occident mais très populaire au sein des nouvelles générations. En témoigne l'écrivain Zakhar Prilepine dans ses chroniques. (« Je viens de Russie », éd. de la Différence, 2007) Plongée dans l'ambiance d'une « jeune Russie » en proie à l'ivresse du désespoir, très dépaysant pour les eurocentristes !

2.5. Les néoeurasistes selon Alexandre Douguine

De « l'eurasianisme » ou eurasisme, des définitions très floues sont données. Mais, dans le cas de son principal idéologue, Alexandre Douguine, quelques grandes lignes sont claires. « Néo » eurasisme, de fait, car distinct des courants antérieurs que l'on a qualifié d'« eurasiens ».

On peut y voir trois dimensions :

- la première : une philosophie antimoderne, dès lors antioccidentale, qui emprunte pourtant beaucoup aux penseurs européens, de Nietzsche à Heidegger et Lévi-Strauss, en passant par Spengler et Carl Schmitt, le national-bolchevik allemand Ernst Niekisch et la « gauche

nationale-socialiste » d'Otto Strasser, opposant à Hitler, sans oublier le premier eurasisme russe des années 1920-1940. Le projet qui en découle, pour peu qu'il soit lisible dans ce maquis de références, est celui d'un « conservatisme révolutionnaire » tournant le dos à la modernité et à la globalisation capitaliste.

- la deuxième dimension est géopolitique : contre l'atlantisme (la puissance maritime et son libéralisme « totalitaire ») il s'agit de former un bloc (terrestre eurasiatique, supranational et pluraliste) de peuples et de religions sauvegardant avant tout leurs traditions. La Russie (ou le monde slave oriental) formerait le noyau actif de cette refonte de civilisation, à laquelle est également conviée l'Europe. En résumé : « *Conservateurs de tous pays, unissez-vous !* ». Mais que « conserver » au juste ? Les réponses sont confuses.
- la troisième dimension est une stratégie politique orientée vers la confrontation armée, la Russie ayant à se défendre contre ses ennemis. Le bellicisme des auteurs néoeurasistes est assumé sans complexe : la Russie, et l'humanité en général, ont « toujours vécu en guerre ». On frôle l'exaltation apocalyptique du grand suicide collectif. [33]

Propos d'étape

La rumeur s'est répandue selon laquelle Vladimir Poutine serait inspiré par les théories de Douguine. Il se peut qu'avec d'autres philosophes conservateurs russes du XIX^e siècle, les livres de Douguine aident le président russe à meubler ses longues soirées d'hiver. Mais l'idéologue est lui-même sceptique : à ses yeux, Poutine a le mérite d'être souverainiste, voire nationaliste, mais il reste un libéral tourné vers l'Occident. On voit mal l'oligarchie russe et son leader tourner le dos au règne du Veau d'or et à la «

modernisation de rattrapage » à laquelle est contrainte la Russie, fût-ce comme périphérie prisonnière de sa malédiction pétrogazière. L'Union eurasiatique mise en chantier par Poutine n'est pas non plus le décalque du projet néoeurasiste. Il n'y a pas d'alternative de modèle social ou « civilisationnel » visible. Qu'elle soit libérale ou nationaliste, la future Russie devra apparemment marcher sur les traces de « l'ordre global » qui nous est commun, de la croissance, du consumérisme et du saccage de la biosphère !

Cette perspective n'exclut pas, aux yeux d'analystes libéraux, une évolution interne vers le fascisme. C'est l'avis d'un éminent économiste, Viatcheslav Inozemtsev s'exprimant dans un grand média ukrainien. Le directeur du *Centre de recherche sur la société post-industrielle* estime que « l'État corporatif » dont rêve l'oligarchie se met déjà en place, mais refuse l'assimilation du chef d'État russe à Adolf Hitler : « *Poutine est le Duce, pas le Führer* ». Précédemment, le même auteur avait brossé, dans *Le Monde diplomatique*, un tableau inquiétant de la « société sans citoyens », combinant libertés individuelles, régime autoritaire et apolitisme de masse. [34] Le stratège américain du « rollback », Zbigniew Brzezinski, a également comparé le régime poutinien au fascisme mussolinien. [35]

Ce point de vue est désormais largement répandu parmi des intellectuels moscovites qu'on ne peut qualifier de « radicaux ». La peur du régime quant à une subversion « à l'ukrainienne » l'a amené à renforcer tous les dispositifs policiers, sécuritaires et d'encadrement social à sa portée. Les risques sont pourtant faibles, vu l'isolement social des oppositions, sauf éventualité d'une brusque dégradation du niveau de vie. Mais le « populisme gouvernemental » de Poutine, selon la sociologue française, enseignante en Russie, Carine Clément, lui assure le soutien massif d'une population saisie par « *une peur panique de la déstabilisation et du chaos* ». [36] Soucieux de la cohésion nationale, Poutine mise également sur l'influence et l'entente entre religions, orthodoxie d'abord – mais aussi islam, judaïsme, bouddhisme.

Le durcissement russe ne mène pas obligatoirement

à l'affrontement avec l'Ouest, surtout au cas où le nouveau président américain Donald Trump renoncerait à l'interventionnisme néoconservateur et où des gouvernements « souverainistes » en Europe mettraient fin à la politique « antirusse » de subversion et de sanctions. Ce n'est certes qu'une fragile hypothèse.

On peut rappeler que, lors de son premier mandat, et au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, Vladimir Poutine s'était largement solidarisé des États-Unis et montré ouvert à une nouvelle libéralisation. Il fut repoussé, tandis que l'OTAN s'étendait à l'Est. Entre 2003-2004 (affaire Youkos [37], révolution des roses en Géorgie et « orange » en Ukraine) et son fameux discours de Munich en 2007, s'est opéré un [tournant majeur de la diplomatie russe](#). Ainsi naquit le projet poutinien d'un monde « multipolaire » qui lui valut tant d'inimitiés à l'Ouest et la course de vitesse, en Ukraine, entre le plan russe d'union douanière et l'accord d'association avec l'Union européenne, qui l'emporta grâce au renversement du président Ianoukovitch, qui avait hésité entre les deux. Sa non-signature de l'engagement européen fut le déclencheur des mobilisations de Maïdan. La bataille de Syrie commençait déjà, le Kremlin étant soucieux de regagner au Moyen-Orient des positions d'influence, alors qu'on lui en disputait dans sa propre « basse-cour ». Il était déjà alerté, par les « révolutions arabes », du danger de contagion islamiste à ses frontières sud-orientales [38] et au cœur de la Russie, sur les

rives de la Volga. [39]

Le renversement en Ukraine – de régime, d'appartenance géopolitique et culturelle [40] –, l'arrachement au « monde russe » (formule de Poutine) du « berceau de toutes les Russies » [41], sont un nouveau séisme dont les futures répliques restent incalculables. Les Occidentaux, dont les interventions ont été flagrantes dans ce tournant historique, se tromperaient à ne voir dans le « conflit gelé » au Donbass et en Crimée qu'une simple question de frontières et de territoires négociable dans un quelconque marchandage. Un « Rubicon » a été franchi, une dérive a cours qu'aucune force politique, nul mouvement « antiguerre » ne paraît en mesure d'endiguer. En Russie, comme en Ukraine et ailleurs, s'installe une sorte de résignation à l'inévitabilité de la guerre, qui n'était pourtant pas le souhait des majorités, loin de là !

Si le néo-eurasisme ou d'autres radicalismes (nationalistes, islamistes, « retours de Syrie ») peuvent jouer les utilités, ce serait comme ferments de guerre et de terrorisme dans le nouveau chaos mondial et moyen-oriental, étendu aux pays musulmans d'Asie centrale ex-soviétique et de la Fédération de Russie, en même temps qu'à ses frontières occidentales et en Ukraine. Les poudrières sont là, et les boute-feux sont aux aguets.

Si les pays concernés semblent se préparer au pire, on n'a pas l'impression que les opinions européennes soient vraiment conscientes de la montée des périls.

Notes

[1] « Cinquième colonne » : terme officiel pour désigner les médias et ONG d'opposition obligés de se déclarer « agents de l'étranger » lorsqu'ils sont financés par les fondations américaines. On parle aussi de « sixième colonne » pour dénoncer les « subversifs » qui seraient infiltrés au cœur du Kremlin.

[2] Cf. Jean-Marie Chauvier in *Le Monde diplomatique*, février 2007.

[3] En dehors de la ceinture de boulevards « Sadovoïe Koltso ».

[4] Encore célébrée par les communistes et divers groupes de la gauche non nationaliste.

[5] J.-M. Chauvier « Meurtres politiques et racistes en Russie », blogs du *Monde diplomatique*, 9 février 2009

[6] Pour autant que ces auteurs ne soient pas trop liés aux « puissants ». Certains crimes politiques ont été imputés au pouvoir tchétchène. Le leader libéral Boris Nemtsov a été assassiné en février 2015 et le soupçon pèse sur le Kremlin.

[7] « Radio Svoboda », radio en langue russe du groupe « Free Europe », basé à Prague, fondé par la CIA et financé par le Congrès des États-Unis. Cette radio semble à nouveau très écoutée (et son site internet très visité) depuis que d'autres voix russes d'opposition se sont tues et que la plus connue, « Ekho Moskvj », partiellement reprise par Gazprom, a du modérer le ton. Les contestations s'expriment largement sur internet.

[8] Alexei Navalny aurait été financé par la fondation reaganienne NED (National Endowment for Democracy). Il a été exclu du parti libéral Yabloko en raison de ses liens avec l'extrême-droite. Victime de plusieurs mesures répressives, libéré en mars 2015 mais interdit d'activités publiques, son score aux municipales de Moscou en 2013 (plus de 30% des voix exprimées) en a fait l'opposant à Poutine le plus populaire.

[9] Jean-Marie Chauvier « Fascisme en Ukraine : une invention russe ? », *Études marxistes*, n° 116, Bruxelles.

[10] « Maidan »= la Place (de l'Indépendance) à Kiev où ont eu lieu les manifestations qui ont abouti à la prise de pouvoir des forces pro-occidentales et nationalistes hostiles au président Yanoukovitch et à la Russie, et soutenues par les États-Unis et l'Union Européenne.

[11] Rapporté par le journal en ligne officieux « Ekspert » et la radio d'opposition « Ekho Moskvj ».

[12] Membre de l'Institut CATO (États-Unis).

[13] « Mission libérale ». Principal centre d'études libérales à Moscou, où se retrouvent nombre d'intellectuels en vue des années Gorbatchev-Eltsine et d'anciens dissidents soviétiques.

[14] [« СМИ и общественные организации в России : общественно-политическая ситуация в России в 2003 году. »](#) [», 2003.](#)

[15] Le thème de « Lénine, agent allemand » revient à la mode, avec la circonstance aggravante qu'on a découvert une ascendance juive au chef de la révolution.

[16] Au sein des soviets et des municipales de Moscou et Petrograd.

[17] Voir Jean-Jacques Marie, *La guerre civile russe . 1917-1922*, Éd. Autrement, 2005.

[18] [L'URSS, 1917-1991](#), de [Jean-Louis Bourgeade](#), [L'Éditions du Cerf](#), 2007.

[19] KPRF. Parti Communiste de la Fédération de Russie. ([Parti Communiste de la Fédération de Russie](#))

[20] [L'URSS, 1917-1991](#), de [Jean-Louis Bourgeade](#), [L'Éditions du Cerf](#), 2007.

[21] NTS. Union Nationale des Travailleurs et des Solidaristes russes. ([Union Nationale des Travailleurs et des Solidaristes russes](#))

[22] KOMINTERN. Internationale Communiste.

[23] Alexander Dallin, *La Russie sous la botte nazie*, Fayard, 1970.

[24] Très éclairant à propos de ce « front de l'Est » et des divergences entre dirigeants nazis : Alfred Rosenberg « Journal 1934-1944 », Flammarion, 2015.

[25] ROA. Armée de libération russe (ralliée à l'Allemagne).

[26] Galicie, région ex-polonaise et bastion du nationalisme en Ukraine occidentale.

[27] Général Robert Close « Gauche ! Droite ! » ed.Ligne claire, 1996.

[28] Pour rappel : Hiroshima et Nagasaki, l'écrasement de la résistance grecque par les troupes britanniques, l'expulsion des communistes de plusieurs gouvernements occidentaux, le Plan Marshall...et par ailleurs les coups d'état et dictatures en Amérique latine.

[29] Cf. J.-M. Chauvier, « [Qui a tué l'URSS, qui est responsable et de quoi est-elle morte ?](#) ».

[30] Voir « [Octobre noir 1993 : l'analyse de Jean-Marie Chauvier](#) », colloque Paris-Moscou 2013 .

[31] [L'URSS, 1917-1991](#), de [Jean-Louis Bourgeade](#), [L'Éditions du Cerf](#), 2007.

[32] référence à la « révolution orange » en Ukraine, qui faillit submerger Moscou en 2012.

[33] Alexandre Douguine « La Quatrième théorie politique. La Russie et les idées politiques du XXI^e siècle », Ars magna, ed. 2012.

[34] v. « Le Monde diplomatique », octobre 2010.

[35] Zbigniew Brzezinski « Poutine », revue *Commentaire*, été 2008.

[36] Cf. *La vie des idées*, 19 octobre 2015.

[37] Lorsque le patron du puissant groupe pétrolier « Youkos », Mikhaïl Khodorkovski, également oppositionnel charismatique, négociait l'entrée massive de capitaux américains dans les pétroles sibériens, sans l'accord du Kremlin.

[38] Nord-Caucase russe et Asie centrale ex-soviétique.

[39] La Volga (*Itil* en arabe) coule dans le monde islamique russe « de souche » (présent en ces lieux au même moment que le christianisme sur les rives du Dniepr, au IX^e siècle) notamment dans l'importante république du Tatarstan, capitale Kazan.

[40] Le premier ministre promu par « Maïdan », Arseni Yatseniouk, très anti-russe, a qualifié l'accord avec l'Union européenne de « choix de civilisation ».

[41] À savoir la « Rus' » (Russie ou Ruthénie) des IX^e – XIII^e siècles, considérée par les nationalistes ukrainiens comme « premier état ukrainien » et non « russe » au sens actuel.

« La majorité des Hongrois sont apathiques, indifférents et sans espoir »

mardi 21 février 2017, par [Gáspár M. Tamás](#)

Jaroslav Fiala s'entretient avec Gáspár M. Tamás sur la brutalité du capitalisme, dans la Hongrie de Orbán, et l'échec du système européen.

Récemment, l'Europe a vécu des moments dangereux : la crise de la zone euro, les attaques terroristes, la montée de l'extrême droite, le Brexit, etc. La démocratie libérale est-elle en péril ?

Personne ne peut dire que la démocratie libérale n'a pas libéré quelques peuples et que certains types de servitudes n'ont pas été effacés. Mais le système actuel est traversé par de nombreuses contradictions. Nous connaissons une grave crise de la démocratie libérale, qui coïncide avec la « mort » du socialisme. La condition nécessaire de la démocratie libérale était l'existence d'un mouvement des travailleurs. Elle était le résultat d'un compromis dans lequel, en échange d'une paix intérieure et de la stabilité, la social-démocratie a abandonné quelques-unes de ses exigences révolutionnaires et est devenue un élément de l'État bourgeois.

De ce fait, les classes inférieures étaient représentées. Le rapport interne entre les classes au sein des États-providence de l'Ouest, avec des privilèges pour le prolétariat, ses syndicats, les partis sociaux-démocrates et communistes et l'équilibre international entre un capitalisme réformé et limité et le bloc soviétique ont conduit vers ce que nous appelons aujourd'hui la démocratie libérale, qui a existé entre 1945 et 1989. Le droit du travail de l'Europe de l'Ouest a suivi les modèles soviétique et socialiste depuis les années 1920, avec des mesures concernant l'égalité de genre et le droit familial. Ceci est prouvé par la recherche juridique et historique récente.

Paradoxalement, ce qui manque à la démocratie libérale aujourd'hui, c'est le socialisme. C'est pourquoi il n'y a pas de force de résistance qui

permette à la démocratie libérale de rester démocratique. Les classes dirigeantes actuelles ne sont pas menacées de l'intérieur. Ainsi, elles peuvent faire ce que même les fascistes ne pouvaient pas faire. Elles brisent les salaires réels, les pensions, le système de protection, l'école publique, l'assurance maladie gratuite, les transports publics peu chers, le logement social pas cher, etc. Qui arrêtera la classe dirigeante ?

Est-il possible de sauver la démocratie libérale ?

Je ne le pense pas. La démocratie libérale était un système extrêmement compliqué. Les classes dirigeantes, dans la démocratie libérale, étaient limitées sur leur gauche par le mouvement des travailleurs et, sur leur droite, par les forces du passé – par les restes de l'aristocratie, de l'Église et de la monarchie. La démocratie libérale en elle-même a peu de chances de survivre. En dépit de ce que les libéraux pensent, l'extrême droite n'est pas un danger pour le capitalisme. Un danger pour la vie, mais pas pour le capital ni pour l'État.

N'oublions pas qu'Adolf Hitler était considéré comme le sauveur de la civilisation occidentale contre le communisme. Même les gens qui le méprisaient, comme Friedrich-August von Hayek, le zélote du marché libre, et qui était après tout un émigré anti-nazi, affirmait qu'Hitler avait été un monstre mais qu'il avait sauvé l'Europe du communisme. Pour des gens comme Hayek, le fascisme était une contre-révolution anti-communiste préventive. Et il l'était. Qui avait ruiné et exterminé la moitié de l'Europe ? Dommage. Pensez-vous que la bourgeoisie hésiterait maintenant ? Je ne le pense pas.

Vous vivez en Hongrie. Beaucoup, dans le monde extérieur, sont horrifiés par le gouvernement de Viktor Orbán, qui annihile la démocratie. D'un autre côté, certains voient en Orbán une certaine alternative ou un « choix intéressant ». Que pouvez-vous dire à ce sujet ?

Orbán fait exactement ce que vous détestez dans votre propre pays, mais comme il le fait sans résistance, cela semble davantage cohérent et réussi. Il y a beaucoup d'admirateurs de Viktor Orbán en Europe de l'Est qui ne voudraient pas vivre dans le système hongrois un seul jour. Ils admirent son discours sur la fierté nationale, ils trouvent drôle qu'il attaque brutalement l'Amérique, l'Union européenne, etc.

En réalité, La Hongrie est soutenue par le capital européen, surtout allemand. Nous avons des impôts faibles pour le grand business, il y a des « offres attentionnées » pour Mercedes et Audi, qui ne sont pas exactement des forces anti-occidentales et anti-capitalistes. Orbán a détruit le système social. Les hôpitaux sont vides parce qu'il n'y a ni docteurs ni infirmières. Les gens meurent dans les couloirs. Ma petite fille va dans une école élémentaire dans le centre de Budapest, et il n'y a pas de papier toilette ni de craie pour écrire au tableau. Orbán est un pitoyable échec à tous égards. Et un échec néolibéral, qui plus est. Le budget est équilibré, la dette diminue, et les 40 % les plus pauvres sont affamés. Les problèmes sont résolus simplement en faisant taire les critiques.

Pourquoi Orbán a connu un tel succès politique ?

La majorité des Hongrois sont apathiques, indifférents et sans espoir. Mon pays est un endroit très triste où les gens disent qu'ils ne peuvent rien faire pour transmettre leurs aspirations ou pour changer quoi que ce soit. M. Orbán pense que le secret du succès est de favoriser cette passivité et cette apathie. Il a réalisé qu'il lui fallait mettre un terme à la mobilisation quasi totalitaire de la société. La première phase de son règne fut de mobiliser des foules avec des slogans xénophobes et ethniques et d'utiliser des groupes extrémistes militants.

Maintenant, tous les réseaux de mobilisation ont été dissous car ils pouvaient devenir une voix exprimant le mécontentement social. Orbán a aussi détruit la bureaucratie fonctionnelle. L'administration publique existe à peine, l'administration régionale est officiellement, ouvertement et complètement fermée. Les experts, intellectuels – « bureaucrates éclairés » – sont mis à l'écart par milliers. Les contrôles internes n'existent plus. Les institutions culturelles, de publicité, de recherche, d'éducation supérieure, la presse de qualité, les bons musées et théâtres, l'art, le cinéma ont été détruits. Il en est de même des médias indépendants. Le résultat est un État qui ne fonctionne pas.

Ainsi, si quelqu'un vous dit que la dictature signifie « loi et ordre », vous pouvez rire. Elle signifie corruption, désordre et chaos total. Et elle signifie aussi le désespoir amer du corps politique, ce qui est le vrai secret du pouvoir d'Orbán.

Les pays d'Europe centrale et orientale ont été beaucoup critiqués pour leur refus de solidarité envers les réfugiés du Moyen-Orient et d'Afrique. Mais si l'on regarde vers l'ouest, on y trouve beaucoup de racisme et de résistances envers les réfugiés également. Que s'est-il passé en Europe ?

Les mêmes causes qui expliquent le racisme occidental sont apparues soudainement en Europe de l'Est et ont produit des phénomènes identiques. Tout d'abord, les États multinationaux d'Europe centrale, comme l'étaient celui de Masaryck, ou la Tchécoslovaquie de Havel et la Yougoslavie de Tito ont disparu. Nous avons créé de petites non-républiques sur des bases ethniques, mono-culturelles, mono-linguistiques dans lesquelles nous sommes supposés vivre.

Orbán est un pitoyable échec à tout point de vue. Et un échec néolibéral qui plus est.

Après 1989, il pouvait nous sembler, dans cette partie du monde, que la caractéristique normale d'un État devait être que ses habitants appartiennent à un groupe ethnique unique. Prague et Budapest sont pourtant encore pleins de personnes riches non blanches. Des touristes et des hommes d'affaires se

sont établis là, et personne n'y voit d'objection. Ils ne sont pas maltraités comme des êtres racisés inférieurs. Ils ne subissent pas d'antipathie raciste. Les riches ne comptent pas parmi les altérés, comme les musulmans, les noirs, les migrants.

Vous voulez dire qu'il y a aussi une haine de classe...

Pour les Européens qui sont pauvres, les réfugiés sont des compétiteurs sur le marché du travail. Ils sont considérés comme des « rivaux en bien-être » et le résultat est une panique sociale et morale. Mais l'hystérie anti-réugiés n'est pas totalement folle. L'afflux massif de réfugiés serait une charge énorme sur le système de sécurité sociale, en particulier en Europe centrale et orientale. Ce sont des pays pauvres.

Bien entendu, le problème pourrait être résolu. Mais quand vous voyez que notre système de sécurité sociale tel qu'il est à présent n'est pas capable de prendre soin de nos propres populations, pouvez-vous imaginer ce qui arrivera ? L'actuel gouvernement hongrois n'est pas capable de soutenir les chemins de fer, les postes, les écoles élémentaires qui ont existé depuis deux cents ans. Les gens savent parfaitement que les États où ils sont ne fonctionnent pas. La panique est expliquée par l'intelligentsia conservatrice en des termes culturels ou ouvertement racistes, bien que le problème réel soit le démantèlement de l'État social, de la solidarité sociale et une politique de classe anti-populaire.

Racialiser et ethniciser les inégalités sociales sont une vieille tactique de la bourgeoisie. Aux États-Unis, « être sans emploi » a été transformé en « être noir » ; en Europe de l'Est, « sans emploi » signifie « Rrom » ou « gitan ». Les bénéficiaires du « bien-être », des allocations de chômage, de toute forme de sécurité sociale sont stigmatisés comme « éléments criminels », « mères célibataires » (c'est-à-dire « femmes immorales ») et, à nouveau, gens de couleur. Même les pauvres, les membres des classes inférieures, sont tolérants envers la destruction du système de protection sociale, qui les favorise pourtant clairement, parce que cela fait du mal à l'« Autre » racialisé.

Que devrait être la réaction de la gauche face à cet état de panique ?

Si nous avons un système de protection sociale solidaire et égalitaire, nous pourrions l'élargir et accepter les réfugiés. Mais en même temps, soyons justes avec nous-mêmes. Suis-je ou êtes-vous responsable du démantèlement de l'État social ? La responsabilité en incombe à la classe dirigeante et aux élites politiques des trente dernières années. Et si quelqu'un dit « vous ne pouvez pas ouvrir les frontières parce que cela détruira toute la structure de la société », vous pouvez répondre : « la structure de la société a déjà été détruite et c'est pourquoi il est si difficile d'accueillir les réfugiés. Et la faute en revient aux pouvoirs établis ».

Malheureusement, c'est ma génération qui a créé en Europe centrale et orientale cette utopie 100 % capitaliste qui n'existe nulle part ailleurs sous cette forme radicale, et certainement pas à l'Ouest. La République tchèque est bien plus une société de marché que l'Autriche ou la Grande-Bretagne. Contrairement à ce que disent les libéraux, le règne du marché en Europe centrale et orientale est absolu et complet. Si nous sommes de soi-disant sérieux intellectuels, nous devons être objectifs et reconnaître que nos sociétés se confrontent à des problèmes insolubles. Comment les gens peuvent-ils exprimer de la solidarité dans un système qui n'est pas solidaire du tout, qui est égoïste lui-même ?

Beaucoup de politiciens, dans l'Europe actuelle, en particulier de l'extrême droite, promettent une sorte d'État social, mais seulement pour ceux qui « travaillent dur », qui ont grandi au pays et qui respectent les blancs. Mais, en fait, ils ne le feront pas. C'est du pur discours. Ce sont des mouvements de classes moyennes qui ressentent peur et mépris envers les classes subalternes et les pauvres. Ils sont ouvertement les défenseurs de la société de classe – des guerriers de classe, d'en haut. Ils ne proposent rien de nouveau, ils défendent seulement la répression, l'exploitation et l'injustice actuelles. Voyez la situation en Pologne ou en Hongrie. Est-ce que ces sociétés sont devenues plus généreuses, plus cohérentes et moins collectivistes au moins pour la classe moyenne blanche ? Bien sûr que non. Ce

n'est que rhétorique.

Pourquoi les gens croient-ils encore en leurs promesses ?

Il manque une vraie gauche. Une citation fameuse dit : toute victoire de l'extrême droite démontre la faillite de la gauche. Et les vestiges de la classe ouvrière traditionnelle ont également changé. 90 % de la classe ouvrière industrielle autrichienne ont voté pour Norbert Hofer, le candidat d'extrême droite. Mais il s'agit seulement de 10 % de l'ensemble de la population travaillable d'Autriche.

Cette composante s'est transformée en un groupe relativement privilégié qui défend ses propres positions de classe contre des compétiteurs sur le marché du travail – contre les réfugiés, les sans-emplois, les migrants et contre les femmes qui travailleraient pour un moindre salaire. Les votants blâment les femmes, les minorités ethniques et les migrants au lieu de demander à être intégrés dans un système de salaires/emplois/retraites supérieur. Mais pour être intégrés dans un système de salaire supérieur, il vous faut une puissante social-démocratie de gauche, ce qui n'existe pas.

Est-ce qu'une puissante social-démocratie de gauche pourrait être créée à nouveau ?

Difficilement. S'il naît une nouvelle gauche, quelle qu'elle soit, elle devra représenter et mobiliser non pas seulement les vestiges de la vieille classe ouvrière, mais une masse beaucoup plus large de gens, l'ensemble du prolétariat-précariat sans propriété capitaliste. Si elle ne le fait pas, ces gens deviendront comme l'ancien prolétariat de Rome. Ils seront maintenus en vie par des dons, des donations d'État, et le spectacle sportif. Ils pourraient devenir une force réactionnaire servant les intérêts des tyrans. Tel était le rôle du « prolétariat » de l'ancienne république de Rome et du début de l'empire romain. Nous pourrions nous retrouver en fin

de compte dans une société déchirée par des égoïsmes de classe qui seraient bien plus horribles que ce qui existe actuellement.

Nous sommes assis ici devant le magnifique lever de soleil à Prague, tout est calme, joli et la paix règne encore. Mais il en était ainsi en juin 1914. C'était aussi très paisible. L'effondrement – de quelque nature qu'il soit – peut survenir demain, il peut survenir dans dix ans. Mais le système est hautement instable. Telle est la leçon de tout cela.

Qui sont les principaux ennemis de l'Europe aujourd'hui ?

Tous les gouvernements de l'Europe, sans aucune exception. Les cavaliers de l'Apocalypse. Ils ne savent pas ce qu'ils sont en train de faire. Les dirigeants conservateurs du passé, aussi méchants qu'ils aient pu être, avaient un certain sens traditionnel de ce avec quoi « il ne faut pas jouer ». On ne joue pas avec son propre pays, quelle que soit la façon de le définir, simplement par plaisir. Regardez des personnes comme David Cameron, François Hollande, Miloš Zeman. Ces gens-là n'ont aucune idée, ils tâtonnent. Ce n'est vraiment pas sérieux. Maintenant, regardez toute la décadence autour de nous – la chute du niveau intellectuel de la plupart des institutions, la crise culturelle générale et l'analphabétisme de la classe moyenne, y compris les soi-disant professionnels et les soi-disant intellectuels.

Nous avons besoin d'un contre-pouvoir face au capitalisme actuel de façon à assurer, tout simplement, la survie de l'humanité. Le capitalisme laissé à lui-même ne peut et ne veut manifestement pas le faire. Il ne s'agit plus du vieux et mauvais système bourgeois. C'est bien pire.

Nous devons créer de nouvelles structures politiques, s'il est encore temps de le faire. Je ne suis pas totalement sûr que ce soit le cas.

La révolution de droite en Pologne

mardi 21 février 2017, par [Michal Kozlowski](#)

La Pologne avait une réputation méritée d'être un pays de droite depuis bien longtemps. Les post-communistes puissants dans les années 1990 étaient qualifiés de conservateurs modérés, leurs adversaires du camp « anticomuniste », aussi bien libéraux que nationalistes, se caractérisaient par un sincère zèle droitier... Et pourtant, en 2015, la Pologne a vécu encore une révolution de droite, certainement la plus extrême. Le gouvernement élu avec 37 % des voix a supprimé la Cour constitutionnelle, a imposé des lois draconiennes dans le domaine de la sécurité et de la surveillance « antiterroriste », et a organisé les unités paramilitaires en guise de garde nationale.

Il a aussi essayé d'interdire absolument l'IVG (l'accès légal à l'avortement était déjà pourtant extrêmement limité). Mais, dans le dernier cas, la résistance populaire et spontanée des femmes a fait reculer le pouvoir. En effet, il est peu probable qu'on aura encore en Pologne des élections libres, même si quelques votes auront encore lieu certainement... Pendant cette période d'offensive, le gouvernement a effectivement augmenté les dépenses sociales sans pour autant leur assurer un financement autre que la dette. Le programme économique est celui d'un capitalisme d'État, ce qui ouvre la voie à une oligarchie analogue à celle construite par Orbán en Hongrie. Mais ce séisme politique a des racines sociales profondes, qui ne sont pourtant pas simples à cerner. Surtout, la montée de l'extrême droite ne peut pas être expliquée par l'échec économique et seulement partiellement par la situation sociale... En effet, le grand changement des sentiments collectifs a été déclenché par... la crise de réfugiés vue de loin.

Il semble que l'émergence d'une nouvelle droite soit un phénomène universel – non pas au sens où il serait identique partout, mais où il traverse toutes les catégories ou systèmes politiques. Rodrigo Duterte, Tayyip Erdogan, Narendra Modi, Viktor Orbán, Vladimir Putin et Donald Trump, en dépit d'itinéraires politiques très différents, présentent une combinaison étonnamment similaire d'ingrédients politiques et idéologiques :

1. normativité identitaire (appartenance et loyautés uniques, distinction nette entre «

le même » et « l'autre » fondée sur l'ethnie, la religion ou la culture comprise comme homogène) ;

2. affirmation de la virilité du leader (les femmes doivent être remises à leur place) ;
3. recours à des pratiques ou au moins à des images de violence ;
4. affirmation anti-systémique et anti-élitiste (où le système est compris d'une manière extrêmement vague et les élites sont conçues comme agissant au profit les groupes marginalisés de la société au déterminent de la majorité homogène) ;
5. les groupes les plus faibles ou minoritaires sont systématiquement ciblés [1].

Incontestablement, le cas polonais représente un certain nombre de spécificités. L'approche comparatiste peut révéler dans quelle mesure ces spécificités nous permettront de contribuer à la compréhension du phénomène global. D'après certaines théories du social, il est inutile de chercher le fond social de phénomènes politiques – c'est l'offre politique elle-même qui crée la demande. Nous restons fidèle à la tradition matérialiste : la délégitimation de fait du système actuel doit être profondément enracinée dans l'évolution des pratiques et rapports sociaux. Mais les modes de délégitimation en relèvent également. Il est clair que nous ne vivons pas en 1789. Et la manière de

délégitimer est peut-être plus importante que la délégitimation elle-même.

Le cas de la Pologne est intéressant justement parce que le phénomène de droitisation y est particulièrement accentué en l'absence des certains éléments qui servent habituellement d'explication pour la droitisation à l'œuvre dans d'autres pays.

1. La Pologne n'a pas connu la récession après la crise mondiale de 2008 et son économie a crû de 25 % depuis. En 2016, le taux de chômage, bien que toujours élevé (8,2 %), était néanmoins le plus bas depuis 1991 – début de la fameuse transition vers le capitalisme mondialisé. Les revenus disponibles des ménages ont presque doublé entre 2004 et 2015. Même si ce sont les patrons qui ont le plus bénéficié de la hausse, en réalité toutes les catégories de salariés ont connu une considérable progression de leurs revenus. Les indicateurs sociaux, particulièrement celui de la santé, ont également connu une amélioration régulière.
2. L'expansion économique n'a pas provoqué l'augmentation significative des inégalités en termes de coefficient de Gini. Cela ne fut le résultat d'aucune politique publique de redistribution – le moteur de l'économie a été précisément l'intégration industrielle dans le système capitaliste globalisé (surtout par l'intermédiaire de l'Allemagne). Mais il n'existe pas ce 1 % des ultra-riches qui ramassent toute la manne, en partie parce que, historiquement, la Pologne manque de capital « indigène », en partie parce que l'État et les médias indépendants forts n'ont jamais permis l'« oligarchisation » de l'économie. La taille du pays et son marché intérieur relativement grand ont contribué à la stabilité économique pendant les turbulences mondiales. En

outre, persistaient partiellement les systèmes publics hérités du socialisme réel (la santé publique, un système de retraites quasi universel, l'éducation publique développée jusqu'au niveau supérieur). Ce dernier élément distingue nettement la Pologne d'autres vedettes de la croissance de l'époque néolibérale comme le Chili ou plus tard la Turquie.

3. À la différence des États-Unis, du Royaume-Uni ou de la France, la Pologne n'a pas connu la désindustrialisation et n'était pas victime des délocalisations. En effet, [le processus de désindustrialisation sous la « thérapie de choc » a été renversé après 2000](#). En 2015, le pays a connu un excédent de son commerce extérieur. Ce succès est largement dû à la fonction de sous-traitant de l'Exportweltmeister allemand (pas seulement à travers les investissements directs : en fait, le petit capitaliste polonais garde largement son indépendance).
4. L'Union européenne, à travers des fonds structurels, a permis de grands investissements dans les infrastructures (routes, chemins de fer, mais aussi bibliothèques) dont bénéficie la grande majorité de la population. La Pologne n'a pas souffert, à l'instar du sud européen, de l'architecture de la monnaie unique. Mais le plus important bénéfice de l'Union pour les classes travailleuses fut sans aucun doute l'ouverture du marché du travail. Elle a permis à deux millions de Polonais de profiter de droits quasi égaux sur les marchés du travail britanniques et d'Europe du nord et d'accéder à leurs services publics. L'effet collatéral de cette migration a été le renforcement des positions de négociation pour ceux qui sont restés dans le vieux pays.
5. La Pologne n'a pas connu l'immigration, et

surtout pas une immigration de provenance extra-européenne. Le nombre considérable (un million selon certaines estimations) de travailleurs ukrainiens présents en Pologne est composé de travailleurs saisonniers qui sont par ailleurs privés de tous les droits et protections. Ils restent politiquement invisibles.

6. L'hypothèse du « back clash » culturel ne s'applique pas à la Pologne. Elle n'a pas connu les réformes sociales progressistes concernant les droits des minorités sexuelles ou la légalisation de drogues, ni le « politiquement correct dans le langage public ». En fait, la Pologne démocratique a ouvert son dossier des droits de l'homme avec l'interdiction quasi absolue de l'IVG en 1993 (alors que l'avortement avait été légalisé par les communistes en 1956), l'introduction du catéchisme à l'école publique en 1990 (en pratique souvent quasi obligatoire) et la création de l'Institut de la Mémoire nationale – une institution quasi scientifique à vocation identitaire, voire nationaliste, dotée de moyens financiers énormes et de compétences sans précédent, y compris la poursuite judiciaire contre « les crimes communistes » (1999). Ces mesures étaient controversées ou même impopulaires au moment de leur adoption. Toutefois, elles ont été depuis « normalisées » et dépolitisées.

Bien évidemment, il faut tenir compte du fait que le développement polonais est à la fois limité et ambigu, comme c'est toujours le cas d'un développement capitaliste. La Pologne reste largement un pays semi-périphérique, avec une part dominante de salaires bas ou modestes. L'expansion spectaculaire de l'enseignement supérieur (le nombre de diplômés est passé de 14% de la population en 2002 à 40 % en 2013) a gonflé les

aspirations symboliques et matérielles des jeunes qui ne pouvaient pas être satisfaites. Le nombre d'emplois précaires (sans contrat du travail) a connu une nette augmentation. Les sociologues et psychologues sociaux sont catégoriques – les rapports de travail se présentent comme particulièrement autoritaires et brutaux, le niveau du « capital social » qui mesure la confiance mutuelle est relativement très bas et ne s'améliore pas. Les plus démunis ont été largement exclus de la croissance – le nombre de personnes vivant en dessous de seuil de pauvreté a augmenté de 600 000 après le ralentissement de 2008. Mais ce ne sont pas ces personnes qui ont politiquement pesé.

Il y avait beaucoup à critiquer dans le régime conservateur-libéral très modérément éclairé. Le renforcement relatif des travailleurs aurait pu faire passer les grèves salariales des revendications sociales et économiques à un niveau politique. La révolte est effectivement arrivée. Mais elle fut de couleur brune... En effet, on n'y contestait pratiquement aucune des pathologies économiques et sociales – ni la structure des impôts souvent dégressive, ni la question des expropriations et évictions liées à la restitution de biens aux anciens propriétaires, ni l'existence des « zones économiques libres » qui limitent les revenus fiscaux et les droits des travailleurs, ni encore le très grave sous-financement du système de santé publique, ni, en fin de compte, le problème des bas salaires.

Le mot d'ordre de Droit et Justice (PIS) - le parti désormais au pouvoir – pendant la campagne de 2015 était : « la Pologne est en ruine » – un slogan qui contrastait autant avec la réalité qu'il exprimait une véritable jouissance idéologique. Mais le terrain était déjà préparé : depuis 2010, le PIS a promu une théorie du complot sur l'assassinat de président Kaczynski pendant la catastrophe aérienne à Smolensk (en suggérant la complicité du gouvernement polonais). Contraire à toutes les preuves et au sens commun élémentaire, cette hypothèse a gagné un plein droit de cité dans le domaine public.

Cette capacité de l'extrême droite à imposer des simulacres a défini les nouvelles règles du champ

politique. Entre 2010 et 2015, « Marsz Niepodleglosci » - une manifestation annuelle ultra-nationaliste, organisée par deux groupuscules néofascistes – a grandi de quelques centaines de participants jusqu'à presque cent mille. L'Union européenne (ou/et Allemagne) était de plus érigée en ennemi principal – l'UE étant dénoncée comme la continuation idéologique de l'Union soviétique et le bastion du « marxisme culturel ». À peu près au même moment, l'Église, menacée par les scandales pédophiles, a lancé la campagne « anti-genre » en allant jusqu'à accuser des féministes de pousser à une sexualisation des enfants conduisant vers la pédophilie [2]. Mais le summum est atteint avec le début de la « crise des réfugiés ». Le gouvernement conservateur, qui a accepté en demi-teinte le contingent de réfugiés de 7500 personnes, est devenu la cible d'une offensive sans précédent.

Or, cette fois-ci, le PIS s'est simplement engouffré derrière les nouvelles forces qui surgissaient par le bas, de la fameuse blogosphère des forums internet, Facebook, Tweeter et leurs semblables.

L'islamophobie sans musulmans est devenu un véhicule politique plus puissant encore que l'antisémitisme sans les juifs... Pawel Kukiz, l'ex-rockstar devenu tribun populaire, a dévoilé le plan à long terme d'Angela Merkel : la déportation massive de musulmans vers la Pologne. Il a été fortement plébiscité aux urnes, surtout par le jeune électorat masculin. Pour illustrer l'ampleur du phénomène, aux élections parlementaires de 2015, les trois partis d'extrême droite ont reçu à peu près trois quarts de votes des jeunes hommes. Cela ne doit pas étonner : une [étude menée en 2013](#) a montré que 60 % des lycéens de Varsovie (le bastion du libéralisme social en Pologne) ne souhaiteraient pas sortir avec un juif ou une juive, et 44 % se sentiraient mal d'avoir un voisin de cette ethnie. De plus, plusieurs études confirment que les jeunes Polonais, sont les plus hostiles à la légalisation de l'avortement comme aux réfugiés et aux immigrés.

Il est très improbable qu'une telle situation résulte principalement du manque d'offre politique à gauche. Et il ne s'agit pas d'une simple droitisation non plus – cela va clairement, pour citer Boltanski, vers l'extrême. Il semble exister à l'intérieur de nos

sociétés capitalistes contemporaines une fabrique jamais démantelée de cette ultra droite pseudo-révolutionnaire, populiste et tournée contre les faibles et les marginaux, mais, en fin de compte aussi, contre ces groupes sociaux qu'elle prétend représenter. On la connaît très bien cette droite, même si certains l'ont presque oubliée. On a pourtant toujours du mal à en saisir la nature et à agir contre elle. Certains encore ne la prennent pas au sérieux, comme jadis.

Il existe dans ce mouvement un élément que Freud aurait appelé « thanatique » : la pulsion de la mort ou la nécrophilie. En 1933, la presse polonaise se félicitait de l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler. La Pologne était le deuxième pays, après le Saint-Siège, à lui apporter une reconnaissance diplomatique en signant le pacte de non-agression. Aujourd'hui, la presse polonaise proche du gouvernement célèbre avec enthousiasme chaque succès d'*Alternative für Deutschland* et chaque échec de la chancière Merkel. L'intérêt idéologique, ou devrait-on dire pulsionnel, va au-delà de toute rationalité, y compris l'instinct d'auto-préservation.

Mais le fait qu'il soit irrationnel ne le rend pas inexplicable. La dynamique polonaise contemporaine conjugue le succès économique, le bilan social mitigé et la dérive brune des jeunes. On doit poursuivre certainement l'analyse de classe en se gardant des lectures simplistes. Il faut regarder ce qui se passe dans les rapports de genre (il semble que l'élément misogyne soit une partie intégrante de la nouvelle droite), les rapports de travail, mais aussi la vie intime. Alors, nous serons peut-être à même de saisir la nature de cette fabrique infernale. Or, il semble que le capitalisme produit nécessairement non le socialisme, mais plutôt l'éternel retour du fascisme.

Mais on doit aussi se rappeler qu'il n'est pas majoritaire (au fait, il ne l'est même pas en Pologne) ; et surtout qu'il n'est pas invincible. Notre problème est pourtant que, même si le grand retour de l'État-nation dans l'économie peut avoir quelque succès (c'est ce qui est peu probable matériellement), ou si on réussit à imposer quelques politiques des gauches au niveau international, comme le veut par exemple Varoufakis (c'est ce qui semble malheureusement

improbable politiquement), l'extrême droite risque de rester avec nous pour longtemps. Sauf si, avant, elle nous emmène tous vers la catastrophe...

Notes

[1] La question de savoir s'il faut appeler fasciste cette tendance reste largement terminologique. Dans son article de 1995 (donc suffisamment éloigné du contexte actuel), [Umberto Eco](#) a indiqué quatorze caractéristiques du discours du fascisme historique. Elles semblent largement congruentes avec la nouvelle droite actuelle. Au lecteur de juger..

[2] [Gazeta Wyborcza](#), 08 Octobre 2013

La droitisation en Allemagne : pas seulement l'AfD

mardi 21 février 2017, par [Peter Wahl](#)

La droitisation est un phénomène international. Il se développe – avec l'exception intéressante de quelques pays méditerranéens – dans presque tous les pays industrialisés, y compris les États-Unis. Jusqu'à ces derniers temps, il paraissait que l'Allemagne ne serait pas, ou peu affectée par la tendance générale. Mais à présent les choses sont en train de changer rapidement.

Au fond, la droitisation a ses racines dans cette conglomération de crises multiples qu'ont produites le capitalisme financier et la mondialisation néolibérale. Ces crises ne sont pas seulement économiques et sociales. Elles entraînent une crise de représentation et l'érosion de la démocratie. Elles apportent une telle accélération des changements sociaux et culturels qu'ils donnent le vertige. Beaucoup de gens, avant tout dans les couches populaires, se sentent laissés derrière et exclus.

En plus, depuis 2008, nous sommes confrontés à la précipitation d'événements exceptionnels, comme le krach financier, la crise de la zone Euro avec une dépression économique en Méditerranée, la soumission dramatique de la Grèce, le Brexit, la victoire de Trump et autres. Un véritable zoo de cygnes noirs, dont on ne croyait pas qu'ils existaient. Un climat de désorientation et d'angoisse se répand, d'autant plus que le système politique perd le contrôle sur plusieurs fronts, comme dans le krach financier, le terrorisme ou la migration.

Puisque des alternatives progressistes sont ou bien discréditées comme la social-démocratie du genre *New Labour*, ou bien trop faibles comme la gauche de la gauche, beaucoup de gens se tournent vers des solutions simplistes et autoritaires, dont ils croient qu'elles pourraient résoudre les problèmes.

Le mouvement altermondialiste allemand et des économistes hétérodoxes ont depuis longtemps averti que la mondialisation néolibérale et ses crises mèneraient tôt ou tard à « *la déstabilisation politique et constitue une source de violence, de guerres et du terrorisme. Ceci mène à la justification de courses à l'armement, la militarisation et l'érosion de la démocratie.* » (Déclaration de principe d'Attac Allemagne, adoptée en 2002).

Exception allemande ?

La droitisation en Allemagne apparaît plus tard et – au moins pour le moment encore moins forte qu'ailleurs – car il y a en effet quelques facteurs spécifiques qui ont freiné son émergence.

Le premier facteur est que la crise économique et sociale est moins forte et moins visible qu'ailleurs. Bien sur, il y a les conséquences des « réformes » *Hartz IV*, réalisées par le gouvernement de la *SPD* et des *Verts* sous Schröder, qui cachent beaucoup des problèmes structureaux. Mais tout est relatif. Comparée à celle de la France, la situation socio-économique est moins grave – sans parler de l'Italie, de l'Espagne ou d'autres. Un deuxième facteur est la stabilité politique. Avec une « *Grande coalition* » entre *chrétiens démocrates* (CDU/CSU) et *socio-démocrates* (SPD) depuis deux législatures, le gouvernement en général, et la chancelière Merkel en particulier, étaient peu contestés. Troisièmement, il y a un consensus « anti-extrémiste » assez fort, non seulement parmi les élites mais aussi dans la société, qui s'explique par l'histoire allemande du XX^e siècle.

Mais, sous cette surface, il y avait déjà avant la vague de droitisation actuelle un secteur de 15 % à 25 % de la population avec des orientations d'extrême droite.

[1] Seulement, cela ne se reflétait pas dans les

élections, les médias et les discours publics, où il y a une hégémonie culturelle de la gauche libérale, qui a ses effets jusque dans le parti de Merkel.

Si aujourd'hui la vague générale de droitisation saisit aussi l'Allemagne, elle est supportée par ces « anciennes » tendances, qui surgissent maintenant avec vigueur et se combinent avec les nouveaux phénomènes.

Quand on parle de droitisation, on ne peut donc pas la réduire ni aux développements récents, ni à l'essor de ce que j'appelle « la nouvelle droite ». [2] La droitisation se manifeste en Allemagne non seulement dans la poussée du nouveau parti *Alternative für Deutschland* - AfD (Alternative pour l'Allemagne), mais aussi dans le rapprochement des partis conservateurs (CDU/CSU) et, dans une certaine mesure, de la social-démocratie (SPD) et des Verts aux positions de l'AFD dans les politiques de sécurité et d'immigration.

La poussée de l'AFD

Le phénomène le plus débattu et le plus visible de la droitisation est le succès de l'AFD. Le parti fut fondé en 2013. Les initiateurs principaux étaient des anciens membres de la CDU, comme l'économiste libéral *Bernd Lucke*, ou comme *Konrad Adam*, ancien journaliste au feuilleton de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (comparable à au *Figaro*) et un ancien chef du BDI (équivalent du MEDEF). Le motif pour la fondation était la gestion de la crise grecque. L'AFD s'exprimait contre la « politique de sauvetage » de la Troïka et demandait l'exclusion de la Grèce de l'Euro et la dissolution de la zone Euro en général.

L'AFD s'est rapidement tournée en ramassis pour divers courants de la droite et de l'extrême droite. Cela a produit une scission entre « modérés » et « radicaux ». Lucke et d'autres ont quitté le parti pour fonder leur propre projet, nommé ALFA, qui a rapidement disparu dans l'insignifiance.

Le facteur de l'extrême droite reste un problème et une source de conflits internes en permanence pour l'AFD. Il y a un courant majoritaire, qui tient aussi la

direction actuelle, qui cherche un profil dissocié de l'extrême droite, l'antisémitisme et le racisme ouvert. Pourtant, il y a périodiquement des incidents, où des représentants du parti font scandale avec des remarques ouvertement racistes, antisémites ou néo-fascistes.

Dans les élections au Bundestag en 2013, quelques mois après sa fondation, le parti obtenait 4,7 % et échouait donc devant la clause des 5 %. Dans les élections pour le *Parlement européen* en 2014, il obtenait 7,1 % et s'est établi solidement depuis 2014 dans toutes les élections qui ont eu lieu pour les Länder (voir tableau).

Table : Résultats de l'AFD dans les élections au Landtag 2014-2016

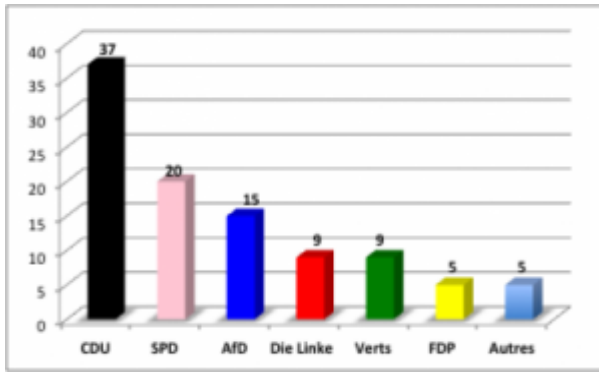
	La Bavière-Wurtemberg	Berlin	Le Brandebourg	Basse-Saxe	Hambourg	Mecklembourg-Poméranie occid.	Saxe	Saxe-Anhalt	Thuringe
Année	2018	2016	2014	2013	2015	2016	2014	2016	2014
%	15,1	14,2	12,2	5,5	6,1	20,8	9,7	24,3	10,6
Classement	3	5	4	6	6	2	4	6	6

Source : Bundeszentrale für Politische Bildung

Ce qui est particulièrement remarquable est la deuxième place de l'AFD dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, derrière le SPD, mais devant la CDU, ainsi que sa troisième place dans le Bade-Wurtemberg, derrière les Verts et la CDU, mais devant le SPD. Faisait également sensation sa deuxième place derrière la CDU, mais devant Die Linke (16,3 %) et le SPD (10,6 %) en Saxe-Anhalt. En général, le score de l'AFD est plus haut dans les nouveaux Länder. Aussi, les résultats de 2016 montrent un net progrès par rapport aux années précédentes. Cela s'explique par les confrontations politiques énormes qu'il y eut dans le pays à l'occasion de la vague de réfugiés en 2015 (voir en bas).

Les sondages pour les élections fédérales du 24 octobre 2107 pronostiquent la troisième place pour l'AFD avec 15 % (voir graphique).

Graphique : Pronostic du 5 Janvier 2017 pour les élections fédérales



Source : infratest dimap

<http://www.infratest-dimap.de/umfragen-analysen/bundesweit/sonntagsfrage/>

Un regard sur la sociologie de l'électorat montre une structure qui est typique pour les partis de la nouvelle droite : plus d'hommes que de femmes votent pour l'AfD, et ce sont des professions à moyenne qualification dans l'artisanat, l'industrie et les administrations qui soutiennent le parti, tandis que la majorité des chômeurs de longue durée et les pauvres ne participent toujours pas aux élections. Une exception existait dans les élections de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale en septembre dernier, où la participation a augmenté considérablement – en faveur de l'AfD. Les autres partis, sauf les Verts, perdent des votes à l'AfD, avec la CDU en tête. À l'est, où Die Linke oscille normalement autour des 20 %, ce parti perd aussi considérablement.

Le programme de l'AfD

En ce qui concerne le programme de l'AfD, il faut d'abord noter que le nombre d'électeurs de l'AfD « *qui ont des connaissances du programme tend vers zéro* » [3] C'est un signe pour le caractère contestataire du vote AfD. Pourtant, le programme est un indicateur important pour le profil du parti.

L'AfD se définit lui-même comme *libéral et conservateur*. En tête de son programme, il y a des propositions concernant le fonctionnement du système politique. Comme beaucoup d'autres partis de la nouvelle droite, l'AfD veut se donner ainsi une image démocratique. Une demande principale est

l'introduction de référendums à l'instar de la Suisse. Il y a aussi un ample discours contre la corruption, avec des propositions comme la séparation entre mandat parlementaire et fonction publique. Il y a ici un très fort soubassement anti-étatiste du néolibéralisme.

Il y a une critique économique de l'euro qui converge avec les critiques du système monétaire par le *mainstream* des économistes ainsi qu'avec les critiques de gauche de l'euro telles que celles de Stiglitz et d'autres. Avec la différence que, chez l'AfD, le leitmotiv est la peur de transferts monétaires aux pays en crise. La proposition centrale est la dissolution gérée et ordonnée de l'euro. Pour l'UE, au-delà de la zone Euro, l'AfD propose un modèle qu'on pourrait appeler bien et bel *néo-gaulliste*. Ils utilisent explicitement l'expression gaulliste de « *l'Europe des patries* ». Sauf au sujet de l'OTAN, ils prennent une position différente : ils considèrent l'alliance militaire comme une institution utile. Pour la politique extérieure, le programme est relativement maigre, ce qui reflète des conflits internes irrésolus sur l'orientation atlantiste ou les relations avec la Russie. Là, on se contente de quelques remarques vagues sur le règlement politique de conflits.

Les chapitres les plus longs concernent l'immigration, l'islam, la famille et la sécurité. Ici, on trouve comme dans un manuel tous les sujets du profil culturel de la droite, à commencer par l'islamophobie, via l'agressivité contre des minorités sexuelles, l'esprit du *law and order*, un teutonisme aussi ridicule et irréaliste que rétrograde, jusqu'à une vision de la famille et de la condition de la femme à l'image du XIX^e siècle.

Les mesures contre la migration sont très détaillées. Ils veulent l'abolition du « *droit du sol* » pour l'obtention de la citoyenneté allemande, qui avait remplacé en 2000 l'ancien concept du « *droit du sang* », donc un concept clairement raciste. L'AfD préconise comme idéal pour la migration le modèle australien, qui est un des plus brutaux et inhumains parmi les pays industrialisés. Somme toute, la réalisation du programme aboutirait à la réalisation du concept de la « *Forteresse Europe*. »

En ce qui concerne le programme économique et social, l'AfD est sur des positions néolibérales assez strictes. Comme résultat bizarre de cette position, un courant important du parti refuse la collaboration avec Marine Le Pen parce que le *Front national* serait « en politiques économiques et sociales un parti très à gauche, qui veut instaurer le socialisme en France » comme disait la vice-présidente, Beatrix von Storch. [4] Enfin, l'AfD est le seul parti allemand à contester l'existence du changement climatique.

Glissement vers la droite dans d'autres partis

Le centre de gravitation de la politique allemande se constituait depuis quinze ans sur un consensus entre néolibéralisme économique et libéralisme politique de centre gauche. Il est représenté par les partis qui étaient au gouvernement depuis 2000 dans de différentes coalitions : les *chrétiens-démocrates* (CDU & CSU), les *socio-démocrates* (SPD), les *Verts* et les libéraux du *FDP*. [5] Les conservateurs et la droite classique se sentaient de plus en plus mis à l'écart.

Aujourd'hui, nous sommes dans une situation où ce centre glisse vers la droite, et avec lui les partis qui ont participé à ce consensus libéral – mais pourtant avec la prétention d'être toujours le centre. Cette droitisation utilise deux phénomènes « extérieurs » comme base de légitimation : la migration et l'émergence du terrorisme djihadiste sur le terrain allemand.

Naturellement, ces événements ne sont pas totalement « extérieurs » et détachés de la situation interne. L'Allemagne joue un grand rôle dans le système économique mondial, dont elle bénéficie énormément. Mais ce système est en même temps une des causes principales de la migration. Aussi, l'Allemagne participe à la guerre d'Afghanistan, le pays d'où viennent beaucoup de demandeurs d'asile. Berlin est un des plus grands livreurs d'armes, y compris pour l'Arabie saoudite et les États du Golfe, qui jouent un rôle éminent dans la déstabilisation de toute la région. L'Allemagne a très tôt pris le parti des adversaires d'Assad dans la guerre en Syrie. La

Bundeswehr participe à l'alliance militaire sous la direction de l'administration Obama. Autrement dit, il y a une coresponsabilité dans les causes pour lesquelles les victimes de la violence économique et militaire quittent leur pays. Les problèmes qu'on a produits à l'extérieur retournent à l'intérieur du pays.

Une fraction importante des chrétiens-démocrates – et derrière eux un secteur de la société et quelques médias – attendaient depuis longtemps une telle occasion qui fait leur miel. Le SPD et les Verts se sentent plutôt peu pressés de suivre la dynamique du grand courant – mais ils le suivent. L'avant-garde de la droitisation parmi les partis établis est la CSU (*Christlich Soziale Union – Union chrétienne sociale*). La CSU est une particularité du système politique allemand. Ce parti n'existe qu'en Bavière et ce ne sont que les Bavarois qui peuvent voter pour lui. Mais, au niveau fédéral, la CSU fait partie du groupe des chrétiens-démocrates au Bundestag et est représentée par plusieurs ministres dans chaque gouvernement où il y a les chrétiens-démocrates. C'est-à-dire qu'il y a, malgré le caractère régional, une forte visibilité au niveau fédéral. La CSU est au pouvoir en Bavière sans interruption depuis soixante ans. Son succès repose sur la combinaison de conservatisme et le culte d'une identité bavaroise, qui parfois basculent au réactionnaire, d'un côté, ensemble avec l'ordo-libéralisme économique au visage social de l'autre.

Dès le début de l'ouverture des frontières allemandes en septembre 2015, la CSU s'est prononcée contre la décision de Merkel et est entrée en bataille ouverte avec son « parti sœur » et la chancelière.

Merkel, l'ouverture des frontières et le tournant de Cologne

Il y a beaucoup de spéculations et de mystifications autour de la décision de Merkel de suspendre l'accord de Schengen et d'ouvrir les frontières, même dans les milieux de gauche. Ainsi, il y a une tendance à croire qu'il y avait une stratégie élaborée derrière sa décision, par exemple pour résoudre les problèmes du marché de travail et les problèmes

démographiques de l'Allemagne. En vérité, il s'agissait d'une décision spontanée pour résoudre un problème qu'elle considérait être de court terme. Elle craignait les images de TV avec des milliers de réfugiés naufragés sur l'autoroute entre Budapest et Vienne, des réactions imprévisibles du gouvernement autoritaire d'Orbán et des complications encore plus sévères que l'entrée de quelques dizaines de milliers de réfugiés. Dans la nuit un peu chaotique du 4 septembre 2015, la décision fut prise après plusieurs discussions téléphoniques avec le chancelier autrichien, sans consultation au sein du gouvernement, ni avec la CSU, ni dans l'UE. [6]

Justement, parce qu'il n'y avait pas de stratégie derrière, pas de réflexion approfondie, l'affaire glissait de ses mains. Au début, il paraissait qu'elle bénéficierait d'une image de l'Allemagne comme phare de l'humanisme. À sa propre surprise – et même de beaucoup de gens à gauche – une énorme vague de solidarité avec les réfugiés se déclenchait, avec le soutien de beaucoup de médias. C'était à ne pas en croire ses yeux. Mais, avec les résultats imprévus – conflit interne avec la CSU et même quelques secteurs de la CDU, approfondissement des tensions dans l'UE et isolement de l'Allemagne, surcharge et souvent inertie des bureaucraties qui devaient gérer les questions pratiques et finalement la poussée de l'AfD dans les sondages – elle commençait bientôt à battre en retraite.

Comme catalyseur servait ce qui est connu sous le nom d'« *Événements de Cologne* » dans la nuit du Réveillon 2015/2016, qui a servi de catalyseur. L'affaire gagnait rapidement une énorme attention des grands médias, du *Washington Post* jusqu'au *Figaro*. La perception hégémonique est, qu'environ 1 200 Africains du nord auraient, sous forme organisée, commis des agressions sexuelles contre des femmes allemandes. Le résultat juridique un an après : dans les 19 procès judiciaires qui ont eu lieu jusqu'en octobre 2016 contre 22 accusés, deux ont été condamnés pour agression sexuelle, les autres pour vol, insultes, déprédation, etc. Une douzaine de procès ne sont pas encore terminés. [7]

Bien sûr, il y a ici un chiffre noir énorme, qui peut être légèrement le double de ce qui est « normal »

pendant la *Fête de Bière* à Munich. Mais, en même temps, il y avait 921 attaques contre des foyers de réfugiés enregistrées officiellement par le bureau fédéral de police judiciaire en 2016, ce qui représente une augmentation de 500 % par rapport à 2014. Dans 66 des cas, il s'agissait d'incendies volontaires, dans 4 cas d'attentats à l'explosif. [8] Là aussi, il y a un chiffre noir, mais l'attention des médias et la réaction des politiciens, de Budapest jusqu'à Paris, furent infiniment inférieures. Il ne faut pas être un critique sophistiqué des médias du capitalisme démocratique pour comprendre que les délits criminels de Cologne ont été instrumentalisés pour construire un lien entre migration et sécurité et pour désavouer toute gestion humaniste des problèmes de la migration.

Depuis, toute la politique de Merkel dans le domaine de sécurité et de migration consiste à endiguer la prise de conscience dans la complexité de la migration et le sens de responsabilité et de solidarité qui s'étaient montrés pour quelques mois en 2015. Ainsi, un paquet de lois après l'autre est adopté, chacun se rapprochant un peu plus du programme de l'AfD. La dynamique est tellement forte que même les Verts, qui sont traditionnellement très favorables à la migration, commencent à fléchir. Par exemple, quand il s'agissait de classer l'Afghanistan comme pays d'origine sûr dans lequel on peut renvoyer des Afghans qui avaient demandé asile, le gouvernement de Bade-Wurtemberg, dont le président est un Vert, a voté pour.

Sur cet arrière-fond, il n'est point surprenant que l'émergence du terrorisme djihadiste sur le sol allemand ait encore renforcé considérablement la droitisement. Il y a une activité fébrile pour durcir la législation de sécurité, renforcer les forces d'ordre et intensifier la surveillance, tandis que le respect des libertés citoyennes devient de plus en plus secondaire.

Comme à Cologne, nous avons affaire, d'un côté, à un problème sérieux, mais de l'autre, à l'exploitation par une opinion dominante déjà glissée à la droite et par une droite devenue forte depuis Cologne. Donc, la dynamique vers la droite s'approfondit et s'accélère. La campagne pour les élections fédérales en octobre 2017 crée un environnement politique encore plus

favorable à cette tendance.

Comparée à d'autres pays membres de l'UE, la situation pour les réfugiés et migrants n'est pas encore aussi mauvaise qu'ailleurs, mais on est rapidement en route vers une harmonisation au niveau le plus bas avec la « forteresse Europe » comme objectif. Sur le terrain de la migration et de la sécurité, les différences entre l'AfD d'un côté et la CSU, la CDU – seulement légèrement freinée par le SPD et le gouvernement de l'autre – ne sont que graduelles.

Le problème des forces émancipatrices

Les mouvements sociaux, les syndicats, le monde associatif progressiste, le parti Die Linke et d'autres composantes de la gauche allemande, sont dans la défensive face à la vague de droitisation. Comme mentionné plus haut, Die Linke perd des électeurs au profit de l'AfD dans les nouveaux Länder. La stratégie de combattre la nouvelle droite dans une perspective antifasciste a échoué. Il y a en ce moment un débat intense sur les causes de la droitisation et la nécessité d'y apporter une réponse adéquate.

Dans ce contexte, le livre du sociologue français, Didier Eribon, *Retour à Reims*, qui vient d'être publié

récemment en allemand, fait beaucoup de bruit. Eribon a visité Berlin et donné des conférences archi-combles et des interviews dans quelques grands médias.

Mais il paraît qu'on est loin d'un nouveau consensus. Au contraire, au sein de Die Linke, il y a clairement deux lignes : l'une représentée par la coprésidente du groupe parlementaire *Sarah Wagenknecht*, et l'autre par la coprésidente du parti, *Katja Kipping*. Kipping reproche à Wagenknecht de faire des concessions aux discours de la droite, tandis que Wagenknecht semble être inspirée par les idées de *Chantal Mouffe* et *Ernesto Laclau* d'un populisme de gauche comme par la politique de Jean-Luc Mélenchon en France. L'élection de Trump et ses attaques contre le consensus transatlantique augmentent la pression, parce que l'idéologie libérale mobilise contre Trump et la droitisation, sans toucher à une des causes centrales : le néolibéralisme dans l'économie et le social.

Comme indiqué au début, la droitisation est un symptôme de la crise du projet libéral. Une alternative émancipatrice doit se situer au-delà du libéralisme. La gauche doit s'établir comme un troisième pôle, qui se maintient indépendamment du libéralisme comme de la nouvelle droite, mais ce chemin est encore très long.

Notes

[1] Brähler Elmar/Decker, Oliver/Kiess, Johannes (2016) : Die enthemmte Mitte. Autoritäre und rechtsextreme Einstellung in Deutschland. Die Leipziger Mitte-Studie 2016. In Zusammenarbeit mit Rosa-Luxemburg-Stiftung, Heinrich-Böll-Stiftung, Otto Brenner Stiftung. Gießen.

[2] Je préfère le concept de « *nouvelle droite* » à celui du « *populisme de droite* », parce que ce dernier construit le phénomène de droitisation à partir d'un point de vue, qui se déclare lui-même comme « centre ». Et ce centre se croit modéré, raisonnable, bref ce sont *les gens bien*. Mais ce centre fait partie du problème et porte une coresponsabilité dans le succès de la nouvelle droite, avant tout par les politiques néolibérales. Sa version du populisme reflète ses problèmes à lui, qui ne sont pas forcément les mêmes que ceux du camp émancipateur. Aussi, « *populisme de droite* » implique aussi un « *populisme de gauche* » et entraîne ainsi une composante idéologique dans le débat, qui avait déjà contaminé la « théorie du totalitarisme » d'Hannah Arendt.

[3] Kahrs, Horst (2016) : Wer wählt die AfD – und warum ? Kahrs est analyste électoral dans *l'Institut pour Analyses Sociales* de la Fondation Rosa Luxemburg. <https://oxiblog.de/wer-waehlt-die-afd/>

[4] Die Welt, Digitalausgabe, 09.05.2016

<https://www.welt.de/politik/deutschland/article155161761/Beatrix-von-Storch-findet-Le-Pen-sehr-links.html>

[5] Le FDP disparu du parlement dans la législature courante parce qu'il restait sous 5% dans les élections.

[6] <http://www.rundschau-online.de/politik/chronologie-als-deutschland-die-grenze-oeffnete-24666864>

[7] Une analyse très détaillée et impartiale se trouve (en allemand) sous :

https://de.wikipedia.org/wiki/Sexuelle_Übergriffe_in_der_Silvesternacht_2015/16

[8] <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/rechtsextremismus-zahl-der-anschlaege-auf-fluechtlingsheime-bleibt-hoch-a-1127814.html>

Québec et Canada : la droite en catimini

mardi 21 février 2017, par [Claude Vaillancourt](#)

On pourrait croire que le Canada, depuis les dernières élections législatives, échappe à la droitisation du monde. N'avons-nous pas maintenant, avec Justin Trudeau, un Premier ministre qui se dit progressiste, féministe, défenseur de l'environnement ? Ne s'est-il pas fait élire en annonçant de nouveaux investissements publics et en mettant fin à l'austérité budgétaire ? Mais le mécanisme de droitisation est en réalité si profondément enclenché qu'il se poursuit, malgré les dires de Justin Trudeau.

Il n'en faut cependant pas beaucoup pour paraître audacieux après dix années du gouvernement conservateur de Stephen Harper. Le seul fait d'avoir rétabli ce qui avait toujours été considéré comme allant de soi a contribué à donner une bonne image au Parti libéral de Justin Trudeau : par exemple, accorder à nouveau la liberté de parole aux scientifiques employés par l'État, qui furent bâillonnés par les conservateurs, rétablir un long formulaire de recensement, qui permet d'accumuler de précieuses statistiques sur la population canadienne, hausser un peu la charge fiscale des plus aisés, très favorisés sous le régime précédent.

Le vrai visage de Justin Trudeau

Mais il ne faut pas creuser longtemps pour constater que les libéraux ont intégré en profondeur les mêmes principes économiques qu'on applique dans la plupart des pays en Occident. Ils se font par exemple d'ardents défenseurs du libre-échange et leur politique en ce domaine suit parfaitement celle des conservateurs : les accords négociés ne sont en rien modifiés et sont soutenus avec autant d'enthousiasme. À l'exception peut-être que la propagande de ce nouveau gouvernement est encore plus mensongère, lorsqu'il ose prétendre par exemple que l'accord commercial entre le Canada et l'Union européenne est « un accord progressiste pour renforcer la classe moyenne », alors qu'on n'y trouve strictement rien de progressiste, et que l'entente cherche en fait à favoriser les entreprises transnationales, aux dépens de la classe moyenne, justement.

La proximité du gouvernement Trudeau avec les banques est un autre facteur qui l'empêche de dévier, ne serait-ce qu'un peu, des politiques de droite. Les libéraux ont voté contre une motion d'un parti d'opposition, le Bloc québécois, qui aurait mis fin à l'évasion fiscale dans le paradis fiscal de la Barbade, de loin le plus utilisé par les Canadiens. Ce petit pays de moins de 300 000 habitants est la troisième destination étrangère pour les investissements canadiens, et il a siphonné, en 2014, quelque 71 milliards de dollars [1] en provenance de nos citoyens et entreprises les plus riches. Les libéraux ont aussi tenté de cacher dans un projet de loi particulièrement volumineux une mesure qui aurait mis les banques à l'abri de la loi québécoise sur la protection du consommateur. Tout ceci montre à quel point les intérêts de Bay Street – le Wall Street canadien, à Toronto – dictent la conduite de ce gouvernement.

La promesse de nouveaux investissements publics a été l'une de celles qui ont le plus séduit les Canadiens lors de la dernière campagne électorale. Alors que les taux d'intérêt sont à leur plus bas, le gouvernement hésite à se lancer dans de pareilles dépenses. Il tente plutôt de séduire des investisseurs étrangers et des grandes firmes internationales d'investissements, comme BlackRock. Justin Trudeau s'est même prêté au jeu d'une rencontre qui a provoqué de vives réactions : de riches investisseurs chinois ont payé chacun la somme 1500 dollars pour avoir le privilège de parler directement au Premier ministre. Les grands projets du gouvernement Trudeau, soutenus par des investisseurs privés, se feront idéalement en partenariats public-privé, ce qui a fait dire au député

Guy Caron du Nouveau Parti démocratique (NPD) que « *les investisseurs privés en viendraient à contrôler environ 80 % des routes, ponts, hôpitaux et autres infrastructures construites dans le cadre de la proposition de banque d'infrastructure [2]* ».

L'environnement est un autre domaine où les paroles de Justin Trudeau ne correspondent pas à ses politiques. « *Les Canadiens attendent de leur gouvernement qu'il soit responsable face au changement climatique et qu'il s'attaque maintenant aux impacts sur l'environnement que l'on voit dans le monde* », a-t-il affirmé, entouré de ses trente ministres, avant de se rendre à la COP 21 [3].

Pourtant, ses cibles de réduction des gaz à effet de serre sont exactement les mêmes que celles du gouvernement précédent, au bilan environnemental tellement désastreux. De plus, ce même Justin Trudeau vient d'autoriser deux projets d'oléoducs permettant de transporter un million de barils de pétrole par jour de plus que la production actuelle, une hausse d'environ 30 %. Et il ne s'est toujours pas prononcé sur l'oléoduc « Énergie Est », qui soulève une forte opposition et qui pourrait transporter le pétrole archi-polluant des sables bitumineux de l'Ouest jusqu'à l'océan Atlantique, traversant au passage quelque 830 cours d'eau au Québec, et mettant en péril un écosystème d'une grande fragilité.

Le Québec à l'ère de l'austérité

L'intégration spontanée et transversale des politiques de droite n'est pas le seul fait du gouvernement fédéral, loin de là. Dans le cadre du fédéralisme canadien, les provinces ont beaucoup de pouvoir et sont responsables, entre autres, de l'administration de la santé et de l'éducation. Le gouvernement du Québec a en plus la capacité de lever des impôts et de contrôler l'immigration sur son territoire. Le Québec non plus n'échappe pas à la droitisation, malgré de fortes résistances.

Celles-ci ont atteint un sommet lors du printemps 2012, alors que les étudiants refusaient une forte hausse des droits de scolarité imposée par le gouvernement du Parti libéral dirigé par Jean

Charest. Rappelons que des manifestations ont eu lieu à tous les jours pendant trois mois, que trois d'entre elles ont dépassé les 200 000 participants, ce qui est considérable pour le Québec. Ce grand élan de protestation a rapidement dépassé les seules revendications des étudiants. On y dénonçait, entre autres, la corruption du gouvernement en place et les atteintes au modèle social québécois.

Le Québec est une société unique en Amérique du Nord, non seulement parce qu'on y parle français, mais aussi parce que les inégalités sociales y sont moindres, que le taux de syndicalisation demeure le plus élevé (environ 40 % des travailleurs) et que le mouvement communautaire se distingue par son importance et son dynamisme. La droite ressent cependant un grand malaise face à cette situation et cherche depuis longtemps à rendre le Québec semblable à ses voisins anglo-saxons, qui offrent à ses yeux le bon modèle à suivre.

À la suite des manifestations du printemps 2012, les Québécois se sont débarrassés du gouvernement libéral de Jean Charest. Le Parti québécois qui remporte l'élection trouve rapidement l'excuse idéale pour continuer à gouverner à droite : un important déficit budgétaire, dont la découverte soi-disant inattendue est en fait un rituel pour les partis qui prennent le pouvoir chez nous, une excuse idéale pour ne pas remplir leurs promesses. Ce gouvernement hésitant, plus préoccupé par les questions identitaires qu'économiques, a rapidement perdu des élections qu'il a déclenchées dans le but de mettre fin à son statut de minoritaire. Si bien que les libéraux réélus, ayant subi une bien petite sanction malgré la grande insatisfaction qu'ils avaient soulevée, ont trouvé légitime de mettre en place des mesures d'austérité particulièrement contraignantes. Les compressions budgétaires ont été impitoyables et ont touché durement l'éducation, la santé et de nombreux programmes sociaux conçus pour les citoyens les plus démunis.

L'irrésistible tentation du compromis

Les citoyens du Canada, et surtout ceux du Québec, où les idées progressistes sont en général mieux

reçues, semblent pris au piège posé par la droitisation des partis politiques, comme dans bien d'autres pays d'ailleurs. Le problème est devenu très apparent lors des dernières élections, tant au Canada qu'au Québec.

Au Canada, le parti de la gauche est surtout le NPD, fondé en 1961 par une alliance entre socialistes et syndicalistes. Depuis ce temps, ce parti a maintenu de bons contacts avec le mouvement social canadien, mais arrivait toujours en troisième position lors des élections législatives, derrière les libéraux et les conservateurs. En 2011, devant l'impopularité de ces deux partis, il forme l'opposition officielle et a de sérieuses raisons de croire qu'il pourrait bientôt prendre le pouvoir. Se mettent alors à l'œuvre les forces de la droitisation : le parti bannit le mot « socialiste » de son vocabulaire, choisit un chef centriste ex-libéral, refuse de combattre le libre-échange alors qu'il était auparavant l'un de ses plus solides adversaires. Pendant qu'il hésite à se prononcer sur des questions sociales et qu'il cesse de s'alimenter de sa base militante, il se fait doubler sur sa gauche par un Justin Trudeau souriant et séducteur, avec ses promesses de mettre fin à l'austérité, d'ouvrir le pays aux réfugiés, de défendre la classe moyenne.

Il s'agissait là d'un grand malentendu. Le parti de Trudeau, proche du milieu des affaires, se prétendait faussement progressiste alors que le NPD, dont les militants proviennent en grande partie des mouvements sociaux, semblait prêt à multiplier les compromis centristes afin de gagner les élections. Depuis, nous avons vu que le progressisme des libéraux est une belle illusion, alors que le NPD s'est éloigné pour longtemps du pouvoir dont il avait trop bien flairé l'odeur. Ainsi, dans cette élection, les dés étaient pipés pour la gauche qui n'avait plus de véritables représentants : les politiques de centre-droit l'avaient emporté avant même que ne commence la campagne électorale.

Le Parti québécois (PQ), quant à lui, a été incapable de profiter de la vague qui l'a porté au pouvoir à la suite du printemps 2012. Après avoir pris quelques bonnes décisions, comme annuler la hausse des droits de scolarité et fermer l'unique centrale

nucléaire au Québec, il a mis la barre à droite : il a voulu se lancer dans une illusoire exploitation du pétrole, a beaucoup adouci une réforme de la fiscalité dont le but était de la rendre plus progressive, a fait de douloureuses compressions dans l'aide sociale, s'est obstiné à défendre, sans possibilité de modifications, une « charte des valeurs » très controversée.

Pour ce parti, l'exercice du pouvoir a souvent été synonyme de compromissions, peu importe s'il lui faut aller à l'encontre de son programme électoral, dans l'ensemble plutôt progressiste. C'est pourquoi plusieurs électeurs se tournent vers Québec solidaire (QS), solidement ancré à gauche, mais qui n'a fait élire que trois députés et se maintient à environ 10 % des intentions de vote dans les sondages, un parti donc encore loin du pouvoir.

Une droitisation complexée

Au Québec et au Canada, la droitisation des partis politiques n'est cependant pas aussi évidente que dans certains pays. Il n'y existe aucun parti raciste et tous se disent ouverts à l'immigration. Notre pays s'apprête à légaliser la marijuana sans que ce sujet provoque d'importantes controverses. L'avortement et le mariage gai demeurent très bien acceptés, sauf par quelques députés ultraconservateurs qui n'obtiennent aucune approbation significative. Notre système électoral uninominal à un tour permet difficilement à des prises de position plus marginales de trouver une représentation politique. Les idées très à droite s'expriment cependant sans contraintes dans des médias populistes et réactionnaires, parfois avec de fortes audiences, comme dans ce qu'on nomme les « radios poubelles » de la ville de Québec.

Justin Trudeau a dû en grande partie sa victoire électorale au fait qu'il a ramené une image que les Canadiens aiment bien avoir d'eux-mêmes : celle d'un pays pacifique, accueillant, ouvert, réfractaire aux inégalités sociales, dans lequel il fait bon vivre. Il s'est opposé fermement à Stephen Harper qui a longtemps profité de la division du vote entre la gauche et le centre pour faire valoir son conservatisme pur et dur, clairement affirmé. Afin de

bien souligner le contraste, Trudeau n'a pas craint d'utiliser un vocabulaire propre à la gauche. L'illusion qu'il a créée pourra se maintenir tant que les Canadiens ne scruteront pas attentivement ses politiques et ses comportements, ce qui commence peut-être à se produire.

Le Québec quant à lui fait face à un curieux problème : les libéraux et le PQ, qui se partagent le pouvoir, gouvernement clairement à droite depuis les années 1980, à l'exception de quelques mesures sociales adoptées parcimonieusement, surtout par le second. Par contre, la population demeure très réticente devant les transformations de notre « modèle québécois ». Si bien que toutes les tentatives de privatisations, de hausses de tarifs, de compressions se sont heurtées à une ferme opposition, souvent accompagnée d'une chute marquée de la popularité du parti au pouvoir dans les sondages.

Ce qui n'empêche pas la néolibéralisation du Québec d'avancer. Le présent gouvernement de Philippe Couillard, dans son obsession d'éliminer le déficit budgétaire, a fait subir aux Québécois les plus dures compressions de ces dernières années. Une résistance s'est organisée, entre autres par des chaînes humaines autour de plusieurs écoles, pour

protester contre un financement déficient, par les centrales syndicales qui ont négocié leur convention collective appuyées par une importante mobilisation, par des actions du mouvement communautaire durement touché par les coupes dans les programmes sociaux. Si bien que le gouvernement s'est senti obligé d'annoncer de nouveaux investissements, mais aux montants nettement moindres que ce qui a été coupé.

Ainsi, la droitisation de nos partis politiques ne se fait pas la conscience tranquille, de façon affirmée et décomplexée. Elle se poursuit toutefois avec la certitude qu'il s'agit de la seule façon de gouverner, qu'il n'y a pas vraiment d'autres principes valables que ceux du néolibéralisme, qu'il faut continuer à agir en faveur des puissants et faire la sourde oreille aux propositions qui viennent d'ailleurs. Et devant l'incapacité de comprendre du bon peuple, ou devant les intérêts nécessairement corporatifs des représentants des mouvements sociaux, il faut souvent se cacher, procéder avec ruse, utiliser des mots trompeurs, manipuler, revenir à la charge. Gouverner à droite, certes, sans que cela paraisse trop toutefois. Mais, de se trouver ainsi obligés de duper constamment la population met nos gouvernants dans une position d'indéniable fragilité.

Notes

[1] Source : Affaire mondiale Canada, Statistiques Canada.

[2] *La Presse*, 14 novembre 2016.

[3] AFP, cité dans *Les Affaires*, 4 novembre 2015.

Après le Brexit et Trump : confusionnisme à gauche et extrême droitisation idéologique

mardi 21 février 2017, par [Philippe Corcuff](#)

L'année 2016, avec la victoire du Brexit au Royaume-Uni et celle de Donald Trump aux États-Unis, a donné un nouveau coup de pouce, en France et dans d'autres pays, à l'aimantation du débat public par une extrême droitisation idéologique : intolérance identitaire, xénophobies, nationalisme donnant une tonalité ultra-conservatrice à la mise en cause du « système », à la référence au « Peuple » ou à la critique des médias dans une dynamique que l'on qualifie provisoirement de « post-fasciste » [1]. Il vaut mieux parler prudemment d'extrême droitisation idéologique et politique, affectant le champ politique professionnel, les médias, internet et les réseaux sociaux que d'extrême droitisation (ou de droitisation) de la société française en général. Car les réalités sociales observables apparaissent plus ambivalentes et mobiles, parfois chez les mêmes personnes en fonction des contextes, de ce point de vue. On peut ainsi voir cohabiter et parfois entrer en tension des tendances xénophobes et des résistances multiculturelles : les résistances multiculturelles se sont particulièrement exprimées lors des réactions spontanées dans la population au moment des attentats de janvier et de novembre 2015 dans la région parisienne ; par contre, les réactions locales à l'attentat du 14 juillet 2016 à Nice ont laissé davantage de place aux tendances xénophobes.

L'extrême droitisation idéologique et politique passe notamment par une hégémonisation de la critique sociale au profit de thèmes ultra-conservateurs et au détriment des perspectives émancipatrices. Elle emprunte notamment des tuyaux rhétoriques confusionnistes pour se diffuser. Confusionnisme ? Il s'agit d'un ensemble de passages confus et de plus en plus usités entre thèmes de gauche, de droite et d'extrême droite (voir Bevort, 5 juin 2016). Un des agents les plus marquants du confusionnisme dans la dernière période a été l'économiste Jacques Sapir, venant de l'extrême gauche soixante-huitarde et qui était encore récemment considéré comme un sympathisant du Front de gauche. Il défend depuis quelque temps une alliance entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen pour sortir de l'euro (Sapir, 21 août 2015 et 13 septembre 2016 ; Rédaction de Mediapart, 17 septembre 2016).

L'écho confusionniste commence à être important sur internet et sur les réseaux sociaux, et donc tout particulièrement parmi les plus nouvelles générations, tout en étant peu visible pour ceux, souvent davantage âgés, qui privilégient encore la visibilité par les

médias classiques. Ainsi, le sociologue Antoine Bevort, dans une étude indépendante (Bevort, 21 octobre 2016 ; voir aussi l'enquête des journalistes Dominique Albertini et David Doucet, 2016) a montré que, parmi les sites politiques français, le site confusionniste d'une extrême droite antisémite animé par Alain Soral, « Égalité et Réconciliation », arrivait en tête du nombre de visites (environ 8 millions de visites mensuelles) et que le site confusionniste d'une extrême droite islamophobe, Fdesouche, arrivait en deuxième position (environ 4,5 millions de visites mensuelles).

Je vais envisager dans ce texte comment, de la gauche modérée à la gauche radicale, certaines réactions à la victoire de Trump ont fait progresser le versant gauche du confusionnisme. Puis je réinsérerai ces observations dans une analyse plus large du rapt en court de la critique sociale par l'ultra-conservatisme, en m'arrêtant pour finir sur les ambiguïtés, de ce point de vue, de ce que certains revendiquent comme un « populisme de gauche ».

1 - Confusionnisme et gauches trumpisées

Le développement du confusionnisme passe par la stabilisation d'évidences rhétoriques créant des zones de flou entre gauche, droite et extrême droite. La trumpisation variable de certains à gauche a ajouté son mortier à la consolidation de tels canaux langagiers. Le plus souvent, la trumpisation passe de manière *soft* à travers des ambiguïtés lexicales et sémantiques (comme chez Ignacio Ramonet, Naomi Klein, Laurent Bouvet ou Jean-Luc Mélenchon), mais peut aller jusqu'à un enthousiasme délirant (chez Emmanuel Todd), avec entre les deux les provocations grotesques Slavoj Žižek et de Jean-Claude Michéa.

Trois formules idéal-typiques du confusionnisme de la gauche trumpisée

Dans certaines réactions de gauche à la victoire de Trump, deux énoncés idéaux-typiques, plus ou moins implicites ou explicites en fonction des discours, créent des interférences confusionnistes risquées avec des thématiques d'extrême droite : « *la victoire du Peuple contre les élites* » et « *les ennemis des médias sont (presque) mes amis* ». Les figures de gauche qui portent des énoncés avoisinants (ou dont les raisonnements prennent implicitement appui sur des énoncés de ce type) dans leurs commentaires sur la victoire de Trump risquent de créer une confusion entre usages essentialistes du « peuple » et usages émancipateurs, critique obscurantiste des médias et critique progressiste. Or, « le Peuple » fantasmé par l'extrême droite, homogénéisé culturellement, ethnisé, figé principalement sur un référent national, fermé sur le monde et intolérant aux différences culturelles, n'a rien à voir avec « le Peuple » multiculturel, en marche vers l'émancipation individuelle et collective, ouvert sur le monde, des idéaux historiques de la gauche. La critique conspirationniste des médias portée par l'extrême droite, pour laquelle il suffit d'être contre les médias pour être dans le vrai, est éloignée d'une critique émancipatrice des médias au nom de critères de vérité et de justice sociale, en visant alors à lever le poids des structures sociales dominantes afin d'en

faire des outils d'émancipation. En ne marquant pas suffisamment les différences radicales entre gauche d'émancipation et extrême droite, empêtrés dans ce type d'énoncés confusionnistes, certaines figures de gauche ajoutent involontairement leurs petites contributions à la montée idéologique et politique de l'extrême droite, dans un contexte où les rapports de force sont en faveur de cette dernière dans des pays comme la France.

Pour une partie seulement des réactions confusionnistes à gauche face à la victoire de Trump, un troisième énoncé idéal-typique se rajoute aux deux premiers : « *le national, c'est le Bien, le mondial, c'est le Mal* ». Or, tant les cadres nationaux que l'espace mondial ne doivent pas être vus comme des blocs homogènes (uniformément positifs ou négatifs), car ils sont travaillés par des contradictions, des rapports de force et des luttes sociales et politiques. La mondialisation capitaliste en cours profite certes surtout aux classes dominantes les plus internationalisées, mais le protectionnisme national peut, quant à lui, principalement profiter aux classes dominantes nationales ; dans le cas des États-Unis, des fractions importantes de la classe dominante nationale sont internationalisées. Des protections partielles et contrôlées peuvent utilement alléger à un moment le poids pesant sur la classe salariale d'un pays, mais une confrontation protectionniste généralisée entre pays peut aviver la concurrence entre classes dominées nationales au profit du capital et au détriment des classes populaires, et de manière renforcée pour celles des pays les plus démunis. C'est pourquoi une association altermondialiste comme Attac s'efforce de combiner luttes locales, luttes nationales et luttes mondiales, politiques publiques locales, politiques publiques nationales et coopérations internationales. Dans un cadre altermondialiste (« un autre monde est possible ! »), la nation ne constitue pas le principal référent de l'action, mais *un des* principaux référents nécessairement combiné au local et au mondial. C'est ce qui sépare radicalement son internationalisme du nationalisme d'extrême droite. Par ailleurs, la focalisation sur le national, même en un sens progressiste, dans un contexte où les usages

ultra-conservateurs de « la nation » sont hégémonisants au sein des espaces publics, pourrait ajouter de la force, sans le vouloir, à ces usages ultra-conservateurs.

Dans le cas des trois énoncés confusionnistes idéaltypiques, c'est le contexte d'extrême droitisation qui constitue le principal facteur de risque. À la différence de lectures idéalistes des mots et des idées, c'est le contexte politico-idéologique et les rapports de force participant à sa structuration qui contribuent largement à donner leur sens à ces énoncés, et pas seulement ces énoncés en eux-mêmes. C'est ce contexte qui appelle une prudence et une vigilance accrues de la part des ami-e-s de l'émancipation.

Envisageons maintenant, dans l'ordre chronologique de publication, quelques-uns des exemples les plus significatifs de ce confusionnisme de gauche post-Trump, avec des degrés différents et des modalités diversifiées de trumpisation [2]. Les premières de ces réactions à la victoire de Trump ont été quelque peu précipitées, en ne prenant donc pas en compte différents éléments qui se sont révélés plus clairs par la suite, dont :

1. la victoire de Trump n'a pas été massive, bien au contraire, selon les résultats définitifs connus fin décembre, puisque Hillary Clinton l'a devancé de 2,9 millions de voix (48,2 % des voix contre 46,1 % à Trump) ;
2. si les moins dotés en diplômes ont davantage voté pour Trump, les moins dotés en revenu ont davantage voté pour Clinton, le phénomène massif étant l'abstention de l'électorat populaire démocrate (voir Fassin, 12 novembre 2016) ;
3. à côté de mesures protectionnistes et d'un désengagement de l'ONU outillant la rhétorique nationaliste, les premiers signes donnés par la nouvelle administration mise en place par Trump vont dans le sens de la dérégulation

bancaire et environnementale, des intérêts des grandes entreprises américaines, du recul de la protection sociale, du négationnisme climatique, de la confirmation de la construction d'un mur xénophobe à la frontière avec le Mexique et de la suspicion islamophobe (voir notamment Calame, 20 janvier 2017).

Ignacio Ramonet trumpisé

La première figure trumpisée, un peu en amont de l'élection, a été en septembre 2016 Ignacio Ramonet, figure de l'altermondialisme et de la gauche de la gauche, président d'honneur d'Attac France et ancien directeur du *Monde diplomatique* (1990-2008). Dans ce qui se présente comme une explication « objective » de la possible victoire de Trump (Ramonet, 21 septembre 2016) [3], il rapproche les positions de ce dernier de celles de la gauche radicale. Dans ce texte, il affirme que si Donald Trump est tant critiqué par « *les grands médias* », ce n'est pas tant pour ses déclarations « *ignobles et odieuses* » à propos des « *immigrés mexicains illégaux* », des « *migrants musulmans* » ou des « *LGBT* » – que Ramonet met bien en cause – mais parce que le candidat du Parti républicain dénoncerait les grands médias comme la globalisation économique, en proposant en fait des mesures politiques en rupture avec l'orientation néolibérale. Le milliardaire américain rejoindrait ainsi l'anti-néolibéralisme de gauche. Les sept axes d'explication des succès dans la campagne présidentielle de Trump seraient ainsi :

1. « *En premier lieu, les journalistes ne lui pardonnent pas ses attaques frontales contre le pouvoir médiatique.* »
2. « *Une autre cause des attaques médiatiques contre Trump : sa dénonciation de la globalisation économique.* »
3. « *Trump est un fervent protectionniste.* »
4. « *Autre option dont les médias parlent peu : son refus des réductions budgétaires néolibérales en matière de sécurité sociale.* »

5. « *Dénonçant l'arrogance de Wall Street, Trump propose également d'augmenter de manière significative les impôts des traders spécialisés dans les hedge funds (fonds spéculatifs) qui gagnent des fortunes.* »
6. « *En matière de politique internationale, Trump s'est fait fort de trouver des terrains d'entente à la fois avec la Russie et avec la Chine. Il veut notamment signer une alliance avec Vladimir Poutine et la Russie pour combattre efficacement l'organisation État islamique (Daesh) même si pour l'établir Washington doit accepter l'annexion de la Crimée par Moscou.* »
7. « *Enfin, Trump estime qu'avec son énorme dette souveraine, l'Amérique n'a plus les moyens d'une politique étrangère interventionniste tous azimuts.* »

Certes, Ramonet prend bien garde de ne pas valoriser explicitement les propositions de Trump, mais implicitement il les rapproche des thèmes de la gauche de la gauche, et particulièrement de ses secteurs les plus nationalistes et poutinistes. Or, les points de 1 à 6 pourraient être également défendus en France par Éric Zemmour, Alain Soral ou Marine Le Pen, en association avec des dérives identitaires, xénophobes et discriminatoires analogues à celles de Trump. Ramonet confond ainsi des parentés lexicales entre thèmes de gauche et thèmes d'extrême droite avec un contenu commun. Or, le fait que la version gauche de ces thèmes soit inscrite dans un cadre émancipateur, à l'opposé du cadre discriminatoire de la version ultra-conservatrice, devrait leur donner un sens radicalement différent. Ce qu'oublie Ramonet, participant sans le vouloir à une porosité confusionniste accrue entre thèmes de gauche et d'extrême droite.

Par ailleurs, pour Ramonet, Trump « *a su interpréter, mieux que quiconque, ce qu'on pourrait appeler la "rébellion de la base"* », celle des « *électeurs blancs peu éduqués mais aussi – et c'est très important –, tous les laissés-pour-compte de la globalisation économique* », et cela contre « *les élites politiques,*

économiques, intellectuelles et médiatiques ». Le milliardaire médiatique Trump ne ferait pas partie des « élites » ? Les « laissés-pour-compte » de la mondialisation néolibérale seraient derrière lui ? Les tuyaux rhétoriques confusionnistes sont bien ouverts !

Naomi Klein trumpisée

On n'attendait pas, non plus, la journaliste canadienne et activiste altermondialiste Naomi Klein, précieuse figure du mouvement global pour la justice climatique, cultiver des ambiguïtés à propos de Trump. Et pourtant... Dans un entretien pour le quotidien britannique *The Guardian* (Klein, 9 novembre 2016), tout en critiquant par la suite « *la stigmatisation des migrants et des gens de couleur, dans la diabolisation des musulmans et dans le mépris des femmes* », elle commence son article ainsi :

« Ils vont pointer un doigt accusateur sur James Comey et le FBI. Ils mettront tout sur le compte des stratégies de découragement des électeurs et du racisme. Ce sera la faute de Bernie ou de la féminophobie. Ils accuseront les petits partis et les candidats indépendants. Ils reprocheront aux médias de lui avoir fourni une plate-forme, aux médias sociaux d'avoir été son mégaphone et à WikiLeaks d'avoir déballé le linge sale. Mais tout cela passe à côté de cette force qui porte précisément la plus grande responsabilité du cauchemar dans lequel nous nous sommes éveillés : le néolibéralisme. »

On a ici la tentation manichéenne d'un Mal principal (« le néolibéralisme »), qui explique presque tout, en relativisant dangereusement le racisme et le sexisme, vus comme de simples sous-produits de la logique néolibérale, sans consistance propre. On n'est pas là dans une analyse nuancée des interactions et des intersections entre néolibéralisme, sexisme et racisme, mais dans une construction hiérarchique où les deux derniers sont sous dépendance du premier.

À ce premier manichéisme vient s'articuler un second autour de la figure du peuple « souffrant » dont Trump serait l'expression :

« La décision de jouer la carte de Clinton contre celle de Trump a scellé notre sort. Pouvons-nous au moins tirer les leçons de cette erreur ? Ce que nous devons comprendre, c'est qu'il y a beaucoup de gens qui souffrent. Sous la politique néolibérale de dérégulation, de privatisation, d'austérité et avec le business des grandes entreprises, leur niveau de vie a baissé en un temps record. Ils ont perdu leur emploi. Ils ont perdu leur pension. Ils ont perdu une partie importante du filet social qui rendait cette perte moins effrayante. Ils voient pour leurs enfants un avenir qui s'annonce encore plus grave que leur existence présente déjà passablement précaire. »

Il s'agit donc d'une modalité du tuyau rhétorique confusionniste de « la victoire du Peuple contre les élites », secondarisant le racisme et le sexisme de Trump et ouvrant des ambiguïtés lexicales et sémantiques entre critique émancipatrice du néolibéralisme et critique d'extrême droite, entre Peuple de l'émancipation et Peuple des discriminations.

Laurent Bouvet trumpisé

Laurent Bouvet est un professeur de science politique proche du Parti socialiste, et plus particulièrement de Manuel Valls. Il a jadis été un des principaux introducteurs du social-libéralisme blairiste en France avant de se reconvertir dans une gauche républicaine modérément critique à l'égard du néolibéralisme, mais plus virulente vis-à-vis du « *multiculturalisme* ». Il commente la victoire de Trump dans un entretien du *Figarovox* (Bouvet, 10 novembre 2016). Comme chez Ramonet, le confusionnisme prend la forme d'une analyse « objective » :

« Ce qui vient de se passer avec Trump, c'est comme avec le vote en faveur du Brexit récemment au Royaume-Uni, l'expression de toute une partie des électeurs, des citoyens, contre des élites, contre un "système" politique, économique et médiatique, qu'ils estiment les tenir à l'écart, dont ils pensent qu'ils les ont "abandonnés", selon le mot qui revient souvent dans les enquêtes d'opinion. »

C'est l'abandon des « *catégories populaires* », au profit « *des catégories sociales supérieures*,

diplômées, vivant dans les métropoles, profitant de la mondialisation et de l'ouverture des frontières », qui constituerait un parallèle entre la défaite des démocrates américains et la situation de la gauche française. « *Les populistes* », dont Trump, profiteraient de cet état défailant, notamment en reprenant « *des thèmes autrefois chers à la gauche [...] comme le patriotisme ou l'attachement à la souveraineté du peuple* ». Sous les apparences d'une analyse distanciée, les canaux rhétoriques confusionnistes sont mis en place, en rendant possible, dans l'ambiguïté, des passages entre thèmes d'extrême droite et de gauche. « Le peuple » et le « populaire » apparaissent les mêmes des deux côtés. Et le normatif imbriqué dans l'analytique, implicite au départ, devient explicite à la fin de l'entretien :

« Nous entrons pour la gauche dans son ensemble, partout dans les démocraties libérales, dans une phase de refondation indispensable. Et pour ce faire, il lui faudra quitter nombre des vieux habits endossés pendant des décennies en veillant à ne pas tout oublier de ce qui fonde son origine. »

La victoire du Brexit et de Trump devrait conduire la gauche à revenir à un « populaire » identitarisé et essentialisé, face à l'épouvantail « multiculturaliste », en donnant davantage de place au référent national, dans l'opposition à « *l'ouverture des frontières* ». Parmi les trumpisés de l'ambiguïté, Bouvet est le seul à déboucher sur un appel explicite à une reconfiguration conservatrice de la gauche ; le trumpisme servant en quelque sorte de modèle dont il faudrait s'inspirer avec modération, en se débarrassant de ses excès « populistes ».

Slavoj Zizek sur-trumpisé

Le philosophe slovène Slavoj Zizek est une vedette internationale de la pensée radicale chic. Il nous a habitués à appuyer des positions traditionalistes à gauche, avec des accents para-staliniens, dans un style emprunté au « postmodernisme », qui en constitue habituellement l'opposant intellectuel, passant notamment par le miroitement superficiel de provocations et de paradoxes autour d'un « moi je » implicite mais omniprésent. Dans une tribune du

Monde, Zizek présente la victoire de Trump comme « *la chance d'une gauche radicale* » (Zizek, 12 novembre 2012 ; voir la critique de Hanne, 13 novembre 2016). Après avoir cité positivement Staline pour la énième fois, il avance dans la lignée, maintenant répétitive pour nous, de la trumpisation confusionniste :

« Le fait est que Trump a été porté par la même colère que celle où Bernie Sanders a puisé pour mobiliser les militants : il est perçu par la majeure partie de ses sympathisants comme LE candidat anti-establishment. »

Et de l'associer alors à « *la colère populaire* ». Et si la victoire de Trump apparaît avoir quelque chose de réjouissant, malgré « *le tournant droitier qu'il nous réserve* », c'est qu'il « *effraie* » « *l'élite libérale* ». L'esthétisme « *post-traditionnel* » de Zizek peut réduire la politique au spectacle jouissif de la peur de ses ennemis, quelle que soit la source de cette peur, selon l'adage « *les ennemis de mes ennemis sont presque mes amis* »... Mais comme cette réduction esthétisante de la politique sent trop son « *postmoderne* », il rajoute une touche de vieille politique du pire, si risquée historiquement :

« la gauche a besoin de la menace de la catastrophe pour se mobiliser – dans l'inertie du statu quo actuel, jamais il n'y aura de mobilisation de gauche. »

Cependant, cette figure traditionaliste peut elle-même être recyclée dans le spectaculaire « *postmoderne* ». Car le risque pour le clown intellectuel mondialisé est *peanuts* ! Il y a souvent chez Zizek une course-poursuite infinie entre le traditionalisme et le « *postmodernisme* » génératrice de maintes confusions. Dans ce cas, cela offre une petite obole au confusionnisme montant entre gauche et extrême droite, obole ayant de surcroît les attraits subversifs du « *politiquement incorrect* ».

Emmanuel Todd maxi-trumpisé

Trump n'a pas suscité chez le démographe et essayiste Emmanuel Todd, qui se définit comme un anti-néolibéral républicain de centre-gauche, les ambiguïtés et le flou nourrissant fréquemment,

comme on l'a vu, les zones confusionnistes. Il a provoqué chez lui une adhésion enthousiaste produisant des propos délirants qui font passer un milliardaire ultra-conservateur, xénophobe et nationaliste pour un héritier de Marx bienfaisant pour l'Amérique. Dans un long entretien sur Canal+ (Todd, 14 novembre 2016), il se félicite de la victoire de Trump comme d'« *une bonne nouvelle* » et d'« *un regain de la démocratie américaine* ». Il serait une figure de la lutte des classes du côté des... prolétaires : « *Trump a parlé pour les pauvres* » et son succès serait celui d'« *un pays qui fiche en l'air son establishment* ». Le délire n'a alors pas de limite : « *c'est un type qui a recentré sur les questions économiques et sur les affrontements de classe, un rêve marxiste en fait Trump* », bref une variante progressiste de la figure du « *Peuple contre les élites* ».

Chez Todd, le repli nationaliste à travers l'orientation protectionniste efface alors le racisme : « *un candidat protectionniste, partisan d'un recentrage national, plutôt pacifiste en fait* ». Il ajoute dans un entretien au site Atlantico (Todd, 15 novembre 2016) :

« C'est aussi pour cela qu'il a pu mettre l'intérêt économique réel des gens – le protectionnisme, le retour à la nation – au cœur de l'élection, plutôt que la passion religieuse ou raciale. La question du racisme doit être posée sans illusion mais le discours qui vise à dire que le vote Trump est le vote des petits blancs racistes, n'est pas seulement absurde, c'est juste le contraire. »

La confusion est ici structurante et assumée.

Jean-Luc Mélenchon trumpisé

Le candidat le plus en vue de la gauche de la gauche à l'élection présidentielle de 2017, Jean-Luc Mélenchon, a contribué, en commentant la victoire de Trump, à faire du « *Peuple* » une notion quasi naturelle incluant des usages de gauche, de droite et d'extrême droite. L'élection présidentielle américaine est associée alors à ce qui serait un mouvement plus vaste qualifié par Mélenchon d'« *ère du Peuple* » :

« "L'ère du peuple" se présente comme une déferlante

universelle aux aspects certes très divers mais aux formes souvent comparables et au contenu le plus souvent très profondément similaire. Cette vague mondiale est passée sur toute l'Amérique. Non seulement au sud du continent, vous le savez depuis le temps qu'il en est question ici. Mais aussi au nord. »

Et il salue au passage « *l'analyse lucide d'Ignacio Ramonet sur les ancrages populaires du discours de Trump* ». Le confusionnisme, ça s'attrape, comme la grippe, semble-t-il ! Par ailleurs, au sein du « Peuple », il distingue « *l'électorat populaire de la droite* » (Trump) et celui de gauche (Bernie Sanders). Mais une forte parenté est construite entre les deux : « *“L'ère du peuple”, “le moment populiste” [4] submergeait le pays. »* Car « *la même vague populaire s'est donc manifestée clairement et ouvertement chez les Démocrates* » (avec Sanders).

Bien sûr, l'association entre Trump et le « populaire » ne signifie pas pour Mélenchon « *l'approuver* ».

Cependant, une certaine fascination opérée par Trump sur Mélenchon, outre les supposés appuis « populaires » partagés, a à voir avec les ennemis du nouveau président américain : les fameuses élites, dont les médias, ou « *la caste médiatico-démocrate* ». Mélenchon martèle : « *Un autre aspect de la campagne de Trump a été de narguer le système de la caste oligarchique de l'intérieur* », tout en insistant sur l'importance du « *dégoût que les médias inspirent aux gens* » dans le succès du milliardaire américain. Et il effectue alors des rapprochements avec le « *petit monde médiatique parisien* », qu'il a pris lui-même pour cible (parce qu'il aurait pris sa candidature pour cible), appelée encore « *la meute* ».

Le candidat de « la France insoumise » a donc aussi participé à consolider – non pas dans l'adhésion à la victoire Trump mais dans l'ambiguïté de ses réactions – des tuyaux rhétoriques confusionnistes : « la victoire du peuple contre les élites » et « les ennemis des médias sont (presque) mes amis ».

Jean-Claude Michéa trumpisé

Le philosophe Jean-Claude Michéa récuse la notion de « gauche », mais s'inscrit dans la tradition du mouvement ouvrier et du socialisme. Ses écrits ont

plusieurs facettes : il a contribué à la relance d'une réflexion sur l'émancipation, en prenant notamment appui sur la notion de « common decency » (ou dignité ordinaire) chez George Orwell, et il a donné des accents conservateurs à son socialisme, en particulier en liant négativement libéralisme économique, libéralisme politique et libéralisme culturel. Ce deuxième pôle a fait qu'il est devenu une référence importante à l'extrême droite (Eric Zemmour, Alain Soral, Alain de Benoist ou Marine Le Pen), sans qu'il combatte publiquement ces usages, tout en étant aussi utilisé dans des secteurs de la gauche radicale et des milieux anarchistes, mais également par une gauche républicaine venue du social-libéralisme (Laurent Bouvet ou Jacques Julliard).

Peu avant l'investiture de Trump (Michéa, janvier 2017), il a effectué un télescopage ambigu avec Martin Luther King :

« Par quel miracle celui qui est censé ainsi symboliser, selon Le Monde, l'essence même du capitalisme le plus sauvage peut-il coaliser contre lui, du matin jusqu'au soir, la quasi-totalité de ce que Marx appelait la “presse aux ordres de la Bourse” (y compris de sa “brigade du rire”, de Yann Barthès à Karl Zéro) ? C'est sans doute que celle-ci ne lui pardonne pas d'avoir eu le mauvais goût d'utiliser dans sa campagne électorale un peu trop d'éléments de langage “anticapitaliste”.

Mais que ces chiens de garde se rassurent ! Trump – bien que, contrairement à Fillon, il sache en effet parler aux travailleurs – n'a probablement jamais eu la moindre intention de remettre vraiment en cause le TAFTA ou la tyrannie de Wall Street (les choses sont peut-être un peu différentes sur le plan géopolitique).

Et, si même il poussait l'incohérence jusqu'à vouloir faire quelques pas dans cette direction - hypothèse peu plausible -, nul doute que le système saurait très vite lui rappeler les limites à ne pas dépasser. C'est qu'on ne plaisante pas avec ce genre de choses au pays des Kennedy et des Martin Luther King. »

Ce passage exprime une provocation, dont Michéa est coutumier et qu'il emprunte à la littérature

situationniste ; des publicitaires comme certains penseurs supposés radicaux ayant, de ce point de vue, puisé chez Guy Debord des formes stylistiques analogues. Cette provocation est tissée de sous-entendus. Michéa donne une couleur sympathique à Trump, car mal-aimé des médias et pourvu d'« éléments de langage "anticapitalistes" ». Cependant son « anticapitalisme » n'irait pas assez loin. Luther King apparaît, en regard, comme faisant partie de l'establishment capitaliste américain, valorisé par les médias, dans le couple constitué avec le président Kennedy. Dans les catégories de Michéa, il aurait aussi l'inconvénient de se situer du côté du « sociétal » (les droits civiques de la minorité noire américaine), dévalorisé, et non du « social », valorisé. La trumpisation confusionniste est ainsi redoublée par le grotesque de rehausser symboliquement un grand capitaliste raciste par rapport à un militant noir. Et, sur le fond de l'analyse, cela exprime deux travers : 1) la non-reconnaissance de l'apport propre de la lutte pour les droits civiques pour des millions d'opprimés parce que noirs aux États-Unis (ce ne serait que du « sociétal », berk !); et 2) la méconnaissance du double combat de Luther King pour l'égalité raciale et l'égalité sociale, dans une liaison entre droits d'une minorité et combat de classe (voir sa biographe Sylvie Laurent, 17 janvier 2017).

Une fois fait le tour d'un nouveau bréviaire confusionniste de gauche, il nous faut le resituer dans le contexte plus large de la situation de la critique sociale et de ses évolutions dans leurs rapports avec l'extrême droitisation.

2 - Critique sociale : de l'émancipation à la discrimination

Parallèlement et en interaction avec les poussées électorales du Front national, une trame idéologique ultra-conservatrice structurée par une obsession identitaire et dotée de tonalités xénophobes, sexistes, homophobes et nationalistes s'est donc mise en place en France au cours des années 2010. Alain Soral est une des principaux protagonistes du pôle antisémite, avec une aura de « rebelle » dans l'*underground* d'internet et parmi les jeunes

générations. Éric Zemmour incarne une des figures les plus visibles du pôle islamophobe et négrophobe, avec une aura de « rebelle » dans les médias, adossée à des succès éditoriaux, et des échos dans les générations plus âgées. Or, cette idéologie ultra-conservatrice est en train d'opérer un rapt sur la critique sociale, traditionnellement ancrée à gauche en étant adossée à un horizon émancipateur.

Ainsi, l'extrême droite est en train de voler à la gauche en général, et à la gauche radicale en particulier, une bonne part de leurs postures et de leurs mots. Il s'agit du mot « critique » en général, mais aussi plus précisément de la critique du « système », la critique du néolibéralisme, la critique des banques, la critiques de la mondialisation, la critique des médias, la position de rebelle, les mots « peuple », « social », « République », « laïcité », etc. Ce rapt s'effectue sur fond de valorisation du « politiquement incorrect ». Qu'est-ce à dire ? À l'intérieur de ce piège rhétorique, ce n'est pas la correspondance avec l'observation rigoureuse des nuances du réel qui assure « la vérité » d'une thèse, ni son adéquation avec des critères d'émancipation, c'est uniquement le fait de prendre le contre-pied de ce qui est présenté comme « politiquement correct », dans une forme d'automatisme n'ayant plus besoin de développer une argumentation. Dans ce conformisme de l'anticonformisme, les significations sont renversées, puisque le stéréotype devient « levée des tabous », le brouillage confus des repères, « vérité », les diktats de la transgression obligatoire, « liberté ». Par exemple, « l'antiracisme » peut être stigmatisé comme « politiquement correct » et la xénophobie prendre alors des allures « rebelles ». Dans les mains de l'extrême droite, la critique devient une machine perverse, qui détourne l'élan critique en le connectant à la xénophobie et à d'autres logiques discriminatoires (comme le sexisme et l'homophobie). Cette OPA ultra-conservatrice sur la critique sociale bénéficie des logiques diverses contribuant à défaire le lien historique entre critique sociale et émancipation. L'association critique sociale/discrimination en est plus aisée. Les tuyaux rhétoriques confusionnistes constituent, dans le cadre de ce processus en cours, des facilitateurs de la reconfiguration politico-idéologique de la critique

sociale, dont on a déjà connu des formes dans l'Europe des années 1930, mais avec une critique sociale émancipatrice plus vivace appuyée sur de grandes organisations politiques et syndicales de gauche.

Ce rapt ultra-conservateur sur la critique sociale a d'abord été favorisé par le contexte politique : d'une part, les effets délégitimants de l'impasse autoritaire du stalinisme sur le pôle communiste de la gauche, qui culmine avec la chute du mur de Berlin en 1989, et, d'autre part, les déceptions successives vis-à-vis du pôle socialiste du fait de sa mise en œuvre de politiques social-libérales à partir de 1983. Ce qui a contribué à distendre les liens entre critique sociale et idéaux émancipateurs, tout en brouillant les repères historiques quant à la définition de la gauche. Les résistances à l'aimantation du débat public par une logique d'extrême droitisation en ont été affaiblies.

Les liens entre critique sociale et émancipation se sont également distendus dans le champ intellectuel (Corcuff, 2012). L'ultra-spécialisation des savoirs a contribué à rendre plus difficiles les dialogues entre sciences sociales et philosophie. Or, de plus en plus, les sciences sociales ont développé une critique de moins en moins référée à des appuis émancipateurs, alors que l'émancipation devenait surtout un objet de la philosophie politique. Les tensions entre la sociologie critique de Pierre Bourdieu et la philosophie de l'émancipation de Jacques Rancière sont particulièrement significatives des écarts creusés entre critique et émancipation. Par ailleurs, au sein des pensées critiques s'efforçant d'échapper à l'ultra-spécialisation, le face-à-face entre la nostalgie de la catégorie philosophique traditionnelle de « totalité » et la dilution « postmoderne » du sens laisse peu de place à une reformulation de pensées globales, à la fois critiques et émancipatrices. Or, la totalité apparaît inadéquate vis-à-vis de la diversification des savoirs et le « postmodernisme » tend à perdre de vue des repères globaux sur la réalité.

Autre obstacle dans le monde académique : un usage corporatif répandu du thème de « la neutralité axiologique », non pas comme horizon régulateur

légitime invitant à prendre en compte les effets des présupposés des chercheurs quant aux valeurs sur leurs analyses, mais comme une injonction à rester à l'écart des débats de la cité et à bannir l'engagement. Cette posture freine l'engagement public des chercheurs en sciences sociales.

Enfin, l'hégémonisation de la critique par l'extrême droite rencontre peu de résistances du côté de ceux qu'elle dépossède principalement, car la gauche radicale renaissante à partir de 1995 ne se rend pas souvent compte du danger, croyant qu'elle a toujours la main en matière de critique sociale. Cet auto-aveuglement tend à paralyser les efforts pour reformuler une critique sociale de nouveau fermement arrimée à l'émancipation, en nette rupture avec les pièges ultra-conservateurs.

Pour une association comme Attac, avec un rôle particulier de son Conseil scientifique, l'enjeu pourrait se décliner en quatre axes associés :

1. se saisir des analyses de l'extrême droitisation et de la contribution du confusionnisme à ses avancées ;
2. donner à la critique du néolibéralisme la plus diffusée dans les espaces publics, via une action d'éducation populaire, une plus grande insertion dans l'analyse des logiques structurelles du capitalisme et de ses contradictions, en évitant une dénonciation trop sommaire et superficielle du néolibéralisme, de la finance et des banques ;
3. se préoccuper, à côté de l'utile contre-expertise spécialisée, de la reformulation de théories critiques globales, associant critique et émancipation ;
4. relancer les réflexions sur la réinvention de politiques d'émancipation individuelle et collective.

Il y va de l'avenir d'Attac et, au-delà, du mouvement altermondialiste comme du risque de marginalisation, voire de folklorisation, d'une gauche d'émancipation héritière notamment des combats

républicains du XVIII^e siècle, des combats socialistes des XIX^e et XX^e siècles, des luttes féministes, des résistances anticolonialistes et antiracistes, des mobilisations contre l'homophobie, des critiques libertaires de l'étatisme, du cosmopolitisme républicain et de l'internationalisme ouvrier.

3 - En guise d'ouverture : ambiguïtés confusionnistes du « populisme de gauche »

La notion de « *populisme de gauche* », théorisée aujourd'hui par la philosophe politique belge Chantal Mouffe, a récemment été introduite en France (Mélenchon, Mouffe, 21 octobre 2016). Le fait qu'une partie des dirigeants de Podemos en Espagne s'en réclame (autour d'Íñigo Errejón : voir Errejón, Mouffe, 2015) constitue un attrait de la notion dans une gauche française déboussolée. Cependant, le transfert du contexte espagnol – qui a connu ces dernières années et connaît encore des mouvements populaires et citoyens importants, un certain dynamisme néopartisan de Podemos et une extrême droitisation plus limitée que dans d'autres pays européens – au contexte français pose des problèmes. Chantal Mouffe insiste dans la caractérisation du « *populisme de gauche* » sur le caractère central de la confrontation « *caste/peuple* » (dans Errejón, Mouffe, 2015, pp. 111-138). Même s'il est distingué et posé comme une alternative du/au « *populisme de droite* » de l'extrême droite, il garde de fortes parentés lexicales et sémantiques avec lui.

Dans un contexte comme celui de la France, où l'extrême droitisation tend à aimer le débat politique et idéologique, cela risque de prendre d'autres colorations que dans le cadre espagnol. Cela pourrait alimenter les tuyaux confusionnistes dont j'ai parlé dans ce texte, d'autant plus que l'antagonisme « *caste/peuple* » est mis au premier plan chez Mouffe, en tendant à reléguer au second plan la question de l'émancipation. L'étude classique du sociologue Pierre Birnbaum sur *Le peuple et les gros* (2012 ; 1^e éd. : 1979) a mis en évidence dans le cas français comment historiquement des passages ont déjà été frayés entre usages de gauche et usages

d'extrême droite, ou simplement conservateurs, de l'opposition peuple/élites.

Plus, le couple « *caste/peuple* », en tant qu'il est adossé chez Mouffe à l'opposition « *ami/ennemi* » puisée chez le juriste allemand nazi Carl Schmitt et aux notions d'« *hégémonie* » et de « *guerre de position* » empruntées au théoricien communiste italien Antonio Gramsci, valorise une logique unitaire dans la conception du « peuple » au détriment de la pluralité culturelle comme des individualités. Ce cadre conceptuel permet mal de se saisir du double enjeu de la réassociation critique/émancipation et de la résistance à l'hystérisation identitaire ultra-conservatrice. Il nous faudrait un « peuple » plus polyphonique, multiculturel et lieu de convergences de processus individuels et collectifs d'émancipation, orienté par une boussole émancipatrice à reconstituer. Or, la figure du « populisme de gauche » nous détourne d'une part importante de nos tâches urgentes du moment, comme le pointe opportunément le sociologue Eric Fassin (à paraître en mars 2017) :

« C'est sans doute qu'il est plus facile, face au néolibéralisme, de s'opposer que de proposer, de résister que d'inventer. »

Dans ce cas encore, c'est le contexte qui stimule les dangers et affecte d'ambiguïtés confusionnistes les notions concernées, bien davantage que les notions en elles-mêmes, contrairement à ce que pourraient croire des vues idéalistes. La notion de « populisme » apparaît alors comme une impasse pour la gauche française en crise.

Bibliographie

- Albertini Dominique, Doucet David, *La Fachosphère. Comment l'extrême droite remporte la bataille du Net*, Paris, Flammarion, 2016.
- Amselle Jean-Loup, *Les nouveaux rouges-bruns. Le racisme qui vient*, Fécamp, Lignes, 2014.
- Bevort Antoine, « [La mouvance](#) »

- [confusionniste de l'extrême droite](#) », blog d'Antoine Bevort, 5 juin 2016.
- Bevort Antoine, « [Les trente sites politiques français ayant le plus d'audience sur le Web](#) », blog, Mediapart, 21 octobre 2016.
 - Bevort Antoine, Corcuff Philippe, « [Ignacio Ramonet trumpisé ? Le rapt néoconservateur sur la critique et le brouillard confusionniste à gauche](#) », blog, Mediapart, 8 novembre 2016.
 - Birnbaum Pierre, *Genèse du populisme. Le peuple et les gros* (1^{er} éd. : 1979 sous le titre *Le peuple et les gros*), Paris, Fayard/Pluriel, 2012.
 - Boltanski Luc, Esquerre Arnaud, *Vers l'extrême. Extension des domaines de la droite*, Bellevaux, Éditions Dehors, 2014.
 - Bouvet Laurent, « [La défaite d'Hillary Clinton, dernier avertissement pour la gauche française](#) », entretien avec Alexis Feertchak, Le Figaro.fr, FigaroVox, 10 novembre 2016.
 - Calame Claude, « [L'investiture de Donald Trump : l'accomplissement du néo-libéralisme états-unien](#) », blog, Mediapart, 20 janvier 2017.
 - Corcuff Philippe, *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs*, Paris, La Découverte, collection « Bibliothèque du MAUSS », 2012.
 - Corcuff Philippe, *Les années 30 reviennent et la gauche est dans le brouillard*, Paris, Textuel, collection Petite Encyclopédie Critique, 2014.
 - Corcuff Philippe, « [Oui-Oui chez SuperTrump, au pays du confusionnisme](#) », *Libération*, 25 novembre 2016.
 - Errejón Íñigo, Mouffe Chantal, *Construir pueblo. Hegemonía y radicalización de la democracia*, Barcelona, Icaria editorial, 2015.
 - Fassin Eric, « ['C'est l'abstention, imbécile !' Les leçons de l'élection de Donald Trump](#) », blog, Mediapart, 12 novembre 2016.
 - Fassin Eric, *Populisme : le grand ressentiment*, Paris, Textuel, collection Petite Encyclopédie Critique, à paraître en mars 2017.
 - Hanne Didier, « [La victoire de Trump, 'une chance pour la gauche', vraiment ?](#) », *Revue du Mauss permanente*, 13 novembre 2016.
 - Klein Naomi, « [It was the Democrat's embrace of neoliberalism that won it for Trump](#) », *The Guardian*, 9 novembre 2016 ; larges extraits traduits en français sous le titre « [Le sort des États-Unis a été scellé par l'élite de Davos](#) », *Solidaire*, 10 novembre 2016.
 - Laurent Sylvie, « [De Martin Luther King à 'Black Lives Matter'](#) », entretien avec Manuel Cervera-Marzal, *Contretemps*, 17 janvier 2017.
 - Mediapart (Rédaction), « [A Fréjus, le Front national met en scène une poignée d'intellectuels amis](#) », reportage, Mediapart, 17 septembre 2016.
 - Mélenchon Jean-Luc, « [Trump comme symptôme de la cécité de la caste](#) », blog « [L'ère du peuple](#) », 14 novembre 2016.
 - Mélenchon Jean-Luc, Mouffe Chantal, « [L'Heure du peuple](#) », dialogue organisé par l'association Mémoire des luttes et animé par Christophe Ventura, Paris, 21 octobre 2016, YouTube.
 - Michéa Jean-Claude, « [Michéa cultive le coup de poing ironique](#) », entretien avec Stéphane Bou, *Marianne*, n° 1032, du 6 au 12 janvier 2017.
 - Ramonet Ignacio, « [Les 7 propositions de Donald Trump que les grands médias nous cachent](#) », site Mémoire des Luttes, 21 septembre 2016.
 - Sapir Jacques, « [Réflexions sur la Grèce et](#)

[l'Europe](#) », blog RussEurope, 21 août 2015.

- Sapir Jacques, « [Quelle campagne présidentielle ?](#) », site Russia Today en français, 13 septembre 2016.
- Todd Emmanuel, [Interview par Mouloud Achour](#), Le Gros journal de Canal+, 14 novembre 2016, Dailymotion.
- Todd Emmanuel : « La question du racisme doit être posée sans illusion mais le discours qui vise à dire que le vote Trump est le vote des petits blancs racistes n'est pas seulement absurde, c'est juste le contraire », [entretien](#), site Atlantico, 15 novembre 2016.
- Traverso Enzo, « Spectres du fascisme. Penser les droites radicales au XXI^e siècle », *Revue du crieur* (Mediapart/La Découverte), n° 1, juin 2015.
- Traverso Enzo, *Les nouveaux visages du fascisme*, conversation avec Régis Meyran, Paris, Textuel, collection « Conversations pour demain », février 2017.
- Zizek Slavoj, « La chance d'une gauche radicale », *Le Monde*, 12 novembre 2012 ; repris sur le blog « [Le vieux monde qui n'en finit pas](#) », 15 novembre 2016.

Notes

[1] Voir Boltanski, Esquerre, 2014 ; Amselle, 2014 ; Corcuff, 2014 ; Traverso, juin 2015 et février 2017.

[2] J'ai déjà présenté dans le journal *Libération* un premier panorama de ces réactions confusionnistes à la victoire de Trump dans le registre d'un court conte humoristique (Corcuff, 25 novembre 2016).

[3] Pour une première critique plus développée, voir A. Bevort et P. Corcuff (8 novembre 2016).

[4] Expression empruntée à la philosophe Chantal Mouffe (voir Mélenchon, Mouffe, 21 octobre 2016).

Considérations sur le populisme de gauche

mardi 21 février 2017, par [Roger Martelli](#), [Samy Johsua](#)

On ne discutera pas ici de la notion générale et approximative de « populisme », dont l'usage s'est accru régulièrement depuis les années 1990. Désignant principalement les droites radicalisées, elle touche aujourd'hui à la fois la droite et la gauche. Péjoratif dans la plupart des cas, le terme a toutefois été repris de façon positive, jusque dans la gauche la plus « radicale ». C'est de ce « populisme de gauche » qu'il sera question.

L'Argentin Ernesto Laclau a été un des premiers à tenter de penser le phénomène. Dans les années 1960, il s'est écarté de la gauche classique en soutenant le péronisme au pouvoir. Par la suite, tout en poursuivant son dialogue avec le marxisme, il s'est attaché à en montrer les limites. Rebelle à l'idée d'une « surdétermination » de la superstructure économique-sociale, refusant la conviction d'un rôle intrinsèquement révolutionnaire de la classe ouvrière, Laclau a cherché à énoncer les conditions de rassemblements transclassistes en vue de la prise de pouvoir.

Pour lui, la rupture sociale ne découle pas des contradictions internes du capitalisme – l'extension de la forme marchande et du salariat –, mais de négations externes fondées sur la réalité de l'antagonisme et sur l'exercice de la volonté. L'action révolutionnaire consiste donc à s'inscrire dans la conflictualité générale pour construire des « blocs d'hégémonie » – Laclau réinvestit le vocabulaire gramscien – rassemblant des groupes objectivement disparates dans un mouvement commun. Le peuple, pensé non pas en termes de classes sociales mais comme une manifestation politique de la plèbe et des exclus, devient ainsi un opérateur d'hégémonie, comme le « bloc jacobin » qu'évoquait Gramsci à propos de la révolution française.

Laclau est devenu une référence pour les projets politiques qui s'installent dans la crise de la gauche historique. Le pari de Pablo Iglesias et de Podemos est ainsi de dire que « la ligne de fracture oppose désormais ceux qui comme nous défendent la démocratie (...) et ceux qui sont du côté des élites,

des banques, du marché ; il y a ceux d'en bas et ceux d'en haut, (...) une élite et la majorité » [1]. Interrogé par Jean-Luc Mélenchon, un responsable bolivien proche du président Evo Morales suit une ligne de conduite identique : « Alors comment vous définissez-vous ? demandai-je – Nous disons : nous sommes du peuple » [2]. Séduit, le leader français saisit la balle au bond. S'il est vrai que, en Bolivie comme en Espagne, « le système n'a pas peur de la gauche mais a peur du peuple », alors la solution politique n'est pas de rassembler la gauche, mais de constituer le « Front du peuple ».

La philosophe Chantal Mouffe donne aujourd'hui ses lettres de noblesse au refus du clivage ancien. En 2008, dans un essai sur *les Illusions du consensus*, elle acceptait encore sa pertinence, tout en rediscutant son usage [3]. En 2016, dans une interview au magazine *Regards*, elle revient sur ses affirmations d'hier. Si elle croyait alors à l'importance de la frontière entre la droite et la gauche, c'est qu'elle pensait possible de radicaliser la social-démocratie et de lui redonner une identité de gauche. Dès l'instant où cette hypothèse devient irréalisable, à partir du moment où la social-démocratie a témoigné de son incapacité à résister au tropisme libéral, la référence à la gauche est une illusion. Ce qu'il faut unir n'est pas la gauche, mais le peuple. « Parler de populisme de gauche signifie prendre acte de la crise de la social-démocratie, qui ne permet plus, à mes yeux, de rétablir cette frontière entre la gauche et la droite ».

Se réclamant de la pensée antagoniste d'un Carl Schmitt pour récuser « l'illusion du consensus », elle

fait de la confrontation du « eux » et du « nous » la clé des mobilisations populaires. Considérant, comme Laclau, que la rationalité ne suffit pas à mettre le peuple en mouvement, elle cherche à définir les affects mobilisateurs qu'elle trouve dans la vieille opposition du peuple et de l'élite.

Il ne sert à rien, conclut-elle, de tourner le dos à un populisme qui n'est que l'expression exacerbée d'un peuple dépossédé de ses droits à décider. Mais, pour éviter que l'antagonisme ne tourne à l'affrontement liberticide d'ennemis – ce que retient Carl Schmitt – et pour qu'il s'en tienne au combat politique d'adversaires, il faut disputer au populisme d'extrême droite le leadership sur les catégories populaires dominées par le ressentiment. Pour cela, il faut lui opposer un « populisme de gauche » qui déplace le « eux », des étrangers et des migrants vers l'élite des marchés et de la gouvernance.

Eux et nous, les élites et le peuple : c'est à la fois le couple ancien de la bourgeoisie et du prolétariat et celui de la droite et de la gauche qui s'effacent.

L'impasse d'un populisme de gauche

Le propos de Chantal Mouffe prend acte de l'échec des gauches européennes à enrayer l'essor des extrêmes droites. Il se veut donc réaliste. Son énoncé est simple ; il n'en est pas moins discutable. Pourquoi ? Parce que, si les catégories populaires existent concrètement, le peuple n'existe pas : il est à construire politiquement. Chantal Mouffe le sait, mais elle laisse entendre que la volonté politique adossée à la référence au peuple suffit à la constituer.

Or, le peuple ne se construit pas par cela seulement que l'on se réfère nominalement à lui, ou qu'on le distingue de son contraire supposé (l'élite). Il le peut s'il se rassemble autour du projet qui l'émancipe en même temps qu'il permet à la société tout entière de s'émanciper elle-même.

Dans la vaste lutte sociale, l'addition des composantes mobilisables n'est rien sans le liant qui en fait une force cohérente, et pas un simple agrégat

numérique. Suffit-il pour obtenir ce liant que les dominés aient un adversaire commun ? La finance ? Elle ne se voit pas. L'élite ? Ses frontières sont bien floues, selon les cas trop extensives ou trop restrictives. L'adversaire ou l'ennemi, ce peut être le fonctionnaire « privilégié » contre le salarié du privé, le travailleur stable contre le salarié précaire, celui trop pauvre qui ne paie pas d'impôt contre celui guère plus riche qui en paie. L'ennemi le plus commode, c'est en fait plutôt le plus proche : en général il est au-dessous de soi et il ne « nous » ressemble pas. L'ennemi immédiat, c'est « l'autre », surtout quand on nous répète que le temps est à la guerre des civilisations et à la défense de l'identité menacée.

Qu'est-ce donc qui peut unifier le peuple pour son émancipation ? Ni l'adversaire, ni l'ennemi. Ni classe contre classe, ni camp contre camp, ni centre contre périphérie, ni bas contre haut, ni peuple contre élites : le cœur de tout antagonisme est dans le heurt des projets de société qui le fonde. Dans les années 1930, c'est en se hissant au niveau du « tous » de la globalité sociale, que le « nous » ouvrier et salarial ne s'est pas refermé sur lui-même et a permis l'élan majoritaire qui a sorti le monde ouvrier du ghetto dans lequel les possédants enfermaient les « classes dangereuses ».

Il est donc plus pertinent de dire que l'affect mobilisateur du mouvement critique populaire devrait se trouver, non dans l'exaltation d'un « nous » opposé au « eux », qui n'est pas un donné mais éventuellement un résultat, mais dans l'activation des valeurs populaires d'égalité-citoyenneté-solidarité, raccordée à un projet global d'émancipation, qui a nécessairement une dimension nationale, mais qui n'est pas « avant tout national ». Ce qui manque aujourd'hui à l'élan populaire, c'est un projet cohérent de rupture avec l'ordre-désordre existant.

Il faut distinguer cette question au long cours des temporalités plus ramassées où se jouent les affrontements. Toute confrontation de ce second type prend bien les aspects du « nous » et du « eux », autour d'éléments de mobilisation qui ne se saisissent qu'en contexte. Il n'y a aucune possibilité de déterminer une fois pour toutes ces éléments, étant

donné que le contexte est justement changeant. Lénine, luttant contre tout dogmatisme « gauchiste » en la matière, dit que la situation révolutionnaire (et on pourrait avec précaution l'étendre à toute situation de confrontation globale dans une formation sociale donnée) tient en deux éléments. « C'est seulement lorsque 'ceux d'en bas' ne veulent plus et que 'ceux d'en haut' ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. Cette vérité s'exprime autrement en ces termes : la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant exploités et exploités) ». C'est tout en termes de contenus ? Oui, c'est tout. Mais il faut noter la deuxième partie, qu'on oublie souvent : la grande crise nationale. Laquelle affecte « exploités et exploités », mais, comme son nom l'indique, en premier « la Nation » elle-même, autrement dit l'ensemble des classes et catégories qui la composent. En octobre 1917, cette « grande crise » s'ancre dans la guerre sauvage qui ravage l'Europe. En 2015, en Grèce, elle repose sur la politique des mémorandums imposée par la Troïka.

Autrement dit, avec le populisme de gauche, le débat ne porte pas sur le « eux » et « nous », mais, tant que le contexte ne met pas à l'ordre du jour une confrontation ramassée au sens strict, sur la définition du « eux » et du « nous », et donc, sur la manière de les construire. Par exemple, définir la séparation par la question de l'identité n'est pas la même chose que de le faire sur celle de l'égalité, et partant, ce n'est pas le même « peuple » que l'on contribue à bâtir ainsi.

Il faut y revenir encore. Un projet n'est pas un programme, mais ce qui donne sens aux mesures les plus emblématiques d'un programme politique. Le Front national, comme tous les partis, a un programme. Ce n'est pas ce programme qui fait son attraction, mais l'idée simple qui le sous-tend : « nous ne sommes plus chez nous ; nous ne le serons pas tant que l'on tolère la présence de ceux qui nous empêchent de l'être ».

Davantage que du catalogue programmatique, le projet est plutôt du côté du « grand récit », de l'imaginaire qui donne conscience à un groupe qu'il

est au cœur de l'historicité. Le projet ainsi conçu, ce fut jadis celui de la « Sainte Égalité » des sans-culottes parisiens pendant la Révolution française, du « communalisme » de Babeuf, du socialisme et du communisme du mouvement ouvrier. Ce fut ce que l'on appela la « République sociale », dans la tradition républicaine et ouvrière de la France, avec son summum lors de la Commune de Paris.

En raccordant le combat ouvrier et la gauche politique, les responsables du socialisme et du communisme historiques ne sacrifièrent pas la classe. Ils comprirent que la multitude des catégories populaires dispersées ne pourrait pas devenir peuple au sens politique du terme (l'acteur central de la cité) sans que la politique raccorde une expérience sociale concrète, un combat pour la dignité dans ou/et contre les institutions existantes. C'est par l'action politique, et donc par un travail volontaire de subversion de la gauche, que les ouvriers français sont passés du « nous » au « tous », du repliement communautaire à la société tout entière.

C'est sur la base de cette ambition large, que le socialisme jaurésien et ses héritiers disputèrent le magistère de la gauche aux formations réputées plus modérées. C'est sur cette base que le monde ouvrier put occuper une place majeure au sein du « bloc jacobin » dont parle Gramsci. C'est autour de cette vision projective que le mouvement ouvrier put, non pas mettre fin au capitalisme (les tentatives du XX^e siècle ont échoué à y parvenir – mais ont obtenu des compromis qui ont infléchi le mouvement du capitalisme pendant quelques décennies). Sans ce projet, le « nous » des catégories les plus populaires est soit voué à l'isolement et à l'inefficacité politique (le modèle américain), soit placé en position subalterne par des encadrements populistes qui annihilent les progrès possibles de l'émancipation populaire.

À moins d'accélération brutales dont on ne peut prévoir le contenu, et qui donc ne dépendent pas de nous, un tel projet doit bien sûr s'inscrire dans le temps long, et son horizon doit bien être l'alternative aux logiques dominantes de la concurrence et de la « gouvernance ». Or peut-il s'imposer aujourd'hui dans toute la société, dans tout le peuple ? Non, car le

peuple est divisé et désorienté. Mais il est possible, dès maintenant, de créer un mouvement majoritaire en faveur d'une transformation globale, économique, sociale, culturelle, dans laquelle l'esprit de rupture ne serait plus minoré, comme il l'est depuis le début des années 1980.

Unir les divisé-e-s

C'est donc un problème plus vaste. Qu'on remplace « peuple » par « prolétariat », on y gagnerait en précision, mais sans se débarrasser du problème lui-même : non seulement ces entités ne se donnent pas comme telles (elles se construisent par les luttes), mais encore elles sont réellement divisées, et il y faut un projet pour les unifier. Il ne s'agit pas donc là d'abord de purisme des concepts. Quand nous avons un prolétariat si nombreux, la différence avec le peuple, si elle existe bien, perd de sa force. Bien entendu, il faut se garder d'effets purement statistiques. Il est juste de définir le prolétariat par ceux qui « n'ont que leur force de travail à vendre », donc de l'assimiler au salariat potentiel, y compris chômeurs et précaires, femmes non actives économiquement. Ce qui permet d'éviter un ouvriérisme trop étroit (où le métallo est un prolétaire, mais pas la caissière parce qu'elle ne produit pas de valeur au sens marxiste strict...). Mais c'est sans doute trop extensif. Il est évident que les sommets de l'appareil d'État, des médias, des PDG (pris là en dehors d'un actionariat possible), etc., bien que salariés, sont de la bourgeoisie, non du prolétariat. Des « élites » si on veut prendre le langage de Laclau. Il faut donc définir le prolétariat comme ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre et qui n'ont aucun intérêt vital au maintien du système. Et ça fait quand même beaucoup de monde.

Si on entre par « le peuple », à partir du moment où on rétablit le type de conflictualité qui y correspond, dont les aspects de classe au sens traditionnel et la mise en cause du mode de production capitaliste (et c'est ce que fait plus ou moins quelqu'un comme Mélenchon), ce n'est plus là qu'il faut chercher la divergence avec le populisme de gauche. La clé ici est de savoir si on convient de distinguer « le peuple »

comme un donné passif et « le peuple » qui se construit comme tel (« pour soi »), et donc de convenir que la conflictualité existe. À ce titre, toute construction de ce type, dans un contexte donné, prend effectivement la forme d'une délimitation du « eux » et du « nous ». Mais la difficulté est que le « nous, s'il ne peut exister que par la lutte, contre un « eux », ne s'y limite pas. Il faut, dans le même mouvement, qu'il définisse ce qui le constitue en tant que tel, « pour soi », comme dit la formule.

De plus, même si on entre par « la classe », et parce que celle-ci doit non seulement s'émanciper elle-même, mais libérer toute la société, c'est bien d'un programme « pour le peuple » qu'il s'agit. Gramsci va plus loin, demandant un programme de « sauvetage de la Nation », incluant la politique éducative, artistique, urbanistique, etc.

Mais le débat sur « le sujet révolutionnaire » ne se limite pas à ces précisions. Dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit pas d'une vision purement statique, mais d'une construction, par la lutte, et entre « eux » et « nous » (autre façon de reprendre le « en soi » et le « pour soi »). Mais, même ainsi, il y a une question majeure qui est explicitement mise de côté par les approches de Mouffe (c'est même d'un certain point de vue la raison d'être de sa théorisation). C'est que le peuple (ou la classe) est structurellement divisé, et pas seulement par des artefacts, mais y compris par ses luttes. Si, comme dit Engels, « dans la famille l'homme est le bourgeois, la femme joue le rôle du prolétariat », ce n'est pas le même peuple qui se construit si les femmes y occupent une place subordonnée, ou si elles y sont incluses, et à égalité. Ce qui suppose que leurs revendications propres soient intégrées au combat général, et colorent celui-ci. On peut étendre à toutes les catégories discriminées à un titre ou un autre (même petites villes versus grandes villes). Parler des 99 % c'est donc à la fois juste, et trop large. Juste (à 10 % près disons), si on prend le critère « caste/austérité ». Mais trop large, si on tient compte d'une multitude d'autres facteurs. Comme unifier tout ceci sans écraser telle ou telle partie est (pour nos sociétés) la question stratégique décisive. Certes, ce terrain est puissamment occupé par les post-modernes, fascinés par l'émiettement, et

presque hostiles à toute visée unificatrice. Mais la victoire de Trump est en train de faire bouger les choses à toute vitesse. Voir par exemple l'évolution de Judith Butler, initiée, de plus, un peu avant. Il faut la prendre au sérieux quand elle est dit : « Maintenant il nous faut envisager sérieusement la création d'un parti socialiste aux États-Unis, un parti qui puisse prendre appui sur de solides alliances de solidarité avec d'autres pays. Occupy Wall Street et d'autres mouvements anti-mondialisation ont dénoncé la crise économique et ses conséquences ainsi que l'approfondissement des inégalités ».

Polarité à gauche

C'est là que l'on retrouve le dualisme de la gauche et de la droite. Encore faut-il convenir que les deux termes ne doivent pas désigner des partis, des entités immobiles, des sortes de tiroirs dans lesquels il suffirait de ranger les individus, les courants politiques et les organisations. Définir la gauche et la droite par l'accumulation de leurs composantes ne sert à rien. Ce qui compte n'est donc pas l'intitulé des étiquettes, mais le mouvement qui oppose les courants : chaque pôle n'est rien sans la polarité qui le relie aux autres.

Renonçons, au moins au départ, à la logique classificatoire. Ne cherchons pas à décréter dans un débat sans fin qui est de gauche et qui ne l'est pas. Déterminons plutôt ce qui produit, tout à la fois, l'unité relative des gauches et leur hétérogénéité. À la métaphore des cases dans lesquelles sont sagement rangées les « familles », substituons celle des pôles magnétiques. Le pôle agrège des particules et, dans un champ de forces, ce qui compte est la capacité d'attraction de chacun des pôles. À partir du moment où la révolution installe le politique comme un espace distinct de conflits, elle inscrit une logique de polarité dans l'ordre des comportements et des représentations. La gauche, ancrée dans l'idée, non du progrès en général, mais de la perfectibilité de l'espèce humaine, considère que l'égalité entre les hommes est le seul fondement légitime du lien social ; la droite, convaincue du contraire (*homo homini lupus*) fait de l'ordre et de l'autorité le socle

intangibles de toute société.

Mais, en même temps que la révolution installe la polarité centrale, elle produit une autre polarité à l'intérieur de chaque camp. À droite, elle ouvre un distinguo entre ceux qui se demandent s'il faut introduire de l'ordre dans l'espace nouveau ouvert par la Déclaration des droits et ceux qui estiment que l'ordre ne peut s'obtenir pleinement, s'il ne dérive pas de l'inégalité juridique des corps et de l'autorité de droit divin.

Dans la gauche française, c'est une autre polarité qui se dessine dès 1789 et qui s'approfondit en se transformant dans les décennies suivantes. Dès le départ, tout dépend de la manière dont on conçoit le champ de l'égalité : doit-elle rester celle du droit ou devenir celle des conditions ? La majorité des membres de l'Assemblée constituante de 1789 (le noyau du futur libéralisme) penche pour la première hypothèse ; les « sociétés populaires » et clubs politiques créés à la même époque (bases du mouvement sans-culotte) penchent plutôt pour la seconde option. Plus tard, une fois acquis que la Révolution va « s'arrêter là où elle a commencé » (Bonaparte), la question se déplace substantiellement. La société bourgeoise nouvelle étant désormais indépassable, faut-il s'inscrire dans ses mécanismes (le jeu du marché et de l'État) pour en corriger les traits les plus négatifs ? En sens inverse, la société nouvelle (« capitaliste », dira-t-on au XIX^e siècle) étant par nature inégalitaire, ne faut-il pas, pour qui veut l'égalité des conditions, en envisager la transformation radicale, jusqu'à sa disparition s'il le faut ? Le souhaitable est-il impossible ? L'impossible l'est-il à tout jamais ? S'accommoder ou subvertir ? Le rapport global à l'ordre social dominant devient le pivot d'organisation du champ politique de la gauche.

Les formes concrètes de la tension ont changé (Feuillants et Montagnards, Girondins et Jacobins, à l'époque de la Révolution de 1789, plus tard opportunistes et radicaux, radicaux et socialistes, socialistes et communistes, social-libéralisme et antilibéralisme...). La polarité, elle, a persisté. Les éléments distinctifs se sont déplacés, souveraineté, nation, droit de suffrage, laïcité, droit social, réforme

et révolution, mais le principe de distinction est demeuré intact. À chaque moment historique, se joue la force propulsive de chaque pôle, adaptation au « système » ou rupture avec lui. De façon volontiers pendulaire, l'esprit d'adaptation domine, ou celui de rupture. Mais c'est bien dans une polarité duale, à droite comme à gauche, que se répartissent les idéologies (mouvantes), les pratiques (évolutives) et les organisations (éphémères). La polarité de la droite et de la gauche fonde l'unité de la gauche non ramenée à des organisations, mais dans son principe (le principe d'égalité ou plutôt le principe d'égalité-liberté ou d'« égaliberté », comme le suggère Étienne Balibar). La polarité interne à la gauche construit sa diversité.

L'avantage de la métaphore des pôles est qu'elle exclut toute continuité simple. Le jeu des contraires se noue à travers une fluidité constante de ses formes, ce qui décourage toute vision statique de catégories fermées ou de « camps » intangibles. « En bas », aucune muraille de Chine ne sépare les gauches, quand bien même elles s'opposent vivement. Chaque stabilisation relative d'un pôle ou d'un sous-pôle est à terme remise en cause par de nouvelles différenciations, au fur et à mesure que le système global se transforme. Il n'en reste pas moins que les polarités essentielles se reproduisent, suffisamment pour demeurer des principes actifs de distinction et de classement des courants dans la longue durée.

Au XX^e siècle, dans toute l'Europe, la polarité fondamentale à gauche s'est fixée principalement – mais non exclusivement – sur la concurrence du communisme et du socialisme, l'un adossé à la Révolution d'Octobre (de filiations ultérieures diverses comme on sait), l'autre à celui de l'État-providence. En France, il en est résulté l'intégration du socialisme dans les dispositifs institutionnels (1936-1959 et 1981-2012), l'expansion puis l'essoufflement du communisme de filiation bolchevique-stalinienne, la marginalisation du bolchevisme d'extrême gauche dans la diversité de son ancrage. Au total, les années 1970-1990 ont porté tout à la fois l'échec de l'État-providence et la disparition du bloc de l'Est. Du strict point de vue formel, il y a un équivalent entre la crise de la vieille

social-démocratie et celle de la souche bolchevique ; partant, on peut considérer qu'il y a un double épuisement d'une variante de la réforme sociale-démocrate et d'une forme historique de la révolution. Ce n'est pas pour autant que l'on peut conclure qu'il y a obsolescence du dilemme de la « réforme » et de la « révolution ». S'il y a obsolescence, peut-être la verra-t-on dans la tentation essentialiste du singulier : toute réforme n'est pas « la » réforme et toute rupture n'est pas « la » révolution. Mais le parti pris de rupture et celui d'accommodement restent actifs.

Un pôle populaire et non populiste

L'essentiel tient à ce que la polémique de l'égalité est cardinale quand fonctionne la polarité de la droite et de la gauche [4]. Accepter aujourd'hui la disparition du clivage politique originel présente donc deux inconvénients majeurs.

C'est oublier tout d'abord que toute transformation, partielle ou radicale, repose sur des mouvements majoritaires. Une ambition transformatrice oblige à penser des majorités qui ne se fondent pas d'abord sur d'incertaines proximités sociales, mais sur des conceptions intégrées de la dynamique sociale. À vrai dire, il ne sert à rien de rassembler « le peuple », si ce n'est autour d'un projet qui met fin à son aliénation. De ce point de vue, le triptyque de l'égalité, de la citoyenneté et de la solidarité est sans doute le seul qui permette de fonder en longue durée le mouvement populaire sur d'autres affects que la peur de l'autre, l'amertume de l'insécurité sociale et le ressentiment, ferment historique de toutes les droites extrêmes.

Ajoutons que nous sommes à un de ces moments où l'on nous explique, savamment ou plus grossièrement, que le temps de l'égalité est dépassé et que le temps est venu de l'identité. Ce ne serait plus le partage qui serait la base de l'équilibre social, mais la protection des identités. « Être chez soi » serait le summum du bien-vivre et de la liberté. Nous ne devons pas accepter un seul instant ce paradigme : c'est l'inégalité galopante, couplée à l'exacerbation des discriminations, à l'anémie de la citoyenneté et à l'érosion des solidarités, qui est la cause de tous nos

maux. C'est elle qu'il faut donc tendre à résorber.

Mais si l'égalité doit rester au cœur des combats populaires, la gauche reste un opérateur majoritaire nécessaire ; une gauche transformée, rééquilibrée, refondée, totalement incompatible avec le social-libéralisme dominant. Une gauche, donc, qui doit aspirer à être populaire, critique, innovante, ce qui l'oblige à tourner franchement le dos à ce que le socialisme impose en France depuis plus de trois décennies, et pas seulement depuis la dérive vers la droite de la gestion Hollande-Valls.

Plutôt que de se fixer l'objectif utopique de rassembler un « peuple tout entier » qui n'est qu'une abstraction, mieux vaut se fixer l'ambition de s'appuyer sur les attentes populaires et sur le mouvement critique existant pour redonner sens à des majorités populaires de gauche, centrées non sur le combat contre « l'élite », mais contre un « système » social qui produit la division entre exploités et exploités, dominants et dominés, aliénateurs et aliénés, catégories populaires et élites.

Dès lors, s'affirme le lien nécessaire entre la constitution du « peuple » comme objet politique et la refondation radicale du clivage droite-gauche. Pour

peu que chacun de ses termes soit reprécisé, la trilogie ancienne de l'égalité, de la citoyenneté et de la solidarité peut redevenir un principe de rassemblement pour une majorité (pas pour la totalité) des classes populaires. Il n'est pas de politique populaire conséquente qui ne soit de gauche ; à l'inverse, on peut craindre qu'il n'y ait pas de populisme qui ne laisse trop d'espace à la droite.

La tentation d'un populisme de gauche n'est certes pas une abomination, elle a de solides arguments, mais elle peut donc devenir une impasse. Elle se veut combative, mais elle risque de préparer déjà les défaites futures. On ne dispute pas la nation à l'extrême droite : on ouvre la souveraineté populaire vers tous les espaces politiques sans distinction. On ne lui dispute pas l'identité collective, nationale ou autre : on plaide pour les libres identifications, pour le libre jeu des appartenances et pour la revalorisation massive de l'égalité, seule base durable du commun. On ne dispute pas le populisme à l'extrême droite : on délégitime son emprise en lui opposant la constitution d'un pôle populaire d'émancipation. Et « populaire » n'est pas « populiste ». C'est ce pôle de la dignité populaire qui doit concentrer les efforts.

Notes

[1] Pablo Iglesias, 22 novembre 2014.

[2] Jean-Luc Mélenchon, *L'Ère du peuple*, Fayard, 2014 (réédition 2016).

[3] Chantal Mouffe, *On the political*, Routledge, 2005 (traduction française, *L'illusion du consensus*, Albin Michel, 2016).

[4] Norberto Bobbio, *Droite et gauche*, Seuil, 1996.

La souveraineté populaire est-elle possible ? La question du populisme

mardi 21 février 2017, par [Pierre Khalfa](#)

Le thème de la discussion traduit d'évidence la crise qui traverse actuellement nos sociétés. C'est aujourd'hui devenu une banalité de dire qu'il s'agit non seulement d'une crise économique et sociale, mais aussi, de mon point de vue surtout, d'une crise démocratique qui se traduit par une perte de légitimité de tous les pouvoirs institués. Je traiterai cinq points :

1. Les causes « immédiates » de cette crise ;
2. Les apories de la démocratie représentative ;
3. Quelle démocratie ?
4. Des problèmes soulevés par la question de la souveraineté populaire ;
5. Le populisme de gauche, une réponse en trompe-l'œil à ces difficultés.

Ce texte est issu en grande partie d'une intervention faite lors d'un débat avec Chantal Mouffe, animé par Christophe Ventura, organisé le 25 janvier 2017 par la Fondation Copernic, la Fondation Gabriel Péri et l'Institut de Tribune socialiste.

1- Les causes « immédiates » de la crise démocratique actuelle

Nous assistons depuis une trentaine d'années à deux phénomènes convergents. D'une part, l'hégémonie du consensus néolibéral dans les classes dirigeantes. Quel que soit le gouvernement en place, il applique, avec des variations à la marge, une seule et même politique économique et sociale. Dans cette situation, les notions de droite et de gauche tendent à s'effacer pour une partie non négligeable de la population. Toute une série de sujets sont explicitement exclus de la décision citoyenne [1] et toute remise en cause des politiques suivies est immédiatement disqualifiée. Les mécanismes mis en place par les gouvernements nationaux dans le cadre de l'Union européenne aboutissent à une gouvernance par les normes et à un fédéralisme autoritaire. La déclaration du président de la Commission, Jean-Claude Juncker, après la victoire électorale de Syriza, résume la situation actuelle : « Il

ne peut y avoir de démocratie contre les traités ». Il y a donc une perte de sens du vote qui tend à se réduire à une méthode permettant de sélectionner des individus dans une lutte concurrentielle pour le pouvoir, comme Schumpeter l'avait analysé dès 1942 dans *Capitalisme, socialisme et démocratie*.

Le second phénomène renvoie à la multiplication des lois sécuritaires qui installent dans le droit commun des dispositions relevant de l'état d'exception : réforme de la procédure pénale qui affaiblit le rôle de l'institution judiciaire, création de nouveaux délits, renforcement des pouvoirs de la police, fichage généralisé. En France, l'état d'urgence est reconduit régulièrement, alors même que son inefficacité en matière de lutte contre le terrorisme est largement admise. Les droits fondamentaux sont ainsi petit à petit détricotés et une épée de Damoclès pèse sur les libertés démocratiques.

Si ces deux phénomènes sont présents dans nombre de pays, s'y ajoutent en France les caractéristiques propres de la Cinquième République qui donne un poids déterminant à l'exécutif, lequel n'exécute d'ailleurs rien, mais gouverne sans contrôle réel.

2- Les apories de la démocratie représentative

On aurait cependant tort de s'en arrêter là et de penser ainsi en avoir fini avec les raisons de la crise actuelle et les problèmes rencontrés par la question de la souveraineté populaire, c'est-à-dire de la démocratie, pouvoir du peuple, « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple [2] ». De ce point de vue, on peut considérer que l'expression « démocratie représentative » est une contradiction dans les termes.

Le gouvernement représentatif contre la démocratie

On sait que les démocraties dites représentatives sont historiquement issues d'une forme de gouvernement, le gouvernement représentatif, que ses fondateurs opposaient explicitement à la démocratie. Jusqu'au XVIII^e siècle, le terme « démocratie » renvoyait à la cité grecque, en particulier à Athènes [3], forme politique dans laquelle la notion même de représentation était inconnue et où le peuple assemblé, l'*ecclesia*, exerçait directement le pouvoir, le tirage au sort et la rotation étant la règle générale pour les postes exécutifs et les magistrats. Pour les Grecs, l'élection est un principe aristocratique : il s'agit de choisir les meilleurs, les *aristoi* [4]. Le gouvernement représentatif se construit donc en opposition explicite avec cette conception [5]. Contrairement à ce qui est avancé habituellement, le refus de la forme démocratique n'est pas justifié à l'époque par des raisons techniques, comme la taille des États modernes qui empêcherait le peuple de se réunir. Les fondateurs du gouvernement représentatif savaient parfaitement que les habitants, que ce soit dans les villages ou dans les villes, avaient l'habitude de se réunir régulièrement pour traiter de problèmes divers. Le refus de la démocratie est justifié par des raisons politiques. Il s'agit explicitement d'empêcher les classes populaires de se mêler des affaires du gouvernement.

Voici ce que déclarait Madison, un des pères fondateurs de la Constitution américaine : « Le but de

toute constitution politique est, ou doit être, d'abord d'avoir pour gouvernement les hommes qui ont le plus de sagesse pour discerner le bien commun de la société ». Madison et ses amis (les *federalists*) opposent explicitement république et démocratie. La république se distingue par un corps de représentants. C'est un « corps choisi », non seulement parce que ses membres sont élus, mais parce qu'ils font partie des citoyens les plus distingués. L'objectif est alors de faire en sorte que les élus soient d'un rang social plus élevé que leurs électeurs. Non seulement le corps électoral est restreint (suffrage censitaire), mais les conditions d'éligibilité restreignent encore la couche des élus possibles (cens d'éligibilité).

On retrouve la même logique lors de la Révolution française avec Sieyès (*Qu'est-ce que le Tiers état ?*) pour qui, reprenant ainsi sur ce point ce que disait Hobbes auparavant, le peuple n'existe qu'à travers ses représentants « seuls dépositaires de la volonté générale ». Mais Sieyès va encore plus loin puisqu'il fait disparaître le peuple pour le remplacer par la nation : « La nation existe avant tout, elle est à l'origine de tout ». Ainsi, l'article 3 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen indique : « Le principe de toute souveraineté populaire réside essentiellement dans la nation ». Le peuple se trouve ainsi doublement escamoté : les représentants sont les seuls dépositaires de la volonté générale et la souveraineté n'est plus celle du peuple mais de la nation [6].

Ce processus aboutit à deux choses : d'une part la mise en place d'une oligarchie élective, ce que Montesquieu et Rousseau avaient parfaitement vu à partir de l'exemple anglais, d'autre part la négation du peuple dans ses composantes et ses contradictions, la loi Le Chapelier (1791) indiquant : « Il n'y a plus dans la nation que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général ». Le leurre de la représentation (chez Hobbes) combiné à l'idée abstraite de volonté générale (chez Rousseau) aboutit à évacuer la diversité du peuple concret.

Un processus de démocratisation très partiel

Aux XIX^e et XX^e siècles, la fin du suffrage censitaire et

l'élargissement du suffrage universel [7], arrachés de haute lutte, semblent transformer la nature du lien représentatif. S'y combine la montée en puissance du mouvement ouvrier avec l'apparition des partis de masse qui rapprochent le personnel représentatif de la base et permettent un engagement massif des catégories populaires dans l'action politique. C'est la fin du système des notables, et on assiste à une transformation sociologique du personnel représentatif : passage du notable à la petite bourgeoisie (avocats, journalistes, etc.) puis même aux ouvriers avec les partis communistes. Cependant, dès leur apparition, des analyses prémonitoires (Robert Michels, Moïseï Ostrogorski) mettent en avant le caractère oligarchique des partis de masse, notamment à partir d'une analyse de la social-démocratie allemande.

La mise en place progressive d'un État social vient conforter le système, dont la démocratisation s'accompagne de conquêtes sociales importantes. Le gouvernement représentatif se mue en démocratie représentative qui s'articule en quatre éléments : le suffrage universel, l'existence de droits fondamentaux et de droits sociaux, l'existence de contre-pouvoirs puissants, un espace public qui permet la confrontation des points de vue.

Ces quatre éléments sont aujourd'hui en crise profonde. La montée de l'abstention, surtout dans les classes populaires, fait apparaître ce que certains ont pu appeler un « cens caché ». Les droits fondamentaux et les droits sociaux sont attaqués de toutes parts. Les contre-pouvoirs traditionnels sont très affaiblis, et si de nouvelles formes d'organisation de la contestation apparaissent, elles n'arrivent que rarement à peser sur le cours des choses. Les partis politiques de gauche connaissent une crise profonde : non seulement leur efficacité est contestée, mais leur mode de fonctionnement vertical et hiérarchique entre en contradiction avec les aspirations des individus à l'autonomie. L'espace public traditionnel tend à dépérir, car nombre de thèmes politiques sont, de fait, délégitimés dans le débat public, ce d'autant plus que nous assistons à une concentration capitaliste dans les médias. L'espace public était traditionnellement un espace où la plupart des individus étaient des spectateurs et où s'affrontaient

des personnes reconnues comme qualifiées (experts, responsables politiques ou syndicaux, journalistes). L'arrivée d'internet a totalement changé la donne pour le meilleur (démocratisation des possibilités de production et diffusion de l'information et du commentaire), et pour le pire (règne de la rumeur, force des visions complotistes, apparition aujourd'hui de la « post-vérité »).

La transformation du gouvernement représentatif en démocratie représentative n'a donc pas modifié la nature profonde du système. Nous vivons dans une oligarchie électorale libérale : oligarchie, car nous sommes gouvernés par un petit nombre d'individus au service des plus riches ; électorale, car nous sommes appelés régulièrement à choisir par notre vote ces individus ; libérale, car nous avons historiquement arraché un certain nombre de droits que les classes dirigeantes essaient d'ailleurs en permanence de remettre en cause.

3- Quelle démocratie ?

La souveraineté populaire c'est, pour moi, l'autre expression pour parler de démocratie. Il faut en ce sens distinguer la souveraineté nationale et la souveraineté populaire : un État peut être parfaitement souverain dans ses relations aux autres États, sans qu'il y ait la moindre souveraineté populaire en son sein. Cependant, le sens du mot « démocratie » n'est pas donné d'emblée. Il baigne dans une certaine indétermination et sa définition fait l'objet de débats et de batailles politiques. Ainsi, le fait que la démocratie puisse être définie comme le pouvoir du peuple est contesté.

Démocratie, un mot indéterminé

Alain, philosophe aujourd'hui un peu oublié, ardent républicain, plutôt à gauche, mort en 1951, indiquait ainsi dans *Propos de politique* : « La fausse idée de la démocratie est que le peuple gouverne (...) La démocratie réserve au peuple un pouvoir de regard et de jugement, il n'en faut pas plus ». Il définissait la démocratie comme « un pouvoir de contrôle et de résistance (...) effort perpétuel des gouvernés contre les abus du pouvoir ». Cette position est loin d'être

isolée. Elle a été celle des grands philosophes républicains du XIX^e siècle comme Renouvier ou Fouillé.

Plus près de nous, Claude Lefort, qui a été avec Cornelius Castoriadis l'un des fondateurs du groupe *Socialisme ou barbarie*, est sur une position similaire. Pour lui, la démocratie consiste à pouvoir contester le pouvoir politique et à revendiquer des droits contre lui. Il a d'ailleurs cette formule sibylline : « en démocratie, le lieu du pouvoir est vide ». Pour Lefort, il ne doit pas en tout cas être occupé par le peuple.

Dans un livre récent *Démocratie sans démos*, Catherine Colliot-Thélène indique qu'il faut abandonner le mythe de l'autolégitimation et de la souveraineté populaire. Outre que cela n'a jamais existé – nous vivons dans des régimes oligarchiques – la mondialisation rendrait de toute façon illusoire l'idée même de souveraineté populaire. Catherine Colliot-Thélène défend elle aussi l'idée que la démocratie se caractérise par l'existence de droits subjectifs et la possibilité de combattre pour eux.

Il est certes indéniable que l'existence de droits individuels et collectifs caractérise un système démocratique. Mais faut-il pour autant faire son deuil de l'idée de souveraineté populaire ?

Affirmer la souveraineté populaire : un choix politique

À l'encontre des auteurs précédents, mon choix politique est de prendre au sérieux l'étymologie du mot « démocratie », pouvoir du peuple – *kratos* ayant en grec un sens assez fort exprimant la puissance – et d'essayer d'en tirer un certain nombre de conséquences.

L'objectif doit être de créer les institutions qui permettent la *participation effective* de toutes et tous aux affaires qui les concernent et de mettre ainsi en place une démocratie active [8]. Deux mots importants dans cette phrase : *participation effective*, ce qui signifie qu'il ne s'agit pas seulement, même si cela est nécessaire, d'améliorer les mécanismes de la démocratie dite représentative, mais de créer la possibilité que toutes et tous

puissent être parties prenantes de tout pouvoir existant dans la société.

Il ne s'agit donc pas de créer une société transparente à elle-même sans contradictions ni pouvoirs. Déjà présente en filigrane chez Rousseau, et portée dès l'origine du mouvement ouvrier et socialiste par des courants très divers, la société future est, dans cette tradition, une société sans contradictions, dans laquelle « l'administration des choses remplacera le gouvernement des hommes » (Saint-Simon repris par Engels dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*). Une telle conception fait l'impasse sur les multiples oppressions qui existent dans la société et qui ne se réduisent pas à l'opposition entre le travail et le capital. Et, surtout, elle fait l'impasse sur la politique au sens du débat contradictoire sur des choix opposés.

Si, comme le dit Jacques Rancière dans *La Haine de la démocratie*, cette dernière est « le gouvernement de n'importe qui », l'égalité est alors un présupposé de nature axiomatique et une visée pratique dont il faut créer les conditions. Cette égalité demande à être définie. Il ne s'agit pas de l'égalité des chances qui vise une égalité sur la ligne de départ – par ailleurs inatteignable – et une concurrence féroce pour les places par la suite, ni d'une égalité des capacités qu'elles soient intellectuelles ou physiques. Il s'agit ici d'une égalité de participation aux pouvoirs existants dans la société, pouvoirs qui se reconfigurent régulièrement.

En créer les conditions suppose un bouleversement économique et social d'ampleur. Il s'agit non seulement de prendre des mesures sur le plan économique [9] qui permettent de briser la domination du capital, mais aussi de construire une véritable démocratie sociale et de mettre en œuvre un processus permanent de lutte contre les oppressions, les discriminations et les inégalités sociales. Insistons sur un aspect, l'absolue nécessité de réduire le temps de travail au-delà même de l'objectif de création d'emplois. Tant que les individus travailleront huit heures par jour, sans compter le temps passé dans les transports et le fait de s'occuper des tâches domestiques – en grande

majorité le fait des femmes aujourd'hui –, l'activité politique ne peut que rester le fait d'une infime minorité ayant le temps et la volonté de s'y adonner. La réduction massive du temps de travail est une des conditions les plus importantes qui soient pour favoriser l'implication dans la vie démocratique.

Deux confusions à éviter

La démocratie n'est donc pas seulement un régime institutionnel, mais un régime qui suppose des conditions économiques et sociales. Cependant, la question des institutions est décisive. Il est difficile de prévoir aujourd'hui ce qu'elles seront précisément, et tout schéma préétabli risque de se voir emporter par le mouvement réel, comme l'expérience historique nous l'apprend. L'histoire est création d'inédit et non reproduction du même. Cependant il me semble qu'il faut éviter deux confusions.

La première est celle entre représentation et délégation. C'est une confusion que fait Rousseau. Pour lui, en démocratie, le peuple exerce à la fois la fonction législative (ce qu'il appelle « le Souverain ») et la fonction exécutive (ce qu'il appelle « le Prince »). C'est évidemment impossible car cela supposerait que le peuple rassemblé fasse toutes les tâches concrètes liées à l'exercice pratique du pouvoir. Pour Rousseau, cela rend la démocratie impossible et l'on connaît sa formule célèbre : « S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement ». En réalité, aucun régime politique ne peut fonctionner sans délégation et, en démocratie, ces délégués ne représentent pas le peuple, ils en exécutent les décisions. Ainsi à Athènes, la fonction législative est exercée par l'*ecclésia* et les fonctions exécutives sont tirées régulièrement au sort.

La seconde confusion est celle faite entre État et institutions. Contrairement à une certaine tradition marxiste, l'existence de contradictions sociales n'implique pas automatiquement l'existence d'un État. Les anthropologues ont mis en évidence l'existence de sociétés sans État qui étaient traversées par des contradictions sociales. Au-delà des sociétés dites « primitives », une société relativement complexe, l'Athènes de l'âge classique,

pourtant travaillée par de profondes contradictions de classes, ne connaissait pas d'État au sens précis que nous donnons à ce mot aujourd'hui, c'est-à-dire une instance séparée de la société, qui s'élève au-dessus d'elle, une pyramide bureaucratique, ce qui n'empêchait ni l'existence d'institutions, ni encore moins l'existence de la politique.

La critique de la thèse sommaire du dépérissement de l'État pour laquelle la disparition de l'État correspondrait à une société sans contradictions sociales, totalement transparente à elle-même, ne doit pas nous faire jeter le bébé avec l'eau du bain. C'est le rôle des institutions politiques de créer les conditions d'une participation pérenne des citoyennes à la décision politique. Comme l'indique Castoriadis, le rôle de l'action politique consiste en dernière instance à « créer les institutions qui, intériorisées par les individus, facilitent le plus possible leur accession à leur autonomie individuelle et leur possibilité de participation effective à tout pouvoir explicite existant dans la société » [10]. Cela suppose que soient remplies les conditions économiques et sociales de la démocratie, dont la réduction massive du temps de travail est la première.

4- Les difficultés de la souveraineté populaire

Prendre au sérieux le mot « démocratie » dans son sens étymologique est un choix politique qui suppose de traiter certains problèmes.

L'hypothèse anthropologique

« Le gouvernement de n'importe qui » repose sur une hypothèse, celle de l'égalité comme axiome de départ qui suppose que, *a priori*, chacun soit en capacité d'intervenir dans les affaires de la cité. Un débat philosophique fondateur a eu lieu à ce propos, dans le *Protagoras* de Platon, où ce dernier parle à travers Socrate. Pour Platon, la politique est affaire de vérité, il s'agit d'un savoir spécialisé que seuls certains peuvent posséder et il n'a pas de mot assez fort pour dénoncer ces boutiquiers qui osent, ignorants qu'ils

sont, donner leur avis sur la marche de la cité.

Protagoras développe au contraire un mythe qui met en scène le fait que le discernement politique est partagé par tous. La politique n'est pas affaire de vérité mais d'opinion et les capacités politiques ne sont pas des savoirs techniques. Elles sont le produit du débat public. En ce sens, c'est la vie politique démocratique de la cité qui forme des citoyens aptes à la démocratie.

Disons-le, dans le débat Protagoras/Platon, c'est ce dernier qui l'a emporté, à tel point que tous les contempteurs de la démocratie n'ont fait que reprendre sous une forme ou une autre ses arguments. Rousseau, considéré pourtant comme un penseur démocrate, n'a pas été immunisé contre la rhétorique platonicienne. On connaît surtout à propos du peuple sa phrase célèbre dans le *Contrat social* : « De lui-même, le peuple veut toujours le bien, mais de lui-même il ne le voit pas toujours ». Il est moins magnanime à ce sujet quelques lignes avant : « une multitude aveugle qui ne sait pas ce qu'elle veut, parce qu'elle sait rarement ce qui est bien [11]. ». Il ajoute d'ailleurs plus loin que « C'est l'ordre le meilleur et le plus naturel que les plus sages gouvernent la multitude » tout en mettant cependant un bémol : « quand on est sûr qu'ils la gouvernent pour son profit en non pour le leur [12] ».

La souveraineté populaire peut-elle être absolue ?

La réponse est clairement non, sous peine de se transformer en tyrannie de la majorité. Cette question fut d'ailleurs le point d'accroche de penseurs contre-révolutionnaires comme Edmond Burke ou, plus près de nous, Carl Schmitt qui, dans *Légalité et légitimité*, indiquait que « celui qui dispose de 51 % peut rendre le 49 % illégal » et pour qui « un parti total (au pouvoir) fermera la porte de la légalité derrière lui [13] ».

Certes, les garanties institutionnelles ne seront probablement pas suffisantes si une telle situation se présente. Elles n'auront de force que si elles s'accompagnent de mobilisations populaires importantes. Cependant, les garanties

institutionnelles sont parties intégrantes de la construction d'un rapport de forces. Ainsi, un vote majoritaire ne doit pas pouvoir remettre en cause les libertés et droits fondamentaux, le droit des minorités et plus globalement ce qui fait la substance d'un État de droit.

La démocratie est le « régime de l'autolimitation » (Castoriadis). Il faut donc créer des institutions qui permettent cette autolimitation. Aujourd'hui, les cours constitutionnelles sont censées jouer ce rôle et on voit que des gouvernements autoritaires, comme en Hongrie ou en Pologne, s'en prennent à leur indépendance. Cependant, le mode de nomination de leurs membres et le caractère restreint de ces cours en affaiblissent considérablement la légitimité [14].

Ainsi conçue comme régime capable de s'autolimiter, et donc de créer des institutions qui le permettent, la démocratie ne s'oppose pas au libéralisme politique comme l'affirme Chantal Mouffe, qui reprend sur ce point les analyses de Carl Schmitt. La garantie de l'exercice des droits fondamentaux est la condition de toute vie démocratique. Comme le résumait Rosa Luxemburg dans sa critique du tour pris par la révolution russe : « Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie reste le seul élément actif. C'est une loi à laquelle nul ne peut se soustraire. La vie publique entre peu à peu en sommeil. » (*La Révolution russe.*)

Le peuple existe-t-il ?

C'est un mot aux sens multiples qui renvoient à des usages contradictoires et à des projets politiques différents [15] : peuple vu comme ethnie aux fondements racistes, biologiques ou culturels ; les classes populaires, c'est-à-dire les dominés ; la multitude des individus ; la communauté politique des citoyens... L'évocation du peuple ne suffit donc pas à définir un projet politique même si on considère qu'un peuple est simplement l'ensemble des individus soumis au lois d'un État.

Si l'on prend deux conceptions progressistes du

peuple – les dominés et la communauté politique des citoyens – les problèmes ne sont pas résolus pour autant. Dans le cas de la communauté politique des citoyens, deux questions apparaissent immédiatement : qui en fait partie ? quel est son périmètre ? L'instauration par la Révolution française de la distinction entre citoyens actifs et citoyens passifs, la longue lutte pour le droit de vote des femmes et aujourd'hui le statut des non-nationaux montrent que la réponse à la question de l'appartenance au peuple est l'objet d'une bataille politique, car elle recoupe des conceptions différentes du peuple. De plus, nous sommes là devant une difficulté majeure. Comme le note Manuel Cervera-Marzal, « s'il faut décider qui appartient au peuple, se pose immédiatement la question de savoir qui va prendre cette décision, autrement dit, qui va décider de ceux qui devront décider ? [16] ».

Quant au périmètre de la communauté politique, les débats actuels sur la place respective de l'État-nation et de l'Europe en montrent l'actualité. Si la démocratie, conçue comme souveraineté populaire, ne peut s'appliquer que dans un espace territorial précis – il y a ceux qui décident et ceux qui sont exclus de la décision –, cela ne dit rien *a priori* sur la nature de cet espace. Si tout combat politique doit partir de la réalité des cadres existants, la réponse souverainiste, qui fait de la nation le référent ultime et indépassable, confond, de fait, souveraineté nationale et souveraineté populaire. Elle peut assez vite se transformer, comme dans le cas de Carl Schmitt, en une vision xénophobe de la démocratie.

Les problèmes ne se laissent pas non plus résoudre facilement si l'on prend le mot « peuple » au sens des dominés, du fait d'une multiplicité des oppressions croisées, d'une déterritorialisation et transnationalisation des dominations. Apparaît aussi un décalage entre le peuple dans son acception politique et le peuple dans son acception sociale. Le peuple n'existe donc que sous des formes diverses, souvent contradictoires, et Chantal Mouffe a raison d'affirmer qu'il faut « remettre en cause toute notion de "peuple" comme étant déjà acquise et dotée d'une identité substantielle [17] », même si, de mon point de vue, cette affirmation est contradictoire avec sa défense du populisme de gauche (voir plus loin). Il

est illusoire de penser que le peuple puisse parler d'une seule voix. Il s'agit d'un problème majeur pour toute stratégie politique de transformation sociale.

5- Le populisme de gauche, une réponse en trompe-l'œil

Une remarque préalable s'impose. Si, comme l'écrit Chantal Mouffe dans un court papier qui résume son point de vue [18], « le populisme surgit quand on cherche à donner naissance à un nouvel acteur de l'action collective – le peuple – qui soit capable de reconfigurer un ordre social vécu comme injuste », le populisme a été alors de toutes les époques historiques : Périclès et le *démos* athénien, les Gracques dans la Rome républicaine, les acteurs de la Révolution française, le PCF et les « 200 familles », etc. Ils étaient, nous serions, tous populistes sans le savoir. L'élasticité de la notion en fait perdre tout l'intérêt.

En fait, l'emploi du mot « populiste » a aujourd'hui une fonction dans le débat public. Il permet de stigmatiser toute proposition et toute attitude de rupture avec l'ordre existant. Tout rejet des pratiques et orientations dominantes est ainsi disqualifié d'emblée par l'emploi de ce qualificatif. Il est indéniable que l'apparition du terme « populisme » est le signe manifeste du déficit démocratique actuel : les procédures démocratiques semblent le plus souvent tourner à vide. Faut-il pour autant se réclamer du populisme, fût-il de gauche ? Cette notion pose aujourd'hui, d'un point de vue stratégique, trois gros problèmes.

Une confusion politique

Qualifier, à l'identique, de populiste l'extrême droite [19] et la gauche de transformation sociale et écologique permet aux classes dirigeantes et aux médias dominants d'amalgamer des courants politiques opposés et ainsi de discréditer les propositions de cette gauche. Or, les partisans du populisme de gauche ne font en fait sur ce point que reprendre ce discours dominant.

Reprendre ce discours laisse entendre que nous

aurions des choses communes avec l'extrême droite. Pire, cela entretient l'idée que cette dernière souhaite aussi rendre sa souveraineté au peuple. Cette confusion efface un double clivage, sur la définition du peuple et sur la question de la démocratie. Nous aurions ainsi les mêmes objectifs que l'extrême droite, seuls les moyens différaient. Dans la situation actuelle, un tel sentiment ne peut que légitimer encore plus le Front national.

Définir l'ennemi, est-ce le problème principal ?

Le populisme fonctionne sur le mode du « eux et nous ». Chantal Mouffe [20] part de la conception de Carl Schmitt, qui fait de la discrimination entre amis et ennemis le point nodal de la détermination du politique. Elle s'en distingue cependant sur un point. Pour Schmitt, il s'agit d'éliminer un ennemi qui est un obstacle à l'homogénéité du peuple, alors qu'il s'agit pour elle de définir un adversaire dans une démocratie qui resterait pluraliste. Si cette distinction est fondamentale, elle est cependant loin de résoudre tous les problèmes.

En effet, si la désignation de l'adversaire est une condition du combat politique, elle ne doit pas nous amener à passer sous silence les contradictions – d'abord chez les dominants, contradictions qu'il s'agit d'exacerber –, mais surtout chez les dominés, car ces dernières sont un obstacle à la construction d'une stratégie hégémoniste. En effet, une même personne peut à la fois être exploitée par le capital, opprimée par d'autres exploités, ou en opprimer d'autres, et prise dans des configurations discriminantes. Il est donc impossible de réduire tous les antagonismes qui traversent la société à un antagonisme majeur, que ce soit le rapport capital/travail, pourtant fondamental, ou la division peuple/oligarchie portée par le populisme de gauche.

C'est ce qui rend difficile la construction d'une stratégie et d'un projet émancipateur. Comment faire converger, sur des objectifs communs, des combats se situant sur des terrains différents ? Comment faire pour construire une cohérence stratégique si aucun acteur particulier (le prolétariat, le Parti) ne peut la donner *a priori* ? Comment construire un projet d'émancipation qui tienne compte de la multiplicité

des oppressions ? La réponse du populisme de gauche est qu'il faut construire le peuple comme sujet politique en lui désignant un adversaire, l'oligarchie, et en s'appuyant sur « la dimension affective en politique et la nécessité de mobiliser les passions par des voies démocratiques [21] ».

Cette réponse pose deux problèmes. D'une part, il est loin d'être sûr qu'*in fine* les gens choisissent l'ennemi que nous voulons : l'oligarchie ou l'immigré ? Roger Martelli a raison de rappeler que l'expérience montre qu'il est plus facile de désigner un ennemi proche, à côté de chez soi, qu'un ennemi lointain et inaccessible, comme par exemple la finance. Ce qui fait la force des partis d'extrême droite n'est pas dû seulement « au fait qu'ils expriment, même de façon très problématique, de véritables demandes démocratiques que les partis traditionnels ne prennent pas en compte [22] », mais aussi que « cette façon très problématique » a, comme le remarque Chantal Mouffe elle-même, pour nom la xénophobie. Les questions sociales et démocratiques sont vues à travers le prisme xénophobe et raciste et les passions mobilisées ne renvoient pas seulement à l'idée de peuple, mais surtout à la haine de l'autre. Mobiliser les affects et désigner un adversaire est certes nécessaire, mais cela ne peut se faire que sur la base d'un projet émancipateur porteur d'un imaginaire social de transformation, comme l'a été en son temps l'idée de communisme. C'est cet imaginaire qui doit être « à haute teneur affective », pour reprendre ici une expression de Chantal Mouffe. Face à l'extrême droite qui promeut une politique et un imaginaire du ressentiment, nous devons promouvoir l'espoir d'une société démocratique, plus juste et plus égalitaire.

D'autre part, l'idée même de « construire le peuple » pose problème. Car la question immédiate est « qui construit le peuple ? » Si on remplace le mot « peuple » par « prolétariat », on retrouve là la thématique classique du substitutisme avant-gardiste dans laquelle, *in fine*, le prolétariat, ici le peuple, doit être construit politiquement par une entité extérieure. Dans la logique de la représentation, les représentants incarnent le peuple par le moyen du suffrage universel. Cohérente, cette vision, on l'a vu, est porteuse d'une logique oligarchique. Qu'en est-il

dans le populisme du gauche ?

Le non-dit du populisme de gauche

Le populisme se distingue d'autres processus politiques par un mode d'être de la politique tout à fait particulier, celui d'un rapport direct entre une personnalité se voulant charismatique et le peuple, ou d'ailleurs plus exactement le peuple s'incarne dans le meneur. Ce n'est donc pas simplement par effet de circonstances que les forces populistes sont essentiellement d'extrême droite. Il y a un lien étroit entre la démarche autoritaire du populisme et ce que proposent ces forces.

À la question « qui ou quoi construit le peuple ? », la réponse populiste est : c'est le chef qui construit le peuple et incarne sa volonté. L'homme providentiel (historiquement c'est le plus souvent un homme) fait exister le peuple comme entité politique à travers lui-même. En fait, contrairement au populisme de droite qui n'a pas ce genre de pudeur, le populisme de gauche évite généralement de traiter cette question. Ernesto Laclau n'hésite cependant pas à indiquer explicitement que, pour lui, « l'absence de meneur » équivaut à « la dissolution du politique [23] ». On le voit, il s'agit pour lui d'une question centrale.

Le populisme, qu'il soit de droite ou de gauche, est donc un autoritarisme et on voit mal comment la valorisation et le mythe du chef pourraient se retourner dans une perspective émancipatrice. Le paradoxe de cette affaire est que le populisme, qui critique la représentation parlementaire, ne fait que pousser à l'extrême la logique de la représentation : l'incarnation poussée à sa limite.

Sortir de l'impasse

Dans une perspective démocratique émancipatrice, le populisme, même dit de gauche, est une impasse. Comment en sortir ? Ernesto Laclau fait une longue citation d'un passage de *Psychologie des foules et analyse du moi*, où Freud évoque au contraire que le meneur pourrait avoir comme substitut une idée, une abstraction [24]. Il est dommage qu'il ne reprenne

pas cette analyse féconde – il affirme au contraire juste quelques lignes avant que « La nécessité d'un meneur existe toujours [25] » – car elle permet d'entrevoir ce qui peut être l'élément moteur et unificateur. L'idée, l'abstraction, dont parle Freud dans ce passage, c'est le projet émancipateur qui doit être porté par notre imaginaire. Un tel projet n'est pas simplement un programme, pourtant indispensable, de mesures concrètes réalisables, mais une perspective d'avenir qui permet à l'espoir de naître et de résister aux vents contraires. Il n'y a aucune garantie pour que l'action politique en vue de l'autogouvernement des êtres humains réussisse ou même puisse voir le jour. Cela dépend entièrement de nous, même si cette action s'enracine dans les contradictions du monde réel.

Sur quoi fonder une telle perspective émancipatrice ? Comme on l'a vu plus haut, on ne peut la fonder sur rien. C'est un choix politique que nous faisons (ou pas). Il peut être rationnellement argumenté, mais toute tentative pour en démontrer théoriquement la nécessité ne peut mener qu'à des théories spéculatives, que ce soit la théorie des droits naturels ou celle du communisme comme nécessité de l'histoire. Nous restons donc seuls avec nous-mêmes et c'est ce que nous décidons de faire ou de ne pas faire qui créera peut-être du sens. C'est pourquoi les questions stratégiques sont si importantes.

À l'idée ambiguë de « construire le peuple », il faut opposer le projet d'une convergence stratégique entre les différents mouvements de contestation de l'ordre néolibéral et sécuritaire [26]. Il s'agit donc plus d'une « autoconstruction » que de construction. Dans une perspective hégémonique, cela ne peut se faire que sur la référence à un projet commun qui soit capable d'être une force d'attraction politique et idéologique. C'est dans ce cadre qu'une organisation politique peut jouer un rôle par sa capacité d'initiatives et de propositions. Mais cela suppose une tout autre forme d'organisation que les partis politiques actuels, pétris de verticalisme et marqués par un rapport de similitude avec l'appareil d'État [27].

Notes

[1] Pensons entre autres aux fameux critères de Maastricht.

[2] Abraham Lincoln, *Discours de Gettysburg*.

[3] Je n'entre pas volontairement ici dans le débat sur la place des femmes et le rôle des esclaves. Sur Athènes, la littérature est immense : voir notamment Moses Finley *Démocratie antique, démocratie moderne*, Payot, 1976, Cornélius Castoriadis, *Les carrefours du labyrinthe*, notamment le tome 4, Seuil, 1996 ; Emmanuel Terray, *La politique dans la caverne*, Seuil, 1990 ; Pauline Schmitt Pantel et François de Polignac (sous la direction de), *Athènes et le politique*, Albin Michel 2007 ; Paulin Isnard, *La démocratie contre les experts*, Seuil, 2015. Pour une présentation synthétique, Pierre Khalfa, « [Retour sur les origines de la démocratie](#) ».

[4] Sont ainsi élus les stratèges et les responsables des finances de la cité, car ces postes nécessitant une compétence technique, il faut choisir les meilleurs

[5] Le développement qui suit est repris de Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion 1995.

[6] Voir sur ce point Myriam Revault d'Allones, *Le miroir et la scène*, Le Seuil, 2016.

[7] La France a le triste privilège d'être le pays qui a mis le plus de temps à passer du droit de vote réservé aux hommes au suffrage universel.

[8] Je ne parle volontairement pas de « démocratie directe », cette expression étant, soit rattachée à la démocratie grecque, qui, si elle représente un germe (pour reprendre ici le terme employé à ce sujet par Castoriadis), ne peut évidemment être reproduite, soit au modèle conseilliste qui est historiquement marqué.

[9] Sur le plan économique, voir par exemple Fondation Copernic, *Changer vraiment !*, Syllepse 2012 ; et Attac, *Par ici la sortie, Cette crise qui n'en finit pas*, Les Liens qui libèrent, 2017.

[10] Cornélius Castoriadis, *Le monde morcelé*, Seuil, 1990, p.138.

[11] Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, 10/18, 1963, p. 83.

[12] Jean-Jacques Rousseau, *Ibid*, p. 115.

[13] Cité par Jean-Claude Monod, *Penser l'ennemi, affronter l'exception*, La Découverte, 2007.

[14] Athènes avait institué une procédure d'autocontrôle du peuple par lui-même, le *graphe paranomon*. Un homme pouvait être accusé et jugé pour avoir fait une proposition à l'Assemblée du peuple, même si celle-ci l'avait adoptée. Il est alors jugé devant un tribunal tiré au sort et comprenant plusieurs milliers de personnes. Si la proposition était jugée illégale, son auteur pouvait être lourdement condamné et le vote de l'Assemblée annulé. Il s'agit donc la d'une procédure d'appel du peuple contre lui-même, devant lui-même. Ce n'est pas une cour constitutionnelle restreinte, mais le peuple lui-même qui est le recours contre des décisions qu'il a lui-même prises.

[15] Dans un avant-propos rédigé pour la revue *Tumultes* n°40 (juin 2013), Etienne Balibar indique « repérer (...) quatre noms du peuple inscrits au premier plan par la tradition occidentale ».

[16] Manuel Cervera-Marzal, *La démocratie sous tension*, in *Utopia Nova. La démocratie radicalement*, « *Tumultes* », n°47, octobre 2016.

[17] Chantal Mouffe, *Carl Schmitt et le paradoxe de la démocratie libérale*, in, *Le paradoxe démocratique*, Beaux-Arts de Paris, 2016.

[18] Chantal Mouffe, « [Le moment populiste](#) », 9 juillet 2016.

[19] Chantal Mouffe n'emploie d'ailleurs pas le terme « extrême droite » mais « populiste de droite ».

[20] Chantal Mouffe, *L'illusion du consensus*, Albin Michel, 2016.

[21] *Ibid*, p. 106.

[22] *Ibid*, p. 107.

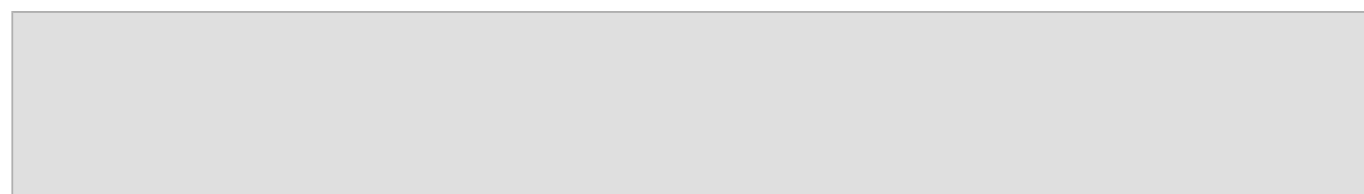
[23] Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Seuil, 2005, p.81.

[24] *Ibid*, p. 79.

[25] *Ibid*, p. 78.

[26] Le débat avec Chantal Mouffe a montré que nous étions assez proches sur ces points malgré un vocabulaire différent.

[27] Voir l'intervention de Roger Martelli au Forum de Nîmes le 21 janvier 2017.



Les possibles, hiver 2017

mardi 21 février 2017

Adresse

Attac, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

Directeur de la publication

Jean-Marie Harribey

Secrétariat de la rédaction

Isabelle Bourboulon, Jacques Cossart, Jean-Marie Harribey, Esther Jeffers, Frédéric Lemaire, Christiane Marty, Pascal Paquin, Jeanne Planche, Dominique Plihon, Jean Tosti, Aurélie Trouvé

Responsables techniques

Edgard Deffaud, Serge Gardien, Pascal Paquin, Rémi Sergé, Olivier Tétard

Comité éditorial

Sylvie Agard, Christophe Aguiton, Verveine Angeli, Paul Ariès, Geneviève Azam, Daniel Bachet, Jacques Berthelot, Catherine Bloch-London, Martine Boudet, Isabelle Bourboulon, Thierry Brugvin, Thierry Brun, Alain Caillé, Claude Calame, Christian Celdran, François Chesnais, Françoise Clement, Pierre Concialdi, Philippe Corcuff, Jacques Cossart, Thomas Coutrot, Christian Delarue, Vincent Drezet, Cédric Durand, Guillaume Duval, Mireille Fanon-Mendès-France, Daniel Faugeron, David Flacher, Fabrice Flipo, Pascal Franchet, Bernard Friot, Jean Gadrey,

Susan George, Jérôme Gleizes, Gérard Gourguechon, André Grimaldi, Janette Habel, Nicolas Haeringer, Jean-Marie Harribey, Michel Husson, Esther Jeffers, Isaac Johsua, Pierre Khalifa, Serge Le Quéau, Frédéric Lemaire, Christiane Marty, Gus Massiah, Antoine Math, Dominique Méda, Georges Menahem, Denise Mendez, Pascal Paquin, René Passet, Évelyne Perrin, Dominique Plihon, Thierry Pouch, Daniel Rallet, Jean-Claude Salomon, Catherine Samary, Denis Sieffert, Vicky Skoumbi, Jean-Louis Sounes, Daniel Tanuro, Bruno Tinel, Michel Thomas, Jean Tosti, Éric Toussaint, Stéphanie Treillet, Aurélie Trouvé, Patrick Viveret

Contact avec la revue et soumission d'articles

Les propositions d'articles nouveaux ainsi que les contributions répondant à des textes publiés dans les numéros précédents de la revue doivent être adressées au secrétariat de la revue : revue-cs-secretariat@list.attac.org

La revue a noué un partenariat avec Mediapart à

travers une « édition » créée sur ce site :

<http://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-conseil-scientifique-dattac>. À chaque parution trimestrielle de la revue, un des articles sera mis en ligne sur Mediapart.